



décembre 2013

numéro 0

AVALANCHE

Correspondance anarchiste





Edito

Ceci est le point zéro d'un nouveau projet.

Depuis les premières imprimeries clandestines et les brochures qui passaient sous le manteau de main en main jusqu'aux tables de presse aux sorties de métro ou dans des locaux avec des activités anarchistes : les anarchistes se sont toujours appropriés des moyens pour faire des idées antiautoritaires et des luttes une matière pour alimenter le dialogue et l'action subversives. C'est en ce sens-là que cette publication se veut aussi un moyen et plus précisément, celui d'offrir un espace pour nourrir le débat international entre anarchistes. C'est pourquoi ces pages laisseront surtout la place aux combats dont le ressort est anarchiste : des luttes autonomes, directes et auto-organisées ; des combats qui poussent vers la destruction du pouvoir sous toutes ses formes ; des luttes qui se déroulent aujourd'hui, comme hier ou qui sont à venir.

D'autres projets qui se sont hasardés sur un chemin semblable ont sans doute existé. Mais nous avons souvent eu l'impression de nous trouver face à des informations fragmentaires et des « nouvelles ». Bref, ils nous ont laissés sur notre faim, sans nous donner suffisamment de matière pour affiner des méthodes, approfondir des idées, élaborer des perspectives ou aiguiser des affinités.

Une publication régulière qui passe de main en main crée des possibilités de confrontation critique et de débat. Une publication sur papier paraissant à quelques mois d'intervalle laisse suffisamment de temps pour approfondir tel aspect. C'est peut-être une goutte d'eau dans la mer, mais c'est le pari que nous voulons faire.

Il semble que ces dernières années, dans de nombreux coins du monde, se multiplient à nouveau des tentatives de mener des publications anarchistes : des feuilles orientées vers l'agitation, de petits journaux servant de torches dans l'obscurité de la résignation ; comme quelques tentatives de s'aventurer dans l'approfondissement nécessaire des idées anarchistes, dans l'analyse critique des rapports sociaux et des progrès de la domination. C'est alors avec un certain enthousiasme que nous jetons ce projet de correspondances internationales dans cette mêlée multiple. Multiple, au sens où la force de l'anarchisme a peut-être toujours été le refus de l'unité idéologique et de la soumission à une discipline de parti, une force qui réside dans la multiplicité et la richesse des convictions et des sentiers individuels qui s'inspirent, s'encouragent et se poussent à travers la critique réciproque.

Les articles repris dans ce numéro zéro ont généralement déjà été publiés ailleurs, même si ce n'est que rarement sur papier, mais pour les prochains numéros, nous invitons chaleureusement les compagnons à envoyer des contributions qui correspondent aux desseins de cette publication. Nous voudrions le souligner – le but étant de contribuer à des correspondances entre anarchistes au-delà des frontières – le numéro que vous avez entre les mains est un numéro zéro, une première invitation. Il est devenu plus gros que prévu, probablement parce qu'une sorte de mouvement de dépassement s'imposait. Cela ne veut cependant pas dire que ce numéro est complet, il manque certainement beaucoup de choses et cela sera encore le cas dans les prochains numéros. Ce projet ne sera jamais représentatif, car alors il de-

vrait se prétendre la représentation de quelque chose de bien délimitée, d'un terrain jalonné de limites que nous n'avons nullement l'intention de respecter. La représentation, c'est le coup mortel pour la vie, pour l'individualité et pour la révolte qui cherche à se défaire de toutes ses chaînes. Des mécanismes de représentation ou de politique ne sont malheureusement pas étrangers aux anarchistes et compliquent les pollinisations croisées, les approfondissements affinitaires et la confrontation (parfois nécessairement dure) d'idées et de perspectives. Nous osons espérer que cette publication sera une des nombreuses contributions pour mettre ces mécanismes en pièces.

Au cours de son histoire tumultueuse, l'anarchisme a produit pas mal de fantômes. Des organisations formelles ont souvent, voire systématiquement, étouffé la révolte individuelle et la perspective de l'attaque directe et immédiate contre l'autorité. Des illusions quantitatives ont travesti la lutte contre tout pouvoir en la présentant comme la construction d'un contre-pouvoir capable un jour, de contrebalancer la domination. Des mentalités politiques et opportunistes ont bassement dépouillé l'anarchisme de son essence même. Cependant, il y a toujours aussi eu des anarchistes qui ne se sont pas laissés duper par de telles sirènes. Des anarchistes qui ont, sans attendre, engagé la lutte contre l'autorité sous toutes ses formes, qui ont cherché et trouvé leurs compagnons et complices sur la base de l'affinité, qui n'ont pas mis de côté ou camouflé leurs idées en échange d'applaudissements ou d'un peu de confort provisoire et qui, parcourant ces chemins, ont développé des perspectives et des méthodes révolutionnaires et insurrectionnelles qui continuent à vivre jusqu'à ce jour. Cet anarchisme informel ou autonome – pour autant que le terme anarchisme sans plus d'adjectifs ne suffise pas – reste vivant encore aujourd'hui, et a, selon nous, besoin de tout ce qui peut en approfondir et aiguiser les idées : des expériences de combat comme des considérations critiques, des correspondances entre compagnons comme des explorations de perspectives subversives, des pratiques d'attaque contre des réalisations de la domination comme des agitations contre la résignation et l'acceptation qui sont autant de piliers qui maintiennent la domination.

Nous saluons tous les traducteurs et traductrices dont nous utilisons ici sans gêne les efforts (*Contrainfo*, *Non Fides*, *Act for Freedom Now*, *Brèves du Désordre* et des anonymes). Et nous nous excusons auprès de ceux qui s'incommoderont peut-être de traductions avec des incorrections ; notre but est de rendre disponible une traduction de bonne qualité et compréhensible, mais une traduction parfaite n'est pas à notre portée. Pour finir, profitons de l'occasion pour saluer tous les anarchistes qui partout dans le monde se battent contre l'autorité et approfondissent leurs idées sur les sentiers de la subversion.

correspondance@riseup.net
http://avalanche.noblogs.org



Texte des quatre anarchistes arrêtés à propos du double braquage de Velventos à Kozani

février 2013 - Grèce

Nous courons vers notre fuite, tandis qu'autour de nous la chasse à l'homme est lancée. Derrière nous gît une vie prédéterminée, gravée par les mains de la domination, avec pour but que nous intériorisions la soumission comme condition objective, de légitimer moralement les systèmes des lois et règles, d'égaliser les individus avec une logique statistique de chiffres. Devant nous, le monde de nos fantaisies « utopiques » qui est conquis avec la seule violence. Une vie, une chance et des choix déterminants.

Regarde le fossé entre les nuages et saute, parce que la chute n'a jamais été un choix plus certain.

Le vendredi 01/02, avec un groupe de compagnons, nous avons mené un double braquage de la Banque Agricole (Agrotiki) et des Bureaux de Poste (ELTA) à Velventos, Kozani. Notre opinion est qu'il existe dans une certaine mesure un fond à analyser les parties opérationnelles du braquage. Ceci afin premièrement de mettre en lumière tous les éléments de l'affaire, les choix que nous avons fait, les erreurs que nous avons commises et les raisons qui nous ont conduits à elles :

Donc, le matin du vendredi, nous avons attaqué les deux cibles, séparés en deux groupes. Depuis le début notre but était de prendre l'argent des deux coffre-forts, ce qui s'est passé. Pendant notre fuite, une série d'infortunés événements et d'erreurs en découlant a mené à l'exposition de nos deux véhicules tout comme de notre direction à la police.

À cause du filet policier qui s'est automatiquement formé, le compagnon conduisant le van qui était de l'extérieur maquillé pour ressembler à une ambulance, chercha des routes de sorties pour l'équipe qui menait les braquages. Dans sa tentative, il fit la faute de passer trois fois devant un véhicule de flics, avec pour résultat qu'il soit considéré comme suspect. Une course-poursuite s'est ensuivie et ensuite, à cause de l'absence de familiarité avec la zone dans laquelle il se retrouva, il rejoignit quatre impasses dans les chemins de terre des collines, ce qui a eu pour conséquence qu'il soit encerclé dans la dernière, sans avoir d'autre endroit où s'échapper. Et donc, une fois qu'il avait mis le feu au véhicule, ils l'arrêtèrent. Avec ces développements et tandis que notre compagnon avec le véhicule de fuite était déjà dans les mains des flics, nos options envisageables étaient considérablement revues à la baisse.

Nous décidons donc d'arrêter le premier véhicule qui passe, cela pouvant garantir une fuite plus sûre pour nous et nos compagnons. La grande question dans cette situation était que ne soit pas connu des flics le nouveau

véhicule de fuite de nos compagnons, et nous avons donc décidé de garder le chauffeur dans le van avec nous, jusqu'à que nous ayons trouvé un chemin pour que nous puissions aussi nous échapper. C'est à peu près là que notre chemin a croisé celui d'une patrouille, qui s'est graduellement transformé en une chasse intense jusqu'à la ville de Veria, avec derrière nous la plupart des forces de police qui était dans les alentours. Nous n'avons évidemment pas même un instant considéré utiliser l'otage en personne comme un bouclier humain (nous n'aurions pas eu de problème si nous avions eu un directeur de banque, par exemple), après tout, la police ne savait rien à propos de son existence. À la fin, il a agit comme bouclier humain pour les flics, sans qu'ils ne le sachent, depuis qu'il avait compris la raison pour laquelle nous n'avons pas utilisé nos armes afin de s'enfuir. Parce que nos consciences et notre code moral ne nous permettent pas de risquer la vie d'une personne banale qui s'est retrouvée avec nous contre sa volonté.

Nous voulons qu'il soit clair sur ce point que nous n'avions pas des armes pour effrayer, mais comme armes dans le cas d'un affrontement entre nous et les flics. Et donc, la raison pour laquelle nous n'avions pas agi de la manière qui correspond, afin de s'échapper, était que la condition dans laquelle nous nous trouvions était due à une manœuvre ratée.

À ce point, la seule option pour la fuite était la vitesse et notre tentative de gagner du terrain avec notre véhicule sur les flics qui nous pourchassaient. Bien sûr, la ville de Veria n'est pas faite pour une telle chose et nous avons donc vite été piégés, avec pour résultat notre arrestation. Pendant notre arrestation, la seule chose que nous avons dit dès le début était que la personne qui était avec nous n'avait aucun lien avec le braquage et nous. Malgré tout, les flics ont continué à le frapper lui aussi, du moins tant que nous avons eu un contact visuel avec lui.

La narration ci-dessus n'est pas mené dans le cadre de l'exhibition et de l'auto-promotion, mais pour inverser la légitimité des arrestations sans combattre que les conditions nous ont amené.

* * * * *

La narration se termine dans le quartier général de la police de Veria, où se déroulèrent pendant des heures des tortures sur trois d'entre nous par les porcs de la police. Les tactiques sont connues et attendues : cagoules, attaché avec des menottes dans le dos et tabassage.

Nous considérons comme évident qu'il existe entre nous et le système une ligne claire de séparation qui marque la guerre entre deux mondes. Le monde de la domination, de la répression et de la soumission, et le monde de la liberté que nous créons et gardons en vie au sein de la lutte sans relâche contre l'autorité.

Dans cette guerre, les porcs de la police constituent une cible permanente des guérillas anarchistes comme une branche en première ligne et répressive des mécanismes de la domination. Pour cette raison, nous considérons que la position des flics contre nous va de soi. Si l'État ne nous combattait pas, alors nous aurions une bonne raison d'être inquiets. La torture comme méthode a été, est et sera une arme dans l'arsenal de toute autorité. Bien entendu, nous, en tant qu'anarchistes, refusons d'utiliser des méthodes de torture contre nos ennemis et promouvons la pratique digne des « exécutions » politiques, comme nous ne voulons pas reproduire la pourriture de leur monde mais l'éliminer.

L'opinion qui voudrait que les combattants soient la proie des mains des mécanismes de répression intériorise l'idée de défaite au sein des cercles subversifs. C'est accepter de réduire la guerre contre les ennemis de la liberté dans le cadre de l'acceptation de la morale et de la légalité sociale bourgeoise. Et si nous voulons être clairs, la note ci-dessus concerne des déclarations comme celles d'ANTARSYA ou d'A.K. [Mouvement « Anti-autoritaire »] qui contribuent plus au réformisme qu'à la radicalisation. Il n'est pas nécessaire pour nous de se référer aux journalistes, SYRIZA [parti de gauche] et d'autres parties du système qui s'adressent à nous avec des déclarations « amicales » afin d'approcher à nouveau ces consciences qui commencent à s'écarter de la norme, servant, de cette manière, à la stabilisation du régime.

Maintenant, en ce qui concerne le fait de faire face aux pratiques de la torture, notre propre réponse réside dans l'action polymorphe. La mise en valeur d'événements particuliers à travers des actions de contre-information tels des communiqués, affiches, rassemblements, manifestations, etc. est définitivement nécessaire pour que toujours plus de personnes puissent rejoindre une conclusion. Une conclusion qui ne laisse pas de place à des « incidents isolés » ou des « comportements revanchards », mais amène à la compréhension que la violence physique a toujours été un moyen de répression et de contrôle de la société. Cela constitue une partie de la guerre entre la domination et la révolte.

Bien sûr, ce message doit être propagé, mais il doit tout autant être accompagné d'un message de terreur pour ces bourreaux par nature, les flics. Afin que les flics ne frappent pas, les dénonciations à l'intérieur du système et les procédures légales n'ont aucun sens, alors qu'elles impliquent aussi des concessions et une acceptation informelle des autorités juridiques ou journalistiques. Cela demande de la résistance, et la résistance doit aussi avoir des formes violentes. Parce qu'une attaque contre les flics, pas seulement ceux de Veria, soit avec des pierres, soit avec des molotovs, soit avec des armes, conduit sans aucun doute à une réévaluation de leurs choix, comptant leurs blessures avant qu'ils n'abaissent à nouveau leurs mains. Parce que cela a été très bien mis en avant, les ennemis ont des noms et des adresses.

* * * * *

Nous ne voulons pas nous référer en détail au rôle des banques, de toute façon dans l'époque où nous vivons il est connu de tous. Leur existence est un vol continu. Pour nous, en tant qu'anarchistes, ils constituent une cible pour des attaques de tout type : incendiaires, explosives, de vol. Bien sûr, il y a eu toute une discussion à propos de notre affaire et sans aucun doute un besoin pour nous d'inverser ces impressions. Pour frapper contre la tentative continue de faire perdre la signification de nos choix et mettre en lumière la pourriture de l'approche sociologique et du contexte pseudo-humanitaire qu'ils veulent nous assigner, à cause de notre âge.

« Des gamins d'à côté et ils attaquent une banque. Pourquoi ? »

Parce que le braquage est un acte politique conscient. Il ne constitue pas le prochain niveau d'une période adolescente sans fin, des aspirations à une richesse personnelle, ni bien sûr le résultat de notre supposée paresse, mais il constitue le désir de ne pas enchaîner nos vies à l'exploitation brutale du travail salarié. Notre refus de devenir des instruments pour des intérêts financiers. Notre résistance contre l'assaut de la banqueroute mentale et des valeurs de leur monde.

Il est clair pour nous que nous ne nions pas la créativité au sein de nos communautés. Après tout, l'organisation d'un braquage requiert un travail mental et physique. C'est le refus d'asservir en esclavage notre créativité au monde de la production et de la reproduction du travail. Pour nous, évidemment, la négation du travail salarié aurait peu de signification si dans le même temps nous n'agissions pas pour sa destruction. Nous sommes des anarchistes sans remords et nous ne recherchons pas la sympathie, la compassion ou la compréhension parce que nous avons « mal » agi dans un monde « mauvais ». Nous recherchons la diffusion de nos valeurs et pratiques et nous nous battrons pour cela jusqu'à notre dernier mot, jusqu'à notre dernière balle.

* * * * *

Chacun de nos actes agressifs est aussi un moment de guerre révolutionnaire totale se jouant à tous les niveaux. L'argent de ce braquage n'était pas destiné à un paradis de consommation artificiel. C'était simplement un outil afin de faire bouger toutes les formes de lutte. Depuis l'impression de communiqués à l'acquisition d'armes et d'explosifs, pour le financement de structures illégales de défense et d'attaque. Depuis la location de nos maisons illégales à l'approvisionnement en explosifs afin de faire voler en éclat leur paix sociale.

Notre but est la propagation de l'action directe contre la condition généralisée d'esclave que nous expérimentons. Soit comme une guérilla, soit ouvertement, face-à-face, avec tout moyen que chacun apprécie pour être plus fertile et efficace, de chaque manière désirée par tout individu et groupe qui contribuent à la lutte. Le but de chacun de nos mouvements, de chaque attaque de guérilla, est toujours la diffusion de la conscience révolutionnaire. Afin de se tenir consciemment contre le monde du servage universel, contre un ennemi toujours en changement qui balaye tout sur son chemin. Contre cette condition, la lutte pour la liberté et la tentative d'assigner des éléments combatifs à chaque aspect de la lutte anarchiste est fertile et nécessaire.

Parce que l'anarchie ne peut jamais devenir une idée plaisante au sein du monde de la soumission universelle, se retrouvant plus d'elle-même dans un affrontement sans fin avec celui-ci. Elle ne peut se limiter d'elle-même ni à être inoffensive et à accepter des expressions démocratiquement acceptables, ni à un fétichisme des moyens, mais comprenant plus une totalité indivisible de toutes les formes de lutte. Chaque individu ou groupe, en accord avec les désirs, les intentions et leurs raisonnements, contribuent par tous les moyens possibles à la continuation de la lutte. L'anarchie est notre manière de nous organiser, de vivre et de lutter. Elle est l'organisation sans aucunes restrictions, elle est la lutte incessante. Elle est la camaraderie extrême que nous expérimentons dans les communautés révoltées contre la fabrique sociale pourrie.

Pour finir, nous voudrions remercier tous les compagnons qui ont agi. Collant des affiches, criant des slogans, organisant des rassemblements, publiant des déclarations de solidarité (de l'intérieur et de l'extérieur des prisons). À ceux qui en ce moment préparent leurs attaques.

P.S. 1 : Nous envoyons aussi notre solidarité au gréviste de la faim Spyros Dravilas qui mène une lutte douloureuse et rude pour une bouffée de liberté. Beaucoup de force.

P.S. 2 : Il y a peu, le compagnon Ryo en Indonésie a été tué lors d'un affrontement fortuit. Ryo était un anarchiste qui promouvait la solidarité internationale à travers son action. Aujourd'hui encore, alors qu'il est absent des hostilités que nous causons contre l'existant, nous sommes convaincus que nous regardons toujours vers la même étoile, l'étoile de la révolte anarchiste continuelle. Honneur au compagnon RYO.

Les anarchistes :
Nikos Romanos
Dimitris Politis
Andreas-Dimitris Bourzoukos
Giannis Michailidis



Lettre des six compagnons accusés du double braquage de Kozani/Velvendo en vue de leur procès le 29/11/13

novembre 2013 - Grèce

[Note : La date du procès pour le double braquage de Velventos/Kozani est fixée au 29 novembre 2013. Au début, le procès devait avoir lieu à la cour d'appel d'Athènes. Cependant, le lieu du jugement a été déplacé il y a peu dans une salle spéciale à l'intérieur de la prison pour femmes de Koridallos, étant donné que les accusés Andreas-Dimitris Bourzoukos, Dimitris Politis, Nikos Romanos, Yannis Michailidis (connus comme les « quatre de Kozani »), ainsi que Fivos Harisis et Argyris Ntalios (arrêtés à Nea Filadelfeia [quartier d'Athènes]) sont jugés sous juridiction antiterroriste pour « braquage dans le cadre d'une organisation criminelle » (article 187A du code pénal grec). Les six compagnons sont accusés d'avoir perpétré un braquage à main armée en tant que membres supposés du groupe Conspiration des Cellules de Feu, ce dont ils se sont défendus, tout en revendiquant la responsabilité des braquages pour certains d'entre eux, et leurs convictions anarchistes.]

Le 29 Novembre a été fixé comme date de notre procès pour le double braquage de Velvendo, Kozani. Le procès aura finalement lieu dans la prison pour femmes de Korydallos et non, comme cela nous avait été annoncé, à la cour d'appel de Loukareos. La cour, ce bordel sacré de la justice, a de tout temps été l'espace où la classe dominante, l'autorité, se doit de prouver sa domination contre les « illégaux » de cet Etat. C'est pourquoi la question de la solidarité qui apparaît dans le cas des anarchistes est pour elle un cauchemar permanent et que les flics de toutes catégories, CRS, flics en civil, flics anti-terroristes, se précipitent pour remplir les salles d'audience et ainsi peut-être empêcher son expression. Toutefois, face à l'échec de ces pratiques et avec une angoisse évidente quant à la « sécurité » des transferts (des prisons aux tribunaux) d'un grand nombre d'anarchistes, ils ont trouvé la solution à ces deux problèmes avec les chambres des tribunaux spéciaux (deux pour l'instant) qui sont à l'intérieur de la prison pour femmes.

Il est évident que le changement de salles d'audience de la cour d'appel à la taule a été le résultat de la combinaison des deux raisons ci-dessus. D'un côté, l'exposition la plus minimale possible au niveau du transfert et de l'autre, le fichage de tous les solidaires qui choisiront d'entrer dans la salle.

Pour nous, la chambre ne fait pas la différence, le tribunal est un terrain hostile, qu'il soit situé dans une prison ou dans les jardins suspendus de Babylone. Et si la tactique du fichage limite la présence de compagnons à l'intérieur de la chambre, rien ni personne ne peut stopper la force que nous prenons des voix et des chants quand ils pénètrent dans les murs de la prison et les plaques de métal des bus de flics. Un rassemblement à l'extérieur des tribunaux peut participer à briser l'isolement qu'ils recherchent. D'autre part, la solidarité révolutionnaire ne se limite pas pour nous à des manifestations de soutien devant les tribunaux. La cour n'est en outre rien d'autre que l'espace où l'ennemi valide sa victoire, elle est le mécanisme de l'assimilation de la violence répressive et de l'idéologie démocratique. Tout particulièrement dans notre cas, il n'y a pas de prétendues « pressions » sur les juges pour obtenir des peines plus légères.

Les décisions sont prédéterminées. Et ce n'est pas ce qui nous intéresse, parce que nous avons une relation hostile avec les juges non pas parce qu'ils nous visent nous, mais parce que leur travail consiste à écraser les gens sous la botte du pouvoir d'Etat.

La solidarité est une relation constante. Ses formes d'expression varient et rencontrent tout leur sens en tant que moments d'attaque contre le système du pouvoir, et de toute évidence un rassemblement devant la cour peut être un de ces moments pour celui qui le ressent tel quel, mais ce n'est ni une présupposition ni le seul moment de la solidarité.

Et surtout, la solidarité avec les révolutionnaires emprisonnés n'est pas une statistique qui est suscité par l'actualité, c'est un besoin, une émotion, c'est la prise de conscience de la communauté de lutte, quel que soit le moyen que chaque compagnon choisit pour exprimer sa solidarité, que ce soit par sa présence en dehors de la salle d'audience, ou en choisissant d'attaquer les représentations de la domination en vue de notre procès.

Enfin, nous voulons qu'il soit clair pour tous que les LIENS DE COMPAGNONS qui nous unissent, nos visions communes de liberté, les rêves que nous construisons ensemble ne peuvent être sapés par aucun genre de discorde concernant l'attitude à adopter envers la cour ou envers les accusations différentes portées contre nous.

Le fait que certains d'entre nous auront des avocats durant ce procès, par exemple, tandis que d'autres n'en auront pas, que certains ont pris la responsabilité pour les braquages et d'autres non, ne constituent pas des raisons pour diviser la communauté de lutte qui nous maintient debout derrière les murs.

L'essence même de cette cour se trouve dans le fait que L'Etat et ses mécanismes jugent des adversaires anarchistes du système, des opposants à celui-ci. Il est d'une importance moindre de savoir comment ils feront en sorte de nous garder en otage aussi longtemps que possible (cf. les accusations). Leur principale préoccupation est notre condamnation comme ENNEMIS du système.

De notre côté, nous ne reconnaissons aucun dipôle innocence/culpabilité (ici comme dans tout procès de combattants anarchistes).

Nous sommes coupables pour leur monde, coupables pour leur « innocence ».

Nos pensées et nos cœurs sont à côté de toutes les tentatives de combattre l'autorité.

Rage et conscience.
Fivos Harisis
Argyris Dalios
Giannis Michailidis
Dimitris Bourzoukos
Dimitris Politis
Nikos Romanos



Moments de guerre et souffles de liberté

mai 2013 - Grèce

Révolte de détenus dans le centre de détention d'Orestiada, 9 février 2013

Tentative de révolte dans la prison de Koridallos, 20 février

Tentative d'évasion d'un détenu par hélicoptère de la prison de Trikala, 24 février

Grève de faim de détenus dans la maison d'arrêt de Rhodes, mardi 5 mars

Révolte dans la prison de Nauplie, mardi 5 mars

Rébellion de détenus dans la prison de Patras, mercredi 6 mars

Rébellion de détenus dans la prison de Grevena, jeudi 7 mars

Evasion de sept détenus de la maison d'arrêt de Fera à Evros, lundi 11 mars

Otage de 5 agents pénitenciers à la prison de Malandrino, dimanche 17 mars

Evasion à Agrinion, mardi 19 mars

Evasion de la prison de Trikala, vendredi 22 mars

Ce sont des événements de ces derniers mois…

LA REPONSE DU POUVOIR A TOUS CA?

Celle-ci, vous la connaissez beaucoup mieux que nous et il n'y a pas grand-chose à ajouter. Depuis ces événements, le quotidien des prisons grecques comprend des EKAM (ERIS), des contrôles inopinés des cellules, des tortures, 16 nouveaux articles de loi annoncés par le ministre de la justice Roupakiotis. Mais malgré la réponse du pouvoir qui vise à terroriser, les réactions ont continué:

Rébellion de détenus dans les prisons de Patras et Larisa, dimanche 24 mars

Rébellion de détenus de l'aile A de la prison Koridallos, samedi 30 mars

Rébellion de détenues dans la prison de femmes à Koridallos, mercredi 3 avril

Lettre d'initiative de détenus anarchistes de Koridallos quant aux interventions des EKAM dans les cellules

Refus des gamelles par des détenus à la prison de Larisa, 22 avril

Greve de faim de 580 détenus à la prison de Larisa, 29 avril

Les réactions se poursuivent aujourd'hui, à l'heure même que nous écrivons des événements d'hier. Et ainsi se pose la question suivante :

LES REVOLTES COMMENCENT, LA PROBLEMATIQUE EST POURQUOI ELLES S'ARRETENT ?

Ils essayent de nous faire de ne pas voir qui est vraiment

l'ennemi. Car le pouvoir, à l'extérieur aussi bien qu'à l'intérieur, essaye toujours de trouver des manières de nous diviser en catégories et de détourner notre rage, loin de la vraie raison. Et il parvient à ce but, quand certains détenus voient un ennemi au visage de leur codétenu de couleur, de race ou de religion différente, et un ami au visage du maton.

Le maton est le plus grand mouchard de la prison puisque, tout simplement, s'il ne fait pas bien son travail, c'est-à-dire s'il ne te moucharde pas à ses supérieurs, s'il ne t'enferme pas tous les jours dans ta cellule, s'il ne te soumet pas à la fouille du corps et s'il ne te torture pas chaque fois qu'il reçoit de telles ordres, il va perdre son emploi. De plus, aussi bien en dehors que dedans, il y a toujours « les grosses têtes », ceux qui nous disent ce qu'on doit faire, quels ordres doivent être respectés pour ne pas perdre les « privilèges » qu'on nous offre. Et la plupart des détenu(e)s, frileux de ne pas perdre ces « privilèges », ne comptent pas sur eux-mêmes, obéissent à toutes sortes de petits ou de grands chefs, deviennent des esclaves et exécutent des ordres.

Pour nous, les flics, les mouchards, les matons, les chefs, les juges, les procureurs sont tous des ennemis et à l'ennemi on ne plie pas la tête. On ne lèche pas, on ne mendie pas, on ne moucharde pas, on n'a pas peur, mais on combat pour des souffles de liberté, on combat de toutes les manières possibles pour ce qui est évident, on combat constamment jusqu'à la destruction totale de la prison. Car la meilleure prison ne cesse d'être une prison.

PERSONNE NE PEUT ETRE LIBRE JUSQU'A LA DESTRUCTION TOTALE DE LA PRISON

Malgré les armes que l'ennemi possède, qu'elles s'appellent EKAM ou administration pénitentiaire, que ce soit les caméras de vidéosurveillance dans les rues de la ville ou dans les couloirs de la prison, qu'elles s'appellent journalistes ou mouchards, qu'il s'agit de tabassage dans les manifs ou de torture d' anarchistes, d' immigrés, de prisonniers, il y a des moments qu'on peut attaquer l'ennemi, le brûler, le tromper, le surprendre. On peut frapper l'ennemi même dans la prison, le seul endroit qui est construit pour contrôler tous, pour les punir, pour les isoler. Car la voie pour briser les chaînes et démolir les murs de la prison (qu'elle s'appelle « système correctionnel » ou « société »), c'est la passion pour la liberté et la guerre pour l'acquérir. Comme l'anarchiste emprisonné T. Théophilou écrit *il ne faut pas cesser d'honorer ceux qui ont réussi ou, au moins, ont essayé de s'évader, mais il ne faut pas oublier que le but ne doit pas être d'envoler au dessus des murs, mais de danser sur leurs ruines*. Car la liberté de chacun dépend aussi bien de lui-même que de celui qui est à côté, et si on met nos forces en commun contre l'ennemi, les flammes de la révolte seront capables de brûler n'importe quelle prison.

NOUS VIVONS EGALEMENT DANS UNE SOCIETE PRISON

Nous vous envoyons cette lettre en tant que personnes qui participent à la Réunion d'anarchistes pour la connexion des luttes dans la société-prison (basée à Thessalonique). Nous menons nos propres combats qui ont comme but la destruction de l'état et du pouvoir. L'anarchie est un choix de vie et il n'y a pas de place pour les patrons, les chefs, les mouchards ou les esclaves. On acte contre-hiérarchiquement, c'est-à-dire sans ordres et sans supérieurs et inferieurs. On lutte pour la liberté et, comme on a de la haine contre les flics, on a de la haine aussi contre chaque sbire du patron, chaque mouchard, chacun qui est volontairement esclave.

Le motif de la lettre que nous vous envoyons est de créer des relations réelles et durables avec vous. Des relations dans le cadre desquelles nous aimerions développer un dialogue avec vous plutôt qu'un monologue de notre part. Des relations qui, puisqu' elles sont réelles, donneront la possibilité de mener des luttes communes contre l'ennemi commun. Des relations qui donneront un sens à nos actions, pour que, par exemple, quand on se rassemble devant la prison et on crie tous ensemble pour la liberté, on puisse supprimer les murs qui nous séparent.

Luttons du même côté. Le côté qui ne tolère pas l'état et le pouvoir, mais mène le combat contre eux, jusqu'à la libération totale de toute forme d'oppression qui nous tient captifs.

FEU A TOUTES LES CELLULES DE PRISON

REVOLTE MAINTENANT ET POUR TOUJOURS

SOLIDARITE ENTRE CEUX QUI LUTTENT, SE REBELLENT, SE REVOLTENT



Lettre de l'Initiative de Prisonniers Anarchistes de la prison de Korydallos sur l'assassinat de Marian Kola

Initiative de prisonniers anarchistes de Korydallos - août 2013 - Grèce

« C'est la première et dernière fois que vous m'arrêtez. La prochaine, ou je vous tue, ou vous me tuez. »

[Marian Kola est l'un des 11 évadés de la prison de Trikala, évasion qui date du 23 mai. Il a été tué lors une fusillade dans le nord de la Grèce le 21 juillet, où un flic de l'antiterrorisme a aussi été blessé. Parmi les évadés de Trikala, trois avaient été rattrapés peu de temps après l'évasion, un a été arrêté après un braquage à Peristeri et deux autres ont été tués lors une fusillade avec les flics à Koniska le 3 juillet. Marian Kola était aussi accusé des meurtres d'un flic à Distomo le 17 juin lors d'un contrôle routier et d'une femme lors de la fuite après un braquage le 27 mars à Isthmia qui avait fini en course-poursuite et fusillade (K. Zogali, tuée dans sa voiture par une balle perdue). La dernière fois que Marian Kola avait été arrêté, en 2010 suite à un braquage à Maroussi où un passant avait été tué par les balles de la police (Nicolas Todi), il avait été très clair face aux flics : « C'est la première et dernière fois que vous m'arrêtez. La prochaine, ou je vous tue, ou vous me tuez. »]

« *Nous savons que tous meurent. Mais il y a des morts qui pèsent plus, parce qu'ils ont choisi leur propre chemin.* » Katerina Gogou

Avec la couverture journalistique continue et étendue, la chasse aux évadés de la prison de Trikala continue depuis quatre mois, gardant l'audience en haleine, tous les éléments d'une superproduction étant réunis : évasion « cinématique », assassins « sans scrupules » et « sanguinaires », flics « durs et déterminés », affrontements, morts et chasse à l'homme sur une grande partie du territoire grec.

Le quatrième pouvoir [les médias] est le chaînon le plus central du fonctionnement de la démocratie, assurant la médiation entre les autres pouvoirs et les citoyens et nous rappelant une fois de plus les règles du jeu : le régime démocratique ne ménage ni temps, ni efforts, ni ressources quand le dogme de la sécurité doit être établi.

Tout ce temps, les journalistes anxieux depuis les centre d'opérations, les reportages à la musique imposante, les descriptions des évadés chargées d'émotion, les scènes avec des flics armés jusqu'aux dents, ne visent qu'une chose : la création d'un renversement dans le subconscient social au sujet des fugitifs et l'acceptation de l'omnipotence de l'État. La couverture médiatique des

événements est toute aussi utile pour le succès des opérations étatiques que le sont les armes de la police.

Même si certains des évadés, qui vivent encore des moments de liberté, réussissent finalement à s'échapper d'une façon ou d'une autre, l'impression doit rester que cela n'est pas dû à la faiblesse de l'État, mais à cause du réseau de soutien invisible qu'ils ont, à l'aide de l'UCK [1] ou éventuellement grâce à leurs habilités surnaturelles.

L'ESPRIT EST TOUJOURS LA CIBLE

Même si cela peut sembler étrange pour les réflexes humanitaires sensibles de ceux qui ferment les yeux, la peine de mort en démocratie est quelque chose de pleinement accepté. Avec une différence de base, elle est décidée, ordonnée et exécutée non dans un quelconque tribunal mais à travers le bulletin télévisé, attendant seulement le moyen et l'heure où sa mise en pratique sera possible.

Le sourire qui accompagne les déclarations pompeuses de Dendias [2] pour le renvoi des évadés en justice, « si cela est possible », montre de la manière la plus crue la logique et la morale du pouvoir. Une autorité humiliante qui considère comme une grande victoire et prouesse ultime que des centaines - peut-être des milliers - de flics, avec l'aide de forces spéciales de l'armée et de la marine, avec des milliers d'armes et de moyens techniques mis à leur disposition (hélicoptères, chiens, caméras thermiques) et en alternant entre les équipes (pour qu'ils puissent se reposer), aient réussi - à l'heure où nous écrivons ces lignes - à serrer quatre personnes.

La soif infinie d'acquérir la liberté et la détermination pour la conserver sont le seul motif capable de faire qu'une personne ne se rende pas, ayant face à elle une telle connexion de forces.

Mais le spectacle ne s'arrête pas avec les exécutions des évadés. L'État doit se venger de l'humiliation qu'il a subi. Doivent donc suivre respectivement l'humiliation des insoumis et l'exemplarisation de ceux qui continuent à ne pas reconnaître l'omnipotence étatique.

Depuis le temps d'Homère et de la profanation du cadavre d'Hector par Achille jusqu'à l'ère actuelle d'Internet, l'humiliation de l'adversaire mort est typique de l'arrogance de l'autorité.

Les photos de Marian Kola mort prouvent combien les temps des brigands-voleurs étaient purs, quand les têtes tranchées des « beaux des montagnes » étaient pendues sur les places de villages comme exemple. À l'ère numérique et comme partout dans le monde, le message est d'abord transféré sur écran et - encore plus important - sans le sang et la puanteur qui découlent du contact direct avec le cadavre. L'arène est maintenant digitale et les pouces pointés vers le bas remplacent respectivement les commentaires publics. Du travail propre !

Avec la mort de Marian Kola, le système judiciaire-policier-pénitentiaire sent qu'il restaure son honneur bafoué. Le premier a dès le début été pointé comme le « cerveau », le « meneur » du groupe, le plus « cruel » et « sanguinaire ».

Nous, nous n'avons pas connu personnellement Kola, comme aucun des évadés. Notre but n'est pas de dresser une image de saints ou de faire des héros de quelques-uns. Ni bien sûr d'écrire des nécrologies, mais, à l'occasion de ces événements, de partager quelques pensées quant à la gestion de la situation par le régime par la communication et la police-armée. En outre, nous avons aussi des informations qui proviennent des médias étatiques, mais notre interprétation des faits diverge.

L'ELAS (la police grecque) avait quelques comptes à régler avec Kola après son évasion du commissariat de Thiva et encore plus après l'opération à Vyrona, en février 2010, où furent arrêtés Kola et Bema. Nicolas Todi fut alors tué par de nombreux coups de feu de la police, c'est-à-dire des tirs avec intention de donner la mort, sans bien sûr que le flic qui l'avait descendu ne soit poursuivi, ce dernier écopa en effet du qualificatif « cruel ». La veille, à Maroussi, Kola et un autre de ses compagnons avaient désarmé une équipe d'une voiture de patrouille et s'étaient enfuis.

Ils ont tenté de faire la même chose à Distomo, et apparemment la scène aurait fini en un bain de sang si une deuxième voiture de patrouille n'avait fait son apparition. Les événements de Maroussi et de Distomo montrent des hommes définitivement dotés de sang-froid et non des personnes sanguinaires. Tout un chacun comprend combien il est plus dangereux de tenter de désarmer quelqu'un plutôt que de le tuer.

Ainsi, le sens commun nous amène à la conclusion que les descriptions des journalistes sur les fugitifs correspondent seulement au jeu des impressions et non à la réalité.

Bien sûr que les évadés sont armés et bien sûr qu'ils utiliseront leurs armes pour éviter de se faire pincer, tel qu'ils l'ont déjà fait tant de fois lors de barrages et de course-poursuites. Mais c'est une chose de tirer sur un homme armé pour assurer sa liberté, c'en est une autre d'exécuter de manière générale « sans scrupules ». Parce qu'il existe une autre chose qui plaide en faveur de tout cela, c'est que les évadés n'ont pas tiré sur un quelconque citoyen malgré le fait qu'ils en ont croisé.

La morale actuelle ordonne de se soumettre aux ordres de la police. La morale rebelle enjoint à la liberté, riant avec ironie des ordres de la police.

Les flics ayant cela en tête, ils n'hésitent pas à se risquer dans des zones très peuplées (Vyronas) ou sur l'autoroute (Isthmia), acceptant la possibilité de blesser ou de tuer des badauds comme N. Todi ou K. Zogali.

En tant qu'anarchistes, nous n'acceptons pas les notions de compensation des victimes ou des dommages collaté-

raux, elles sont caractéristiques de la logique autoritaire du mépris pour la vie. Après les arrestations de Vyrona, le ministre de l'Intérieur Chrysoxoidis nous l'avait confirmé en le disant si franchement : « un citoyen a été tué mais deux dangereux criminels ont été arrêtés ».

Les médias et la plus grande partie de l'opinion « publique » ont rendu les évadés responsables de la mort des deux personnes à Vyrona et Isthmia, sous prétexte qu'ils aient réagi quand la police leur avait demandé de se rendre. Cette opinion ignore que pour certains la défense de la liberté n'est pas négociable. Malgré tout, nous ne pourrions pas ne pas faire remarquer que la principale différence entre les deux événements est que Todi a été exécuté, les flics le confondant avec ceux qu'ils voulaient arrêter, tandis que la mort de Zogali était un accident.

Nous serions d'accord finalement avec le point de vue médiatique : les évadés sont - ou étaient - sans scrupules. Ils n'avaient aucune hésitation à défendre leur liberté si durement gagnée. Comme l'a écrit Marousko, un co-détenu de Kola qui le connaissait bien : « *Mario Kola était un des prisonniers - ou otages - de l'État dont vous pensiez qu'il était enfermé pour son diplôme, calme et distingué, son attitude envers les autres prisonniers était pleine de respect, mais il avait un «vice» comme tous ceux qui se sont retrouvés dans les dents de béton de l'État, il voulait sa liberté à tout prix. Il risquerait aussi sa vie au final, mais pas celle des autres.* »

****

La militarisation de l'État se déchaîne à un rythme effréné. De plus en plus souvent des solutions de type militaire sont retenues pour diverses choses qui, dans les faits ou potentiellement, perturbent le fragile équilibre social.

Les six derniers mois, les EKAM [3] ont été responsables d'avoir brisé la grève des travailleurs du métro, de raids dans les lieux anarchistes squattés, d'arrestations à Skouries [4], de perquisitions et de tabassages dans les prisons.

La même unité lourdement armée et spécialement entraînée a été utilisée pour des missions si disparates que pour la plupart d'entre elles il n'y avait aucune possibilité d'affrontement armé. La seule raison de s'en servir était l'intériorisation de la peur et de la force oppressive étatique.

Les opérations contre les fugitifs furent une très bonne opportunité pour le renforcement en pratique du dogme des ramifications dans les opérations spéciales. Pour la première fois en Grèce, il existe une coordination et une action de forces spéciales composées de différentes unités dans une aire temporelle et géographique large.

Cela ne veut pas dire que la police n'est pas suffisante pour ce travail. Il serait étrange de penser une telle chose, puisque les groupes des autres forces sont extrêmement limités et que les deux embuscades, jusqu'ici, ont été le fait d'unités de police. Simplement, ce fait est un prétexte pour développer le dogme moderne du poing de la démocratie. Les notions de base de la démocratie civile s'ajustent avec un œil sur les futurs conflits sociaux.

Les forces de l'ennemi se regroupent donc, se renforcent, se développent et tentent d'imposer des conditions toujours plus sévères. Face à cette réalité, nous devons mettre en commun nos actes de résistance, nous pourvoir à tous les niveaux - organisationnel, de conscience, logistique - pour évoluer et faire s'épanouir les chemins et les formes de la lutte. Pour casser les divisions artificielles que le monde de l'autorité produit en regardant les points qui peuvent nous mettre en relation avec des gens qui, chacun pour ses propres raisons, se révoltent et contestent dans la pratique l'ordre légitime.

Que ce soit individuellement ou collectivement, en jetant des pierres dans les manifs ou en tournant les kalashnikov contre ceux qui imposent l'absence générale de liberté. Et en commençant à partir d'expériences communes pour construire un acquis conscient des relations de solidarité.

La solidarité avec les exclus de la société-prison ne s'exprime pas seulement quand cela n'a pas de coût, comme un soutien aux prisonniers à condition qu'ils demeurent passifs, mais quand certains se bougent, s'évadent, revendiquent et défendent leur liberté les armes à la main.

Surtout dans le dernier cas, quand des personnes deviennent littéralement des cibles et que le quatrième pouvoir les calomnie jour et nuit, préparant leurs exécutions. La complicité avec les meurtres étatiques n'est pas seulement les cris assoiffés de sang de la foule connectée, mais également le silence commode.

Notes

[1] Armée de libération du Kosovo.

[2] Ministre de la Protection du Citoyen, équivalent en Grèce du ministre de l'Intérieur.

[3] Forces spéciales de la police, équivalent du GIGN ou du GIPN.

[4] Skouries en Halkidiki est le lieu où une mine d'or est en cours de ré-ouverture. Depuis des années, les habitants de la région se battent avec acharnement contre ce projet. En 2013, les EKAM ont procédé à de nombreuses perquisitions dans des maisons du village de Ierissos, débarquant à 3-4 heures du matin, fusil d'assaut à la main et enlevant littéralement les gens. Ces opérations de terreur faisaient suite à une attaque coordonnée menée dans la nuit du 17 février par une quarantaine de personnes armées de molotovs et de fusils et qui avait fait de gros dégâts sur le chantier.



Des étincelles dans les taules

Lucioles - septembre 2013 - France

La prison est une torture continue et l'été ne fait que l'empirer. Il faut en plus ajouter la surpopulation des taules françaises et les grèves de la matonnerie qui ont ponctué la fin du printemps. Début mai, il y avait quelques 68.000 détenus dans les prisons de l'Hexagone (ce chiffre, le plus important jamais atteint, en dit long sur la guerre que l'État et la Justice mènent contre les pauvres). Tout ça dans des taules faites pour enfermer 57.300 détenus, c'est-à-dire qu'en moyenne il y a 120 prisonniers entassés là où il y aurait à peine l'espace prévu pour 100. De plus, les « grèves » des matons (qui, n'ayant pas le droit de s'abstenir de leur sale travail, bloquent les entrées des taules pendant leur temps libre) réduisent ou font sauter parloirs, activités et promenades, retardent la cantine etc. En deux mots, ce sont les prisonniers qui payent (encore) quand les chiens râlent pour quelques miettes. Bien sûr, la solution ce n'est pas plus de places en taule, ni des conditions meilleures, ni plus de matons ou mieux payés. Les révoltes dans les prisons éclatent le plus souvent pour des améliorations partielles (transferts, meilleures conditions de détention, accès à des mesures alternatives etc.) ou face à des abus ponctuels. Mais on ne doit pas oublier que la prison elle-même est une abomination et que la seule solution est sa destruction. Et ces derniers temps, bien qu'à partir de revendications et objectifs partiels, quelques détenus ont commencé.

L'été débute avec la morne normalité des suicides. Le 14 juin un homme s'est pendu dans la prison de Nantes (il est le quatrième en trois mois, là-bas) ; un détenu des Baumettes (Marseille) connaît le même sort le 8 juillet. A Bois-d'Arcy (78), le 6 août, c'est un jeune de 29 ans qui se pend. Le 29 juillet c'est la « mort naturelle » pour un prisonnier de Béziers : il était tombé d'un escalier et n'a pas été soigné. Mais il y en a aussi qui dirigent leur haine contre les plus proches parmi les responsables de leur enfermement. Tout d'abord (à ce qu'on sait) un prisonnier prend une petite revanche sur une matonne de Saint-Quentin-Fallavier (38), retenue pendant une heure avec une lame de rasoir. Samedi 20 juillet, à Moulins-Yzeure (03) un homme prend en otage un maton grâce à un couteau de cuisine dûment aiguisé. Le gars, récemment transféré depuis Roanne car suspecté de préparer une évasion, veut voir sa femme et être transféré ailleurs. Rebelote le mercredi 14 août, à Ensisheim (68) : un détenu séquestre une matonne parce qu'on lui a refusé un traitement médical. C'est à l'EPM de Porcheville (78) que trois ados détenus dans ce bagne pour jeunes rendent la politesse aux matons et pour rien de moins que la liberté. Le 5 août, ils battent et ligotent un maton avant de l'enfermer inconscient dans un local à poubelles. Ils essayent ensuite de se faire la belle en passant par le toit, mais malheureusement ils se font rattraper. Deux prisonniers de la taule de Meaux (77) ont eu plus de chance. Le 24 juin, lors d'une activité sportive en dehors de la prison, ils ont réussi à déjouer la

surveillance des matons du SPIP et s'enfuir. Deux jours plus tard c'est depuis le tribunal de la même ville qu'un détenu arrive à s'évader, en se mélangeant aux personnes venues assister au spectacle de la Justice. Il avait été extrait de prison pour être jugé pour vol et venait d'écoper de 5 ans de prison ferme...

En août la température monte encore. Jeudi 1er août, à Bourg-en-Bresse (01), une vingtaine de prisonniers se révoltent. Ils investissent une aile de la prison et détruisent tout, notamment les caméras de vidéosurveillance et des tuyaux d'eau, en inondant deux étages. Le mobile de cette mutinerie est le comportement particulièrement autoritaire d'une matonne et le fait que les Juges d'Application des Peines sont très stricts. Lundi 19, à Blois (41), un détenu est victime de l'énième « mort suspecte ». Une soixantaine d'autres prisonniers se mutinent et saccagent un secteur de la taule. Ils font aussi sortir d'autres prisonniers de cellule. Les super-matons de l'ERIS matent la révolte, mais la prison a subi des dégâts importants et doit être partiellement évacuée. Pour continuer, mardi 20, à Châteaudun (28), une vingtaine de détenus donnent l'assaut au local abritant le centre informatique de la prison et cherchent à l'incendier. Ensuite ils montent sur les toits et jettent des dalles sur les matons. Le lendemain, dans l'après-midi, une autre trentaine de prisonniers essaie de rejoindre le chemin de ronde depuis la cour de promenade. Les ERIS, qui sont là depuis la veille, y mettent trois heures pour « ramener le calme » (avec flashballs, gaz lacrymogènes et grenades de désencerclement...). Une vingtaine de détenus est transférée et l'Administration Pénitentiaire, craignant que la révolte se propage à tous les 590 prisonniers, appelle des renforts depuis Paris, Rennes et Dijon. Le matin du jeudi 22, à Bois-d'Arcy (78), un détenu fait un malaise et le médecin n'arrive pas. Pour protester, une vingtaine d'autres prisonniers refuse de rentrer de la cour de promenade, jusqu'à l'arrivée des ERIS. Encore le 22, c'est le tour des retenus du Centre de Rétention Administrative du Mesnil-Amelot (77). L'un d'entre eux est brutalement frappé par les flics car il a sauté par dessus une grille pour récupérer un ballon de foot. Les autres commencent à taper sur une grille, qui cède. Les keufs réagissent avec matraques et gaz. Plus tard il y aura deux départs de feu, auxquels les flics répondront avec une garde à vue et en bloquant tout le monde dans la cour. Et l'été se termine (pour l'instant) bien : avec une belle évasion ! Dans la nuit de vendredi 30 août, onze prisonniers du CRA de Vincennes arrivent à scier un grillage et prennent la clef des champs.

Les mutineries d'août nous montrent que la détermination de quelques personnes peut amener à des résultats concrets, tels que mettre la prison de Blois dans un état d'« insécurité » (parole de maton). Face à ces rebellions, l'AP répond avec le mitard, la violence, des dénonciations et des transferts.

Et nous, ennemis des prisons, dehors ? Le courage et la détermination avec lesquels les mutins se révoltent appellent à notre solidarité concrète. Pourtant, notre haine contre les prisons et tout ce qui les fait exister ne saurait se limiter à faire écho aux révoltes à l'intérieur de ces murs. Chacun de nous a mille raisons de détester la taule et peut trouver ses propres temporalités et ses propres moyens pour attaquer la machine de l'emprisonnement. Si on n'a pas la force de s'attaquer directement à ces sales murs, songeons au fait que la prison n'est pas que ça. Les matons n'arrêtent pas d'être des bourreaux quand ils enlèvent leurs uniformes. C'est ce que se sont peut-être dit les anonymes qui ont vandalisé six bagnoles sur le parking du personnel du Centre pénitentiaire de Gasquinoy (Béziers, 34) le 25 mai 2013, ou encore ceux qui ont incendié quatre véhicules de matons juste à côté de la taule de Ploemeur (56) le 25 octobre 2012. C'est ce que se sont peut-être dit ceux qui à Paris, fin janvier et début février, ont brisé les vitrines de deux permanences de la CGT, syndicat qui, outre d'autres saloperies, fédère les matons. Et comment oublier toutes les entreprises qui s'engraissent en faisant marcher les taules, par exemple en amenant la bouffe, en fournissant la cantine, en nettoyant, en faisant la manutention, en exploitant le travail des détenus, etc. Et il y a aussi les entreprises qui bâtissent les prisons (et des fois en restent propriétaires, tout en les louant à l'État). S'en prendre à tout cela pourrait être beaucoup plus facile que viser directement les taules. N'empêche, une démarche de ce type saurait donner quelques problèmes à ceux qui enferment. C'est ce que se sont peut-être dit les anonymes qui le 15 avril 2013 s'en sont pris à Eiffage, un des principaux bâtisseurs (et parfois propriétaire) de taules. Un incendie sur des engins de chantier, à Pontcharra-sur-Turdine (69), a causé environ 500.000 euros de dégâts à ces vautours.

Il s'agit ici de quelques exemples concrets de comment tout un chacun peut lutter contre les prisons.

En solidarité avec les mutineries dedans, quand il y en a ; mais surtout, et tout le temps, pour un monde de liberté.



Quelques lignes sur le TAP

Tairsìa - août 2013 - Italie

Un bref résumé

Le gazoduc ou méthanoduc TAP (Trans Adriatic Pipeline) devrait parcourir environ 900 km, partant de la Mer Caspienne pour atterrir dans le Salento [extrémité Sud des Pouilles, NdT], sur le rivage de San Foca (province de Lecce), pour transporter du gaz naturel. Fin juin, le consortium de Shah Deniz en Azerbaïdjan, composé entre autres de British Petroleum, Total et Statoil, a fait son choix en faveur du Tap, le préférant au projet Nabucco qui aurait dû parcourir la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et l'Autriche. Le projet Tap, holding composé de Axpo (suisse), E.On (allemand) et Statoil (norvégien), a été considéré d'intérêt stratégique par le gouvernement italien et l'Union Européenne et approvisionnera le marché européen du gaz.

Quelques questions

L'opposition au Tap, comme à n'importe quelle nuisance, tout comme une lutte contre une prison, constitue une « lutte partielle » classique ; partielle, pour être clairs, pris non pas dans une acceptation négative, mais dans le sens de la définition d'un aspect particulier. Mais avoir un horizon plus vaste dans tout ce que nous faisons et dans les luttes que nous menons, essayer d'identifier le pouvoir et l'autorité, de n'importe quel type et dans toutes leurs configurations, et tenter de nous y opposer, voilà le but que nous nous posons . Notre perspective devrait être à la base de notre action, une pensée qui nous accompagne en permanence en plus d'un mode d'approche des luttes. Quand on s'oppose à la guerre, à des nuisances, à une prison, à la répression, à l'exploitation, à l'autorité, à la morale, il faudrait toujours garder à l'esprit tous ces aspects et essayer d'avoir une vision d'ensemble. Un exemple : quand on s'oppose à une centrale nucléaire, on s'oppose à la nuisance qu'elle représente, à la destruction irréversible de l'environnement, mais ce que l'on a à l'esprit c'est aussi l'usage qui sera fait de cette énergie nucléaire, son utilisation pour continuer à reproduire un système économique et industriel d'exploitation, ou à perpétuer la vie super-technologique et super-contrôlée des villes à la mesure des marchandises plutôt qu'à la mesure de l'homme. Cet exemple, qui peut être valable dans beaucoup d'autres cas, pose un problème. Peut-on s'occuper d'une lutte en sectorisant, en séparant, en différenciant ?

Avec le Tap ont émergé plusieurs questions : de la dévastation environnementale à la guerre, au pillage des ressources, au néocolonialisme capitaliste, etc. ; tous ces discours étant étroitement reliés. Mais ce qui n'a pas été fait est peut-être la tentative de relier tous ces aspects du point de vue des perspectives. L'opposition au Tap est une opposition partielle s'inscrivant dans une plus large qui est l'opposition à l'Etat et à l'économie :

en un mot, à ce que l'on nomme la *Domination*, qui est d'ailleurs ce qui réglemente nos vies comme celles de milliards d'individus et à cause de quoi nous sommes précarisés, exploités, contrôlés, réprimés, etc. Maintenant, nous n'exigeons pas que tout ceux avec qui nous sommes en rapport dans une lutte, qu'ils soient des compagnons ou n'importe quels gens (juste pour qu'on se comprenne), aient cette même approche, mais notre tentative va dans cette direction, parce que quand on parle ou agit contre l'exploitation, que ce soit celle de la nature ou des personnes, on ne le fait pas comme un exercice rhétorique, mais parce que ce que l'on souhaite est l'existence de rapports horizontaux entre les individus et justement la fin de l'exploitation.

Quelques notes sur la méthode

Après ce préambule peut-être évident mais utile pour tenter d'être clairs, nous en arrivons à la modalité d'action, selon laquelle il n'est pas exclu d'entrer en relation avec qui que ce soit du temps que cela se fait de manière horizontale et auto-organisée. La logique institutionnelle, des partis et de la délégation font partie du problème, et font donc partie de ce à quoi nous nous opposons. Ici aussi dans le Salento, des comités contre le gazoduc Tap se sont tout de suite créés, avec pour motif principal que cette construction causerait du tort la vocation touristique du territoire, et ont immédiatement appliqué les schémas habituels standards et institutionnels : délégation au parlementarisme, pétitions, participation à des tables de discussion avec le Tap, c'est-à-dire avec la multinationale que devra réaliser le gazoduc, manifestations auto-représentatives, dans le sens où elles ne sont souvent constituées que de banderoles avec leur sigle, interviews à la télévision et dans divers journaux, contribuant plus à la spectacularisation de l'opposition qu'à l'opposition elle-même ; d'autant plus d'ailleurs que la télévision et les journaux font partie du problème. Mais c'est comme ça, chacun choisit sa route et agit en conséquence. La chose la plus importante est que cela n'est pas notre façon de lutter et que puisque l'opposition au Tap nous intéresse aussi et nous implique, et pas seulement parce qu'elle se trouve sur le territoire où nous habitons, nos recherches vont vers un autre mode d'intervention. L'erreur, à notre avis, est de penser que si des comités se créent, on peut forcément y trouver des complices pour lutter ensemble ; cela pourrait aussi arriver, mais le penser de manière systématique, comme si c'était une donnée de fait, est une erreur qui fait perdre, entre autres, du temps et de l'énergie. La lutte contre le TAV en Val Susa, à laquelle tout le monde se réfère, a probablement contribué à créer cet équivoque, comme si la lutte importante en cours là-bas depuis quelques décennies était reproductible n'importe où ou était l'unique modèle réalisable. Souvent, les comités ont une structure et une façon de faire très politique qui se distingue peu de la façon de faire institutionnelle, ce que l'on ne réussit pas à voir parce qu'on est aveuglés par un semblant d'action à la base.

Poser tout de suite sur la table notre mode d'intervention, sans délégations, sans politique et notre critique des marchandises et de l'existant ; chercher des complices ou des interlocuteurs à partir de nous-mêmes : c'est ce que nous entendons mettre en œuvre pour tenter dès maintenant de viser haut et de lutter contre une nuisance, en l'occurrence un gazoduc, pour agir contre cet existant mortifère. Mais ici apparaît une autre question : si on ne trouve personne avec qui mener une lutte, que faire ? La réponse dépend de la discussion, de la volonté et de la rage qu'on y met. Si l'on part de l'idée exprimée par un compagnon, que potentiellement chacun de nous peut changer les choses, alors il n'y a plus que quelques ingrédients à ajouter : la détermination, l'étude, la fantaisie qui peuvent parfois être des « armes » bien plus fortes et puissantes que nous ne le pensons. Même à peu, si l'on est déterminés, on peut mener une lutte, ou au moins tenter de perturber le mécanisme contre lequel on s'oppose. La logique quantitative amène à penser, au contraire, que si l'on n'est pas assez nombreux on ne peut rien faire, et ceci constitue un renoncement et une occasion en moins de mettre en avant notre critique de l'existant. Il est clair qu'il peut parfois être important d'être beaucoup, parce que l'on peut faire des choses qui ne sont pas faisables seuls, mais nous qui ne cherchons pas le consensus et ne réfléchissons pas nécessairement en termes d'organisation, avons plus de liberté dans ce sens-là.

Contre la délégation

Comme cela arrive toujours, quelqu'un au sein des comités est mû par une authentique intention d'opposition aux nuisances, mais ses modes d'action, pétitions ou utilisation des médias, sont antithétiques aux nôtres. D'autant plus que leurs chefs ne perdent jamais l'habitude d'intervenir en toute occasion, se sentant les uniques représentants de la lutte, pour parler à la place des autres ou se dissocier d'autres méthodes. Il a suffit d'une inscription « *No Tap* », griffonnée par quelqu'un sur le mur d'enceinte d'un club de golf (qui constitue déjà lui-même une nuisance, compte tenu que pour irriguer ses immenses pelouses on prend l'eau aux cultivateurs voisins, faisant baisser effroyablement la nappe phréatique) qui accueillait, à portes closes et protégée par les forces de l'ordre, une rencontre entre des membres du Tap et des administrateurs locaux, pour déclencher délation et dissociation. Nous nous demandons si, quand les scrapers arriveront pour commencer les travaux, ces *sympathiques* activistes des comités demanderont des lois spéciales et la déportation contre qui aura assez de volonté et de rage pour s'y opposer vraiment. Attendre que les différents adhérents des comités se rendent compte que les pétitions ou la délégation au parlementarisme n'apporteront rien est une illusion, d'autant plus que déléguer signifie reproduire, ne pas entraver, ce système représentatif et autoritaire. La discussion, la critique et l'action peuvent au contraire être tout de suite des instruments d'opposition valides, très simples et à la por-

tée de tous, en tenant compte de cette perspective dont nous parlions au début. Le Tap n'est qu'un des aspects de la Domination, même si très grand, mais ce sur quoi il nous intéresse d'intervenir est également le rapport entre les individus ; ce qu'il nous intéresse de diffuser pour l'action est un mode véritablement horizontal, auto-organisé et à partir du bas. Et si la lutte peut être menée sur ce mode, peut-être même en impliquant quelques ou beaucoup d'autres gens très différents de nous, en étendant la critique de l'autorité et en mettant en question au moins une partie de cet existant, alors on aura agit dans une bonne direction, même abstraction faite du résultat final de la lutte contre une nuisance spécifique.

Une étincelle qui peut se propager

A partir du moment où le projet Tap a été choisi pour la réalisation du gazoduc, les diverses institutions locales et nationales ont exprimé leur position. Quelques associations écologistes comme Legambiente se sent senties en devoir d'exprimer également leur avis positif. Le gouvernement italien s'est immédiatement déclaré en faveur de ce projet, le considérant stratégique pour l'économie nationale et commençant à mystifier la réalité à propos des retombées sur le territoire, des nouveaux emplois et des factures plus légères. Les politiciens locaux et régionaux, à commencer par le gouverneur [de la région] Vendola [extrême gauche, NdT] et ses adjoints, ont par contre commencé à parler de concertation, de négociation, de confrontation et de dialogue nécessaire avec les populations locales, et de l'implication des citoyens et des comités dans la réalisation de l'ouvrage. Il n'est pas bien difficile de comprendre que leur idée du dialogue signifie pacifier, éviter que la défiance d'une grande partie des habitants du Salento à l'égard du projet, certains par intérêt personnel en tant que professionnels du tourisme, certains sérieusement préoccupés par l'impact sur l'environnement, ne se transforme en hostilité. Les travaux doivent se faire, dit-on, mais il est nécessaire que l'opposition soit maintenue sous contrôle, qu'elle reste dans l'enclos démocratique des pétitions et des méthodes légalistes, en faisant semblant de participer alors qu'on subit. Que l'on dissimule l'imposition d'un projet inutile et nuisible qui ne sert qu'à faire gagner à quelques multinationales, en dialoguant avec les administrateurs locaux, peut-être même en leur proposant un sérieux avantage économique et monétaire, en cherchant à convaincre les citoyens de la bonté de cette œuvre, mais surtout de son caractère inévitable. Le peuple est un enfant, comme dirait quelqu'un, et voilà le moment des bonbons. Si cela ne suffit pas, le fait que cette construction soit stratégique pourra toujours amener à sa militarisation. Mais ce discours cache pourtant une peur, un point faible de ceux qui détiennent le pouvoir. L'opposition à une nuisance peut devenir une étincelle, un commencement, un feu qui se propage et met en discussion beaucoup plus. Une occasion de s'opposer à la première personne et d'arrêter un monstre pour en arrêter ensuite bien d'autres, et parmi eux également la mentalité de la délégation. Du travail à l'école, à la maison, au temps libre, aux lieux que nous habitons, des morceaux de vie nous sont dérobés et nous voulons nous les réapproprier en envoyant au diable les défenseurs du progrès et de ce monde.



Hors de contrôle

Wut im Bauch - novembre 2013 - Allemagne

Durant les derniers mois, à Hambourg il y a eu une vaste campagne de répression d'état et de contrôle. Certains de ces événements méritent d'être examinés de plus près. Les quelques exemples donnés ici ne sont qu'une petite sélection de la répression quotidienne, mais ils donnent une image précise des événements récents et devraient être compris comme des expériences par les gardiens de l'ordre. Ils veulent créer un climat de peur permanente et de respect intact envers leur ordre, afin d'assurer son bon fonctionnement.

Démasquons et menaçons les « zones de danger »

Ce qui est depuis longtemps déjà la réalité à St. Georg autour de la Hansaplatz, et à St. Pauli (autour de Reeperbahn, le quartier chaud de Hambourg) a, depuis le premier juin 2013, gagné le quartier Schanzen. Une zone de danger permanent a été établie de juin jusqu'à fin octobre, et les flics sont autorisés à effectuer des contrôles à tout moment, à tout endroit. Les scénarios liés à ça et leurs effets sont clairement visibles dans le quartier St. Georg. Des groupes importants de flics sont spécifiquement là pour contrôler et harceler ceux qui sont indésirables, par exemple ceux qui ne peuvent rien se payer ou ceux qui sont exclus sur la base de la pensée raciste. Ce qui se passe ici, sous le prétexte de la sécurité, est facile à révéler.

À St. Georg les travailleuses du sexe doivent être éliminées et les personnes plus faibles socialement, c'est-à-dire financièrement, devraient être déplacées afin de développer le secteur et le rendre plus rentable. Dans le cas du quartier Schanzen les objectifs sont les mêmes, mais la zone dangereuse ici est principalement orientée vers le milieu de la drogue, et contre ceux qui sont « migrants d'apparence », et donc, par des motifs racistes, automatiquement associés. Soyons clairs : les flics n'ont pas besoin d'une justification spéciale pour les contrôles. S'il y a le moindre doute, leurs lois sont de leur côté. Les zones de danger remplacent les grandes démonstrations de pouvoir et les campagnes ciblées de répression par le harcèlement et le contrôle permanent.

Ne tolérons rien

Le 11 juillet en soirée, sur Holstenstraße, un affrontement entre des jeunes et la police a eu lieu. Encore une fois, les flics avaient contrôlé un petit groupe de jeunes et, selon des critères racistes clairs les personnes qui ne rentrent pas dans le tableau de la police ont été harcelées. Sur cette fin de soirée ils se sont défendus et se sont affrontés avec la police, entraînant des blessures et des arrestations. Les habitants ont exprimé leur solidarité et ont donc émis un doute sur l'image acceptable de l'application de la loi. Dans les jours suivants il y avait une atmosphère de tension autour de la Holstenstraße. Les soirées suivantes, des groupes de centaines de personnes se sont rassemblées en grands groupes, en partie pour montrer leur solidarité. Les flics ont occupé les environs et faisant des va-et-vient dans la même rue à une minute d'intervalle, avec des flics en civil prêts à être déployés au cas où. Des éclats de rage ont suivi.

Quelques voitures ont été incendiées, et il y a eu des attaques contre la police. Le week-end suivant, le 20 juillet, il y a eu une manifestation de solidarité avec les victimes de la répression et contre le contrôle. Cette manif a émergé d'une assemblée de quartier. Un participant à la manif résume les choses ainsi : « Ne tolérons rien » …

La résistance auto-organisée, et une large solidarité, malgré la propagande médiatique qui a essayé de ramener le problème à la religion et la migration, est un signe que les incidents à Altona n'étaient pas une exception ou un accident malheureux. Ils sont une réalité que beaucoup connaissent depuis longtemps. La confrontation avec les flics et la volonté de résister ne vient pas de nulle part, et la Holstenstraße n'est pas située dans une banlieue isolée qui serait susceptible d'être considérée comme une « zone à problème ». Les personnes qui se sont rencontrées dans les rues pendant ces soirées ont échangé des idées et ont compris qu'ils partagent un monde, même si elles sont touchées à des degrés divers par ses excès. Les événements de juillet sont des choses qui peuvent éclater de nouveau n'importe où et à n'importe quel moment.

Main dans la main au nom de la sécurité et du contrôle

Le vendredi soir, le 26 juillet, plus de 200 (!) policiers locaux, la police fédérale, la sécurité de la Deutsche Bahn (flics du système ferroviaire national, qui assurent également la sécurité dans les gares de banlieue) et l'autorité de sécurité du transit ont lancé une vaste offensive coordonnée au nom de la « sécurité objective et subjective ». Environ 6000 personnes ont été contrôlées dans les trains de banlieue et stations de métro. Il y a eu des centaines d'amendes et de poursuites contre des individus, et encore une fois des pièces de monnaie sonnaient dans les poches du système de transport d'Hambourg, sans compter les tribunaux.

Des uniformes de toutes les couleurs et forces armés à chaque coin de rue ; c'est ainsi qu'on goûte à la sécurité et la liberté ?! La coopération entre le ministère de l'Intérieur, les autorités de transport, les flics, la sûreté du transport local et la Deutsche Bahn n'est pas une surprise ; mais plutôt une coalition tout à fait logique de ceux qui ont un intérêt dans un climat de peur, de surveillance et de contrôle pour aider au fonctionnement ininterrompu de leurs entreprises. Cela se ressent clairement par ceux qui ne peuvent pas, ou ne veulent pas rentrer dans le jeu. Pendant ce temps, par exemple, les opérations de contrôle à grande échelle en coordination avec les flics sont la réalité à la gare Veddel de la S-Bahn (trains de banlieue à grande vitesse). La seule conclusion juste que l'on peut tirer d'une telle attaque sur tous ceux qui souhaitent vivre libre et incontrôlée est : *nous sommes rebelles et refusons de payer*.

Sans frontières !

De nouveau des porcs, de nouveau des contrôles ! La réalité quotidienne dans les rues de Hambourg a engendré une vague de résistance quand les autorités ont posé un ultimatum à un groupe de 300 réfugiés de Lampedusa. On leur a sommé de s'enregistrer pour rentrer dans les méandres de la bureaucratie, et, à la fin, pour être expulsés. Le groupe a refusé de s'enregistrer et la police a monté une opération de grande envergure à différents point de la ville pour contrôler sur base de la couleur de peau. Cette opération a durée plusieurs jours. Autour du 15 octobre, une vague de manifestations sauvages et d'attaques contre les contrôles et la police, mais aussi contre les institutions étatiques, a déferlé sur la ville sans un seul jour de repos. Même s'il y avait des gens dans la rue qui croient aux mensonges des politiciens visant à calmer la tension dans la rue par le biais de négociations, il y avait des moments où c'était clair que ni réformes, ni droits, ni lois n'iront changer cette réalité ! Tant qu'il existe des Etats et des frontières, il y aura des papiers et des prisons de déportation remplies d'immigrés… peu importe si quelques personnes recevront des papiers ou non.

Devenons incontrôlables !

Tous ces exemples montrent clairement que la ville n'est pas un espace neutre. Au lieu de cela elle est définie par la collaboration et l'interaction entre les mécanismes de la domination. Ça résout la question de comment nous nous opposons à cette totalité, quand des attaques répressives ont pris une telle proportion dans notre vie quotidienne. La résistance à une telle réalité, contre cette situation, doit partir de la subversion quotidienne. Nous nous réunissons et démasquons l'oppression et l'exploitation où nous les rencontrons, dans leurs moindres formes comme à leur racine.

Nous les affrontons et les attaquons. Cela exige une nouvelle façon incontrôlée de s'opposer aux conséquences des conditions répressives. Par exemple, le 24 août, il y a eu une promenade incontrôlée contre la surveillance à travers le quartier Karolinen jusqu'à la prison voisine. Des affiches et des tracts contre les zones de danger, les flics, les prisons, la répression et leur monde ont été placardées et distribuées, et des slogans ont été tagués sans que les flics ne puisse intervenir. Pour une telle promenade il ne faut rien de plus que des tracts, des affiches, de la colle, des bombes de peinture, un peu de connaissance du terrain, et un groupe de compagnon.ne.s.

Les gens sont entrés en contact, ont eu des conversations et des discussions avec les uns et autres, ont pris conscience du conflit, et avant l'arrivée des policiers, étaient tous partis ou disparu dans la foule qui passait. Créons de nombreux moments et lieux dangereux pour tous les mécanismes de contrôle.

Pour une vie incontrôlable, sans domination !

Chronologie incomplète des moments incontrôlés :

Dans la soirée du 13 septembre 2013, près de 60 personnes ont défilé, déterminées et masquées, à travers la récente zone de danger d'Hambourg, le quartier Schanzen. Au cours de la manif, des affiches ont été collées, des centaines de tracts ont été distribués et des slogans tagués. Pour attirer l'attention, des feux d'artifices ont été tirés. Après que la marche de protestation ait déambulé dans le quartier, elle s'est dissoute à la station de métro Sternschanze. L'escouade anti-émeute et d'innombrables policiers en civil, arrivés sur le lieu en urgence mais trop tard, ont erré sans but pendant un moment après la manif.

Le soir du 18 octobre, une ballade incontrôlée de St. Pauli au quartier de Schanze a eu lieu. Avec une banderole, des chants, des affiches, des tracts, des tags, des pierres et des marteaux, environ 80 personnes ont exprimé leur rage contre les « zones de danger », les contrôles racistes, la machine à expulser et les conditions de cette réalité dans la rue. Quelques banques et commerces sont défoncés, les murs sont recouverts de slogans contre la machine à expulser et contre l'Etat. La ballade s'est dispersée à l'arrivée des flics.

Le soir du 8 novembre, environ 50 personnes sont descendues de façon sauvage dans le quartier de Sternschanze. Des slogans contre le contrôle, les flics et la machine à expulser sont criés et peints sur les murs. Des bâtiments de luxe et des commerces ont été attaqués à coups de peinture et de pierres. Nombreux tracts ont été distribués à de nombreuses personnes dans la rue. La ballade s'est terminée avant l'arrivée des flics.



Sans illusions ...

Aufruhr - octobre 2012 - Suisse

[Le nouveau « Centre de police et de justice » (Polizei- und Justizzentrum) qui doit être construit à la place de l'ancienne gare de marchandises à Zurich (début de la démolition en 2013) rassemble dans un même bâtiment 30 commissariats existants, différents organismes répressifs et 300 places de prison.]

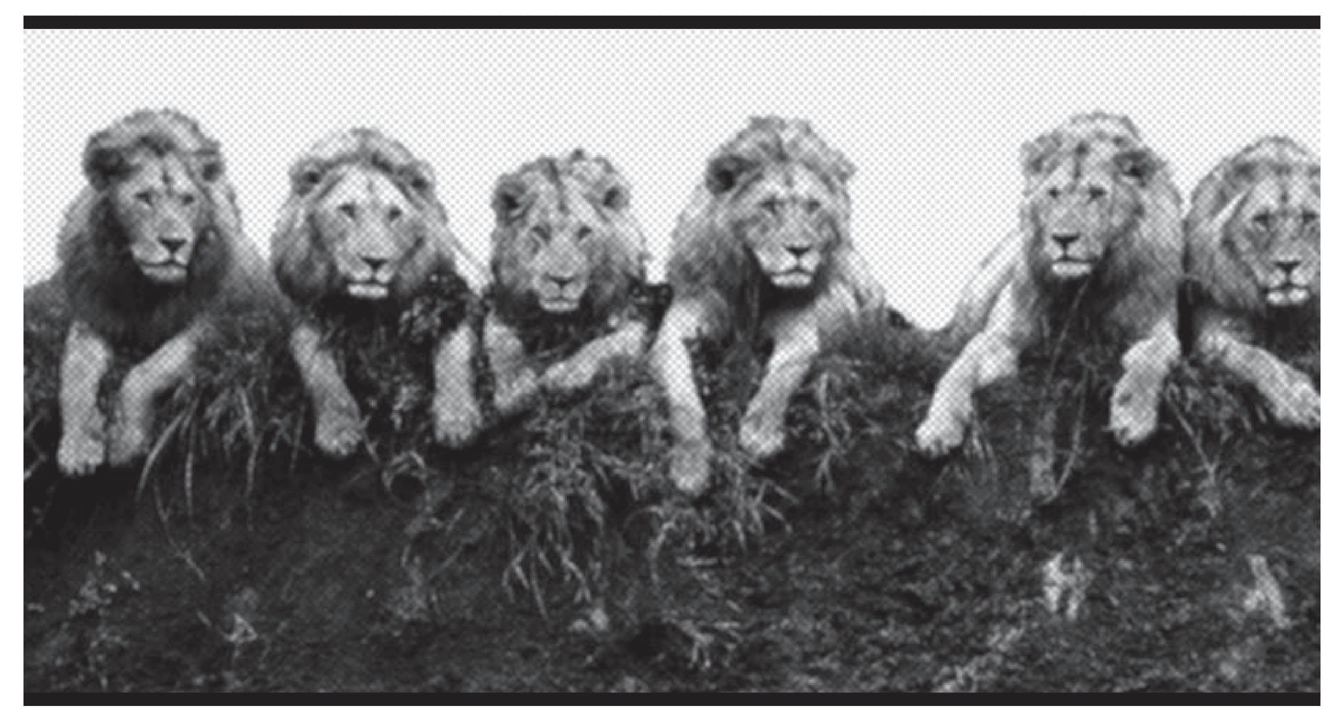
Nous sommes contre les processus qui font de cette ville un endroit toujours plus inhabitable. Contre l'occupation policière des quartiers, l'aménagement de la surveillance et l'architecture carcérale. Contre les « projets de revalorisation » qui sont imposés au service de l'économie et des riches, sur le dos des pauvres. De la *Weststrasse* à l'*Europaallee* en passant par la construction du nouveau centre de police et de justice (PJZ). Cependant, nous pensons que se contenter de dire « non » n'apporte rien sans intervention active et directe. Mais qu'entendons-nous par là ?

Ne nous faisons pas d'illusions. Les protestations qui visent à « manifester un désaccord » et « exercer une pression » n'ont jamais produit de réels changements. Ce qui a pu être obtenu, ce sont tout au plus quelques concessions que ceux qui jouent aux chefs de nos vies et de notre environnement ont la condescendance de nous octroyer, pour nous calmer à nouveau. Mais ces concessions ne sont faites que dans la mesure où elles sont compatibles avec *leurs* intérêts, ce qui signifie au fond ne rien changer fondamentalement. Sinon leur réponse est purement et simplement la répression.

Si nous voulons intervenir contre ces processus qui aménagent toujours plus cette ville selon les exigences du capital et de ses intérêts (plus lucrative, sans heurts, propre, contrôlée, fonctionnelle, morte...), alors nous ne devons pas, si nous voulons vraiment arriver à quelque chose, déléguer cette intervention à un quelconque politicien, en nous limitant nous-mêmes à un rôle de lobbyiste. Nous devons prendre en main cette intervention, exactement de la même manière que nous voulons reprendre en main notre vie et le monde que l'on nous a arraché. Et comment empêcher l'expulsion de toute une avenue, la démolition de nos domiciles, la construction de nouveaux complexes immobiliers comme le *PJZ* ou l'*Europaallee* qui, dirigés contre nous, visent à introduire toujours plus de contrôle ou une couche de population plus rentable dans ces quartiers ? Comment empêcher cela en ne voulant nous fier qu'à nous-mêmes ?

A travers le refus, le sabotage et l'attaque directe contre les intérêts des responsables ! En faisant tomber le voile de l'irresponsabilité et en intervenant contre ceux qui réalisent ces projets d'expulsion, d'exploitation et d'enfermement et qui en tirent profit. Des entreprises de construction et de démolition aux architectes, en passant par les politiciens et les administrateurs. Ce sont eux qui réalisent ces projets et c'est à travers eux que nous pouvons les saboter et les bloquer.

Là non plus nous ne devons pas nous faire d'illusions. Ces moyens ne permettent pas toujours d'empêcher efficacement les projets des colosses du pouvoir. Mais avec ces moyens a lieu un *véritable changement*, qui ne réside pas dans la réalisation ou l'empêchement d'un projet, mais dans les rapports que nous développons dans la lutte. Les rapports entre nous, par l'auto-organisation, la solidarité et la complicité. Les rapports à nous-mêmes, par la perception de notre force en tant qu'individus. Les rapports au monde par l'insoumission et le bouleversement des rôles passifs qui nous sont imposés. Ce genre de rapports va à l'encontre du fonctionnement de ce monde, et c'est seulement par eux que se développe une force qui peut finalement réussir à renverser profondément le monde en place. Ce qui change alors vraiment quand nous prenons en main l'intervention contre ces projets de développement urbain comme contre tout ce qui ravage nos vies, en passant à l'*attaque*, c'est le sentiment de ne plus vivre comme de simples pions dans un monde imposé – et d'expérimenter notre liberté dans la révolte.



Sans relâche

A propos des récents coups répressifs contre les anarchistes et antiautoritaires sur le territoire belge

Des individualités anarchistes - octobre 2013 - Belgique

Petit rappel des faits

Depuis plusieurs années, différents coups de pression contre des anarchistes et des antiautoritaires sur le territoire belge se sont succédés. Les perquisitions qui ont eu lieu en septembre 2013 dans cinq domiciles à Bruxelles, Gand et Louvain en sont le dernier épisode. Fin mai, trois autres domiciles et la bibliothèque anarchiste Acrata avaient déjà été perquisitionnés. Ces initiatives de la juge d'instruction Isabelle Panou se situent dans le cadre d'une enquête pour « *organisation terroriste, association de malfaiteurs et incendies volontaires* », ouverte en 2008. Mais les forces répressives ne se sont pas limitées à ces perquisitions. A plusieurs reprises, elles ont cherché à recruter des mouchards pour espionner les activités d'anarchistes et d'anti-autoritaires. Elles ont eu recours aux « méthodes d'enquête extraordinaires », cachant notamment une caméra de vidéo-surveillance à l'intérieur de l'appartement de deux anarchistes bruxellois. Elles effectuent également des surveillances, dressent des rapports sur « la menace anarchiste », organisent des tracasseries administratives pour compliquer la vie des compagnons, passent des informations sur des individus à d'autres polices dans le monde, lancent des convocations pour des interrogatoires, publient de calomnies dans la presse etc. Plusieurs compagnons ont aussi fait de courts séjours de quelques semaines derrière les barreaux. Bref, en plaçant tous ces faits dans un cadre plus large, on comprend aisément que la répression cherche par plusieurs biais à freiner ou paralyser les pensées et les actes qui visent à détruire ce monde d'autorité. Cela ne nous amène néanmoins pas à parler d'un lourd climat répressif comme ce qu'on peut voir dans d'autres pays. Soyons clair sur ce point : c'est loin d'être le cas. De toute façon, il n'y a rien d'étonnant ou de particulier au fait que les forces de l'ordre aient des intentions malveillantes vis-à-vis des ennemis de l'autorité.

L'enquête vise vraisemblablement un certain nombre de luttes, d'agitations et d'initiatives, de plus ou moins forte intensité : la lutte contre la prison et la solidarité avec les mutineries dedans ; celle contre la construction du nouveau centre fermé à Steenokkerzeel et la machine à expulser ; les initiatives et attaques contre les veines de la ville-prison (construction de nouvelles lignes de train rapide RER autour de Bruxelles et transports en commun en général) ; l'agitation contre les huissiers, contre l'OTAN et sa présence à Bruxelles, contre les institutions européennes et les eurocrates ; ou encore la lutte contre la construction d'une maxi-prison à Bruxelles…

Où en-sommes nous ?

Si on peut se triturer les neurones pour analyser les manœuvres répressives de l'État, cela nous intéresse davantage de continuer à porter notre attention sur ce que nous pensons, ce que nous voulons et comptons faire pour critiquer ce monde de marchandises et de pouvoir, pour encourager la remise en question et le refus, pour diffuser la révolte contre tout ce qui nous opprime. En effet, au long de ces années, des luttes ont vu le jour, même si elles ont souvent été menées dans des conditions pas nécessairement très favorables et entourées par les marasmes de la résignation. Des idées corrosives ont été diffusées, discutées et partagées, des centaines d'actions, d'attaques et de sabotages – de toute forme, mais toujours hostile au pouvoir – ont parsemé des parcours de lutte et de révoltes. Des complicités ont été nouées, des solidarités se sont exprimées, des affinités se sont approfondies et à quelques reprises, on a pu voir le béton de l'oppression et de la soumission se fissurer.

Il va de soi que l'approfondissement et l'affûtage des idées anarchistes dans ces contrées n'ont pas échappé à l'attention des chiens de garde. La critique de la fixation quantitative et du fétichisme de l'organisation formelle, le refus de toute médiation et de toute représentation politique ont contribué à faire naître des espaces informels, affinitaires et autonomes, où les idées cherchent à aller main dans la main avec la pratique et l'offensive. C'est ainsi que des compagnons ont commencé à frayer, chacun et chacune, leur propre chemin pour affronter la domination, combattant les logiques politiciennes, refusant la paralysie de l'attente et armant leurs cerveaux et leurs mains pour détruire ce qui est juste intolérable. C'est la liaison passionnelle et individuelle entre idées et volontés, entre désirs et critiques qui les pousse à agir pour frapper les structures et les hommes de la domination au moment et de la manière qui leur semblent justes et opportuns, prônant en même temps le sabotage et l'attaque comme des moyens à la portée de toutes et de tous qui veulent se battre pour la liberté. Parfois ces compagnons ont rencontré, dans les rues ou dans des révoltes partagées, d'autres rebelles, d'autres réfractaires qui se battent à leur manière contre ce qui les opprime. Si le pouvoir pourrait bien avoir peur de quelque chose, c'est sans doute de la possibilité d'une contamination toujours plus vaste, d'idées et de pratiques ; de la reconnaissance réciproque entre rebelles et révoltés ; de la rencontre entre les différentes rébellions (dans les prisons, dans les quartiers, dans les camps de travail, dans les centres fermés, dans les camps d'éducation, dans les camps de récréation,…) qui perturbent encore de temps en temps le cauchemar d'une vie passée à bosser, consommer, subir et dormir.

Où en-sont eux ?

Il serait absurde de ne pas replacer les pressions contre les anarchistes et les antiautoritaires, contre leurs idées et leurs agitations, dans un cadre plus vaste. Si on se penche sur l'exemple de Bruxelles, capitale de l'Union européenne et carrefour de relations internationales, on voit clairement comment l'État et le capital sont en train d'intensifier leurs efforts et mettre le paquet pour perpétuer les rapports sociaux d'exploitation et d'oppression en adaptant l'environnement aux besoins du capital et du pouvoir, transformant la ville en prison à ciel ouvert pour contenir les révoltes et le dégoût d'une vie de galère. Les projets de construction de la plus grande taule de Belgique sur le territoire bruxellois ou du siège de l'OTAN, les extensions de la vidéo-surveillance et du tissu répressif (nouveaux commissariats, plus d'uniformes de toute sorte dans la rue, militarisation des transports en commun, opérations coups de poings dans les quartiers pauvres) vont main dans la main avec une politique réfléchie et planifiée d'enclavement ou de gentrification des quartiers populaires, de réaménagement de la ville à coups de grands projets immobiliers et commerciaux, d'extension de la zone européenne et des services pour eurocrates, diplomates et capitalistes, de construction de nouveaux axes de transport comme le RER afin d'huiler la circulation de la marchandise et de l'homme-marchandise. Il ne serait pas exagérer de parler d'une intensification de la guerre que mène le pouvoir depuis toujours contre les basses couches de la population.

Malgré son arrogance, le pouvoir se rend bien compte que tout cela comporte aussi des risques de tensions et de révoltes, voire d'explosions incontrôlables comme on a pu les voir dans d'autres pays ces dernières années. Malgré toute la propagande étatique et la drogue marchande, malgré l'intoxication technologique et l'abrutissement rampant, le spectre de l'insurrection n'est plus simplement une vieille chose appartenant à un passé révolu, il pointe à nouveau timidement son nez dans les cœurs et les cerveaux de ceux qui sont las de subir. C'est bien pour cela que l'État cible ceux qui parlent d'insurrection, ici comme ailleurs, et qui s'obstinent à penser et à agir à la *première personne* pour saper l'édifice pourri de la société autoritaire. C'est bien pour cela que l'Etat cherche à réduire au silence ceux qui parlent de révolte et de liberté, de solidarité et de révolution, c'est pour cela que l'Etat pourrait considérer utile de mettre à l'écart quelques révoltés, d'un côté pour limiter leur capacités de nuire en mots et en actes, de l'autre pour effrayer aussi tous les autres.

Jamais innocents

Face à ces coups de pression, nos pensées s'envolent immédiatement vers les nombreux compagnons ailleurs dans le monde qui se trouvent derrière les barreaux, aux révoltés assassinés par le pouvoir, aux rebelles qui affrontent au quotidien le monstre étatique et capitaliste, aux réfractaires des règles de cette société pourrie qui restent debout, dans les cachots des geôles comme dans les couloirs des villes-prison. Cela nous aide à compren-

dre que jamais il ne pourra y avoir d'entente ou de trêve entre ceux qui se battent contre la réduction de nos vies à celles d'esclaves de la marchandise, de l'autorité, du travail, des bagnes et ceux qui sont au pouvoir aidés de tous leurs défenseurs. En ce sens-là, nous ne pourrons jamais être *innocents*.

Si la menace de la prison est à affronter, il s'agit également de rejeter obstinément les sollicitations du pouvoir, même et voire de façon encore plus déterminée, quand nos luttes et idées attirent l'attention malveillante des défenseurs de l'ordre. Pour nous, affronter la répression fait partie de nos révoltes et de nos luttes et nous savons que le compromis ou l'acceptation (fût-elle temporaire ou circonstancielle) des médiations ou des pragmatismes politiques neutraliseraient la charge subversive de nos idées et de nos pratiques. Il ne s'agit pas là d'une attitude de sacrifice ou de martyre, mais d'une recherche de cohérence entre la pensée et les actes à laquelle personne ne saurait nous faire renoncer.

Comme le disaient récemment des compagnons uruguayens confrontés à la répression ces derniers temps dans un texte, les défenseurs de l'ordre sont toujours à la recherche d'eux-mêmes. Là où il y a tension subversive, affinité, solidarité, individualité, ils cherchent organisation structurée, hiérarchies, chefs et stratégies politiques. Là où il y a sabotage et refus, violence révolutionnaire et révoltes enragés, auto-organisation et initiative individuelle, ils parlent de terrorisme, de menaces à contenir et d'association de malfaiteurs, tandis qu'en vérité, ce sont *eux* qui terrorisent les exploités et les opprimés, ce sont *eux* qui menacent les gens au quotidien pour les forcer à rester dans le rang, ce sont *eux* qui sacrifient tant de vies sur l'autel du profit et du pouvoir. Au fond, ils sont incapables de comprendre quoi que ce soit des idées antiautoritaires, car pour comprendre les pensées et les désirs de quelqu'un, il faut au moins les avoir effleurés, ressentis ou imaginés soi-même. Comme leur horizon n'est que pouvoir, loi et autorité, ils seront toujours à peu près aveugles dans les contrées de l'anarchie et de la subversion. Face aux refus des compagnons de collaborer de quelque manière que ce soit à leur œuvre répressive, face à l'attitude de mépris envers ceux qui protègent l'ordre établi, les chiens de garde restent en effet bien seuls dans leur univers répressif. Cela ne les empêche certainement pas de réaliser quelques coups, mais ils devront marcher à tâtons dans des contrées hostiles où personne ne cherchera à communiquer avec eux, tandis que le dialogue sera ouvert avec les révoltes et les potentiels complices dans la bataille contre toute autorité.

On ne lâchera rien

Si les coups de pression peuvent aussi amener leur lot de découragements ou de craintes, nous souhaiterions plutôt tendre vers une affirmation de nos idées et de nos pratiques. *Nous sommes là et on ne lâchera rien.* Si nous restons muets face au pouvoir, nous adressons par contre quelques mots d'encouragement et de solidarité à tous les compagnons et révoltés. Restons sur la voie du conflit, persistons dans notre choix pour la révolte et l'attaque, continuons à arracher le masque de chimère de la paix sociale. Si le pouvoir compte transformer tout en cimetière social, on continuera à brûler dans l'ombre des rapports aliénés et autoritaires, à se griser en perturbant la monotonie que le pouvoir voudrait imposer, à répandre le virus de la révolte et la volonté de vivre dans ce monde mortifère.

Entre s'écraser devant le pouvoir ou succomber au cannibalisme social et lutter à corps perdu pour ce qui enflamme nos cœurs, il n'y a pas de doute sur les chemins que nous continuerons à parcourir.



Tamarod et l'appel du 30 juin

LSM - septembre 2013 - Egypte

Près de deux ans ont passé depuis que des millions de gens sont descendus dans la rue pour s'opposer à l'ancien président déchu, Moubarak. Ce furent des événements qui ont produit un choc sur toute la société, car il s'agissait d'un mouvement spontané et anti-politique. Cette énorme vague a frappé la vieille élite politique pourrie. Pour une fois, les gens ont senti qu'ils avaient le pouvoir de faire quelque chose, au lieu des revendications réformistes que n'avaient eu de cesse de répéter depuis des lustres les élites, les libéraux et même les islamistes.

Quand les gens ont rompu le cercle vicieux de s'opposer au système depuis l'intérieur, un système qui ne pouvait jamais être aménagé vu que son pilier fondamental était la corruption – comme tous les systèmes partout dans le monde (on parle ici de la corruption créée par les capitalistes, la corruption basée sur l'exploitation des masses et sur l'appauvrissement de la population ayant pour but leur esclavage et contrôlant leurs vies) – ; quand ces masses sont descendues dans la rue en criant trois mots – pas plus –, « pain, liberté et justice sociale », le SCAF n'a pas attendu très longtemps pour se mettre sur le devant de la scène avec son plan « démocratique ». Son but était d'en finir avec le soulèvement populaire, son jeu sarcastique a commencé avec le référendum sur la constitution et s'est terminé avec Morsi, le soi-disant « président révolutionnaire ».

Depuis le premier instant que le SCAF a pris le pouvoir en Égypte, ils ont travaillé autant qu'ils le pouvaient pour inclure la jeunesse la plus radicale dans leur « projet de démocratie », ce qui a consisté en une série de procédures à suivre quand on demande le changement, celui qui est civilisé, une série qui commence avec les partis politiques de jeunes et qui finit avec ceux-là sur les écrans de la télé. C'est ce qu'ils firent, mais cela a eu un prix : montrer une loyauté absolue dans le système actuel, s'y opposer comme on t'a appris, agir *comme si* tu voulais le changer, mais sans jamais remettre en question son existence.

Mais ils se sont trompés, et ce qui était censé être un plan victorieux a mal tourné lors des élections législatives. Le système qu'ils voulaient préserver en changeant son visage, ne pouvait plus compter sur la confiance des gens, les masses avaient retenu la leçon et au moins cette fois-ci, avaient-elles compris que personne n'est digne de confiance, à l'exception de la rue et de leur pouvoir en tant que masses conscientes organisées.

Alors, au milieu et à la fin de 2011, les masses ont repris le fil là où elles l'avaient laissé, des ouvriers se sont insurgés, exigeant ce que les médias étatiques ont appelé « des revendications factionnaires », lors d'une des plus grandes vagues de grèves qu'ait frappé le pays depuis des décennies. L'administration militaire a été incapable de liquider cet esprit révolutionnaire et de le trans-

former en action politique qui devait assurer au système le maintien de ses règles d'une façon plus acceptable que par le passé. Lors des élections présidentielles, la participation des classes inférieures et du peuple en général, a ainsi diminué.

L'abîme entre le « processus démocratique » et les masses de gens a ensuite continué à se creuser. Les élites politiques, l'islam politique et les élites libérales se tenaient là, incapables de transformer la revendication populaire du renversement du régime d'il y a deux ans en attente d'un nouvelle alternative. Le sang des masses a continué à couler dans les rues, démontrant que le processus d'élaboration d'une constitution, le soi-disant processus démocratique, est le premiers pas vers une dictature.

Dans l'arène politique, les élites politiques ont essayé de trouver des solutions pour contrôler les masses, depuis des discours politiques dans des coalitions jusqu'aux financements de campagnes de jeunes, tandis que les vieilles élites politiques étaient blottis derrière, car elles craignaient que les gens deviennent capables de s'auto-organiser et de se débarrasser d'elles, puisque ces élites font partie du régime et aspirent donc à écraser les mouvements révolutionnaires pour assurer la stabilité du système. Un mouvement a alors surgi, un mouvement qui appelait à la prétendue « révolte », et dont le nom est Tamarod (mot arabe pour « *révolté* »). Ce mouvement avait encore à l'esprit les exigences des élites politiques, les « réformes » revendiquées par les médias de l'opposition, et limitait sa revendication au « renversement de la tête du système, et la tête, c'est Morsi. » Mais Morsi n'était pas la cause du problème. La véritable cause du problème, c'est que l'ancien régime (dont les élites politiques font partie) n'a pas été renversé le 28 janvier, et que personne du monde politique ne veut le renverser, craignant pour ses propres intérêts.

La campagne Tamarod est un reflet des exigences d'élites politiques en conflit, d'élites qui s'efforcent de convaincre la population qu'ils travaillent dur pour améliorer les conditions économiques et sociales. Mais si on examine les agissements de ces élites depuis le 28 mars 2011, on voit qu'elles ont tout fait pour dissuader les gens de descendre dans la rue et se révolter, jusqu'à jouer leur dernière carte pour protéger le système : la carte de l'administration militaire. On voit aussi que ces élites sont celles qui ont appelé à entamer le processus démocratique, espérant qu'elles pourraient en profiter. Mais elles ont échoué, et ont retourné leur veste après que les Frères Musulmans sont parvenus à prendre le contrôle de certaines parties de l'Etat et à exclure le reste des forces politiques. Cela a provoqué des embrouilles et des conflits entre les élites libérales et les élites de l'islam politique. Les élites libérales ont alors choisi de soutenir la campagne Tamarod, vu que ses revendications réformistes étaient compatibles avec cette classe de parasites. Elles l'ont soutenue via les médias et via leurs quartiers généraux : Tamarod est ainsi rapidement devenu un mouvement réformiste, à la recherche de racines à l'intérieur de la société afin de liquider l'esprit révolutionnaire des masses. Tout cela au profit politique des élites, dans la comédie qu'on appelle démocratie.

Le danger de Tamarod, c'est qu'il déploie beaucoup d'effort pour convaincre la population que le problème n'est pas vraiment le système basé sur l'exploitation, mais que c'est juste la tête du système qui est mauvaise. La différence entre la tête du système avant et après la révolution n'est que nominale : ni la politique d'exploitation et de répression, ni les conditions sociales et économiques n'ont changé. Tamarod n'est qu'une comédie politique qui ne diffère en rien d'autres tentatives de faire plonger la révolution dans les eaux de la politique. Les élites ne s'opposent pas à l'actuel ou au précédent système politique, elles veulent juste faire partie du système, faire partie du pouvoir. Elles considèrent la révolution comme un gain politique, elles ne la voient pas comme un mouvement populaire qui cherche à détruire le système actuel pour en construire un autre plus égalitaire, plus juste et plus révolutionnaire.

Et maintenant, après le 30 juin 2013, on voit les résultats de cette soi-disant « révolution » qui prétendait compléter le soulèvement du 25 janvier (d'ailleurs, le vrai soulèvement a commencé le 28 janvier, mais les ennemis de la révolution refusent de l'admettre). On voit les résultats du 30 juin et on voit le coup d'Etat militaire. On voit comment ce n'était pas seulement un coup d'Etat militaire, mais une tentative pour ressusciter un système qui est mort le 25 janvier.

Et maintenant, on assiste au retour de l'État policier pour protéger le coup d'Etat militaire. Celui-ci a ouvert ses bras à tous les membres de la société – et n'a pas uniquement fait sa promotion comme étant contre les islamistes –, il a muselé la voix des opposants au régime actuel, avec l'aide de l'armée et des forces policières, arrêtant des gens accusés d'insulter « Sisi ». La junte militaire a autorisé la police à arrêter des gens partout, écrasant leur droit à se bouger, sous une autorité répressive particulièrement forte. Mais cela ne leur a pas suffi : des personnes sans arme ont été abattues parce qu'elles ne respectaient pas le couvre-feu. La nouvelle loi est claire : « celui qui enfreint la loi sera victime de violence et de terrorisme étatique. »

Sisi a même essayé de couvrir le coup d'Etat d'un masque libéral et civil avec plusieurs nominations. Il a ainsi désigné Adley Mansour comme président (ancien président de la cour constitionnelle) et Hazem El-Beblawi comme premier ministre du cabinet libéral. Ce dernier est en fait un partisan de l'héritage : ministre de transports, ses mains sont tachées du sang des Égyptiens lors des catastrophes ferroviaires en 2001. Kamel Aboueite – du syndicat des jaunes – est également devenu ministre : cet homme est le président de la centrale des syndicats indépendants, formés avec l'aide de l'Etat pour noyauter le mouvement ouvrier et le contrôler. Les autres ministres sont Adel Labib, des généraux, l'ancien ministre des Finances et d'autres hommes d'affaires qui

ont prospéré pendant les années Moubarak. Sisi tente maintenant d'apaiser les puissances étrangères en leur disant que le coup de force est à leur avantage, même s'il n'a pas su le camoufler quand il a demandé au peuple de « compléter la révolution » du 30 juin en lui donnant un mandat pour les massacres et l'utilisation de la force contre tout le monde. A ce moment-là, il a senti que le coup d'Etat avait perdu de sa popularité, et a donc décidé de créer une affaire de terrorisme pour gagner le soutien populaire au terrorisme étatique. Cela s'est fait bien évidemment avec l'aide du mouvement Tamarod qui a appelé à soutenir l'armée. Après sa mobilisation pour la « révolution » de l'ancien régime (le 30 juin), après sa récupération de la rage populaire pour la diriger uniquement contre la tête du régime, Morsi, plutôt que contre le régime entier, Tamarod se mobilise maintenant en faveur de l'armée.

Avec la formation du gouvernement libéral, la vieille manière de penser, celle d'avant janvier 2011, est de retour ; tout comme les forces de l'ordre sont retournées au travail après une petite pause. Les rapports avec les hommes d'affaires de l'ancien régime se normalisent. Ce sont les mêmes hommes d'affaires qui poussaient vers une réconciliation avec le régime de Morsi (les tentatives vigoureuses dans cette direction ont à la fois réussi et échoué). Maintenant, ils n'ont tout simplement plus besoin de réconciliation, vu le retour en force de l'ancien régime, certes sous une autre forme, mais avec les mêmes individus.

La façon dont les Frères Musulmans ont traité les gens ne différait pas de celle des précédents régimes. La condition de l'arrivée au pouvoir des Frères était de continuer le capitalisme et d'enterrer de pleins de manières la révolution. Leur autoritarisme allait de paire avec l'incarcération d'ouvriers et d'étudiants, la séquestration collective ou l'assassinat couvert par les militaires et la police. Les Frères Musulmans y ont travaillé tout au long de l'année de leur règne (et déjà avant, après le 28 janvier). Mais entre les élites, un conflit de pouvoir déjà existant s'est développé, opposant le régime de Moubarak aux élites musulmanes conservatrices (même s'il faut garder à l'esprit qu'elles ont en commun la même idée de l'économie, le capitalisme). Le renversement des Frères a déblayé le terrain pour que les élites de Moubarak reprennent le pouvoir. Il ne faut pas oublier que l'arrivée au pouvoir des Frères Musulmans s'est faite sous la supervision du conseil militaire, qui sentait la nécessité de leur prise de pouvoir pour contrôler les foules de gens qui occupaient les rues et les champs. Maintenant que la présence des Frères est devenue marginale, les vieilles élites politiques se sont mis à collaborer avec les puissantes élites libérales et nationalistes pour mobiliser les partisans de la classe bourgeoise et des classes moyennes. Les Frères Musulmans ont été sacrifiés lors de ce jeu ridicule appelé « la Révolution du 30 juin ».

Mais on voit qu'il est aujourd'hui clair que le régime veut garder les islamistes comme opposants afin de dissoudre la ligne entre ceux qui réclament des droits sociaux et économiques et ceux qui veulent juste une place dans le système, en devenant l'opposition à l'intérieur du cadre étatique et du système existant. Et maintenant, après une vague de contre-révolution qui a permis le retour de l'ancien régime, on doit souligner que les Frères Musulmans, tout comme le régime renversé de Moubarak, n'ont accédé à aucune des demandes de la population qu'elles soient sociales, économiques ou politiques. Les récents événements ont aussi clairement démontré que l'armée est un élément clé dans l'équation de la politique égyptienne, et c'est à l'intérieur de cette équation que tous les partis se meuvent (non pour soutenir les revendications sociales, mais toujours pour assurer la stabilité économique). Il ne faut pas oublier que l'armée est propriétaire de plus de 30 % de l'économie égyptienne : sans stabilité, les hommes d'affaires avec des grades militaires ne peuvent pas tranquillement réaliser leurs profits gigantesques. On a aujourd'hui la preuve que l'armée intervient toujours quand elle sent un danger pour l'instabilité de l'État. L'armée contrôle l'Etat, peu importe quelle faction se trouve à la tête de l'administration, et toute faction n'accédera au pouvoir que sous la supervision des militaires, en respectant les intérêts économiques et politiques existants.

La révolution ne deviendra pas en un jour un mouvement pour politiciens de différents partis qui veulent s'assurer une partie de l'autorité ou du pouvoir pour eux-mêmes. La révolution continuera à être en mouvement, jusqu'à ce que les revendications des masses soient satisfaites. La révolution est l'ennemi de tout politicien, comme elle est l'ennemi de tout militaire, de tout homme d'affaire, de tout homme de religion. Les révolutions ne sont et ne seront contrôlées par personne. Tamarod et toutes les autres campagnes qui servent à liquider l'esprit révolutionnaire finiront par devenir des blagues ridicules aux yeux des masses qui appellent à la chute du régime. Oui, les Frères Musulmans sont des ennemis de la révolution, mais ceux qui essayent de toutes leurs forces d'éteindre la révolution et de la limiter sont aussi ses ennemis. La révolution est l'ennemi de tout système, la révolution est l'ennemi de tout politicien, l'ennemi de toute autorité, même si les bourgeois ont réussi à renverser les Frères Musulmans et à imposer un nouveau président. La révolution se dressera contre lui ; la révolution est contre le régime, et pas seulement contre telle ou telle personne au pouvoir.



La certitude est la nôtre

septembre 2013 - Argentine

L'ambiance qui nous environne est asphyxiante et quiconque a dans les veines du sang digne plutôt que de l'eau trouble ne pourrait affirmer le contraire.

La démocratie gérée par l'exécutrice des basses œuvres, Cristina Kirchner, une de plus déguisée en progressiste et défenseure des droits de l'Homme, commence à montrer le revers de la même médaille.

Ainsi, l'ascension du nouveau ministre de la Sécurité, Alejandro Granados, avalisé par le narcotrafiquant Daniel Scioli, ne fait que rendre évident ce que nous sommes déjà beaucoup à savoir : la démocratie enferme, torture, poursuit, assassine et n'a rien à envier en cela à aucun autre régime politique.

Nous partageons les paroles de Granado, quant au fait que nous sommes en guerre et que c'est eux ou nous ... nous n'allons pas nous alarmer de ces déclarations, mais approfondir la lutte que nous menons contre tout type d'oppression de l'individu et des communautés libres.

Les millions investis en matière de sécurité, que soit dans le Système d'Identification Biométrique, que ce soit dans les milliers de caméras de surveillance, ou encore dans les gendarmes aux ordres qui contrôlent et punissent dans les quartiers périphériques, ne nous arrêtent et ne nous arrêteront pas.

Au sein du réseau complexe qui forme l'ennemi, nous considérons la justice comme un pilier fondamental, soutien irremplaçable dans la gestion de la misère.

Des entrepreneurs et politiques qui sollicitent et confectionnent les lois, jusqu'aux juges, avocats et policiers qui les appliquent, en passant par une grande partie de la société qui encourage ces mesures ou s'en rend complice par son indifférence à vomir.

Aujourd'hui, on médiatise le débat sur la baisse de l'âge de culpabilité pénale pour les mineurs, cherchant ainsi à légaliser et légitimer tout ce qui se passe de toutes manières : des enfants condamné-es à l'enfermement, au viol, aux vexations et à la mort, dans les camps de concentration de la démocratie que l'on appelle prisons.

Sans doute, dans un futur très proche, nous verrons de plus en plus de juges distribuer des années et des années de condamnations sur les vies de milliers de personnes, parmi lesquelles beaucoup, même si elles sont loin de nos valeurs et de nos principes, ou ne peuvent ni ne veulent échapper à la roue du consumérisme idiot, au

moins ne décident pas d'offrir passivement leur échine au fouet du maître.

C'est dans ce contexte, et en le pensant comme un apport supplémentaire à la guerre que nous livrons contre toute autorité imposée, que le lundi 16 septembre, vers 2 heures du matin, nous avons attaqué l'Ecole Judiciaire du Conseil de la Magistrature du Pouvoir Judiciaire de la Nation au 386 Paraña, à quelques mètres de l'Avenue Corrientes, où les habitants acéphales de Buenos Aires passent du bar au théâtre, du cinéma au bordel, de la résignation à la lâcheté ; à quelques pâtés de maisons d'où les touristes se prennent en photo devant l'obélisque et repartent avec de bonnes cartes postales de l'Europe d'Amérique du Sud ...

Pour être plus précis, nous avons déposé à la porte de l'objectif repéré un engin artisanal composé d'une bouteille en plastique contenant un litre et demi d'essence, avec sur le côté 6 tubes bien fermés d'environ 10 cm chacun, tous remplis de poudre noire. Le mécanisme de déclenchement consistait en deux bâtons d'encens, dont la flamme descend jusqu'à deux mèches communes, qui à leur tour allument toute une ceinture d'allumettes, dont nous avions entouré la partie extérieure de la bouteille, et qui provoquent d'abord le feu et ensuite l'explosion.

Les résultats, bien que censurés par la presse, sont à la vue de quiconque passe dans le coin.

Si nous racontons comment nous avons fabriqué notre engin, c'est pour mettre en évidence qu'il n'y pas besoin de matériels exotiques, ni de techniques compliquées pour réaliser cette sorte d'attaque.

Il est clair, qu'il ne faut jamais laisser de côté le perfectionnement et la connaissance nécessaire de la manipulation et de la confection des divers explosifs et déclencheurs, mais l'information est là pour qui la cherche, et l'ingéniosité fera le reste. C'est pourquoi, en partageant la manière de faire un simple engin explosif/incendiaire, nous cherchons à stimuler celles et ceux qui adoptent une posture de confrontation dans le discours, mais en pratique ne font pas grand chose de plus de ce que ferait n'importe quel enfant des voisins.

L'information existe ; si on n'agit pas, c'est parce qu'on ne veut pas. Point barre.

Par ailleurs, nous ne voyons pas le fait de communiquer cette attaque comme une partie séparée de notre agir et notre penser anarchiste, mais plutôt comme n'étant qu'une facette supplémentaire de ces derniers. En effet, pratiquement tous les jours des actions anarchistes (illégalistes, pour la redondance) ont lieu sans être pour autant communiquées, pour différentes raisons qu'il appartient à chaque groupe ou individualité d'analyser pour tirer ses conclusions. Comme cela a déjà été dit à diverses reprises, le silence ne signifie donc pas l'inaction ; c'est uniquement au vu de nos analyses que nous avons considéré nécessaire de communiquer cette action directe.

Nous croyons aussi en la qualité et pas en la quantité, car un rythme frénétique d'attaque ne suffit pas à masquer la carence des réflexions, de l'approfondissement du projet ou le manque de dialogue qui peut exister. Ce dernier point nous amène à porter une critique que nous aimerions partager avec respect, c'est-à-dire, plus être plus concrets, au projet de Fédération Anarchiste Informelle/Front Révolutionnaire International (FAI/FRI). Nous cherchons, en donnant notre avis, à apporter des points de vue pour, peut-être, de cette manière combattre la paralysie et la répétition de lieux communs, et promouvoir un débat sérieux parmi celles et ceux qui le considèrent opportun.

Il y a en ce moment des dizaines de cellules et groupes qui donnent forme à la FAI/FRI dans le monde, après que cette proposition née en Italie il y a environ 10 ans comme réponse aux injures de la Fédération Anarchiste Italienne, prenne un nouvel élan grâce aux compagnonnes [grecs] de la *Conspiration des Cellules du Feu*.

Au delà des questions étymologiques de termes qui sont pour nous à rejeter (fédération, front) et ne considérant pas ce point comme si important, puisque, comme l'ont déjà dit jusque les compagnon-nes de la CCF « *nous ne tenons pas le moins du monde aux mots. La communication internationale implique de nouvelles formes et possibilités de lutte qui ont peut être besoin de nouveaux mots pour nous exprimer* », nous aimerions signaler le peu de proximité [entre les groupes] qui prime souvent sur ce que devrait être la coordination FAI/FRI.

A part quelques honorables exceptions, peu de communiqués ont posé un débat, et moins encore ont reçu de réponses, à ce qu'il nous semble. Et encore moins de campagnes frappant un même objectif dans différentes zones ont été réalisées [Ndt : débats à travers des communiqués d'action et propositions de campagnes à travers ces derniers font partie du projet FAI informelle d'après leurs textes initiaux, et justifiaient pour eux la création de cette organisation]. De plus, malheureusement, la plupart des revendications frisent la bravade et l'autoréférentiel, sans que semble être pris en considération l'intérêt de signer avec tel ou tel sigle.

Le fait d'être anarchistes ne doit pas nous priver de stratégie, de prudence, du fait de pouvoir précéder l'ennemi et, historiquement, l'absence de sigle en commun n'a rendu impossibles ni les coordinations, ni le débat entre des anarchistes de diverses régions. Nous nous demandons donc si, en nourrissant un imaginaire *Front International*, nous ne nous laisserions pas emporter une fois de plus par le spectaculaire, plutôt que d'être guidés par le sérieux, la force et le tranchant.

Nous voulons ainsi appeler les choses par leur nom, et non pas fantasmer. Il y a certainement des groupes qui se coordonnent et donnent des coups aiguisés, mais dans trop de cas, il semble que la seule chose qui les unisse soit la seule signature FAI/FRI.

Nous sommes toujours attentif-ves à ces questions, ainsi qu'à la recherche de la manière de continuer la guerre sociale que nous menons, non pas à partir de la peur ou du repentir, mais de l'évolution et de la lucidité ... peut-être tout-e anarchiste est-il destiné-e à la prison ou au cimetière, en tout cas nous l'ignorons, mais nous souhaitons retarder ce moment autant que nous le pouvons, non pas selon une vision vitaliste ou de commodité, mais parce que nous sommes heureux-ses de donner des coups, d'attaquer, de conspirer, d'incendier. Nous ne voulons pas davantage de martyres ni de charognes qui en bouffent ; nous voulons, comme le disaient des compagnon-nes d'une autre tendance mais dont nous soulignons l'engagement et le courage, la réalisation de l'orgie des rêves, ici et maintenant.

Nous n'avons rien de plus à ajouter pour le moment, nous verrons ce qui se passe à partir de ces lignes écrites, en partant du respect et de la reconnaissance de celles et ceux qui sortent pour affronter l'ennemi et ne restent pas dans la sécurité de la pure théorie.

Nous profitons de cette occasion pour envoyer notre affection aux compagnon-nes détenus et torturés en Uruguay, maintenant dehors, mais toujours sous le coup des filatures et des menaces.

Solidarité active avec Gabriel Pombo Da Silva emprisonné en Espagne, Marco Camenisch emprisonné en Suisse, Nicolas Gai et Alfredo Cospito emprisonnés en Italie ; solidarité active avec Hans Niemeyer, Alberto Olivares, Freddy Fuentevilla, Marcelo Villaroel, Juan Aliste emprisonnés au Chili, aux frères et sœurs emprisonné-es en Grèce et à tou-tes les prisonnier-es dignes dans les cellules argentines.

Beaucoup de force et d'amour pour Felicity Ryder et Diego Rios, même dans la situation difficile où nous pouvons imaginer qu'ils se trouvent. Espérons que ces lignes leur parviendront et qu'ils sauront qu'ils ne sont pas seuls.

Nous saluons les émeutes au Brésil, en Colombie et au Mexique !

La conspiration pour la vengeance ne s'arrête pas !

VIVE L'ANARCHIE !



La liberté jusqu'à l'excès...

Des anarchistes - août 2013 - Uruguay

[Le 14 août 2013, des émeutes éclatent lors d'une manifestation à Montevideo en Uruguay. Se déroulant chaque année, cette manifestation avait lieu pour commémorer la mort de l'étudiant Liber Arce, assassiné par la police en 1968. Sont attaqués des symboles de l'État, du capital et de la religion (des distributeurs de billets, des banques, des bâtiments du gouvernement, des églises, des magasins de luxe, des restaurants …). Après la manifestation, deux anarchistes sont arrêtés par des flics qui étaient infiltrés dans le cortège. Les compagnons ont été inculpés mais relâchés.

Le 24 août, sur le chemin vers une autre manifestation de commémoration (à l'hôpital El Filtro, où il y a eu un mort en 1994 lors d'affrontements entre des flics et des manifestants qui essayaient d'empêcher que de présumés membres de l'ETA soient expulsés vers l'Espagne), 12 anarchistes sont arrêtés par les services secrets de renseignement, le département des opérations spéciales et Interpol. Les compagnons sont emmenés au commissariat où ils sont photographiés et interrogés sur la manifestation du 14 et leur participation à des groupes anarchistes. Tout cela est accompagné de coups, d'insultes, de menaces de torture et de viol. Un compagnon est menacé avec une arme. Personne n'a été conduit devant le juge et le même soir, tout le monde est relâché sans accusation.

Le 29 août, une compagnonne qui réside en Uruguay doit se rendre au service d'immigration. Là, elle est arrêtée par la police sur ordre des services de renseignement. Le lendemain, une autre anarchiste est poussée dans une voiture de police et conduite au commissariat. Les deux compagnonnes sont interrogées à propos de leur participation au mouvement anarchiste. Elles sont toutes les deux relâchées sans accusation le 30 août.

Entre temps, plusieurs textes sont sortis autour de ces coups répressifs. En beaucoup d'endroits à Montevideo, des tracts ont été distribués et une manifestation a été prévue. A Buenos Aires (Argentine), la compagnie de ferry qui navigue à Montevideo et l'ambassade d'Uruguay ont reçu des visites nocturnes de solidaires.

Voici une traduction du texte qui est apparu dans un journal d'agitation local (El Refractario) et sur le blog du journal Anarquía.]

« *Que nos paroles aillent de pair avec ce que nous faisons, et que les autres apprennent à le prendre en compte...* »

Si c'est la banque qui me tient endetté, moi et ma famille, si elle garde l'argent qu'elle rend nécessaire pour vivre et ensuite le retire de ceux qui en ont le plus besoin, pourquoi est-ce que je devrais la respecter, pourquoi est-ce que je ne devrais pas l'attaquer ? Une vitrine vaut-elle plus que de montrer la nocivité de l'argent ?

Si c'est l'église qui vit du mensonge, si elle est responsable d'avoir maintenu pendant des siècles et aujourd'hui encore, des milliers de personnes sous la soumission de son autorité et d'avoir imposé une morale ajustée aux intérêts des puissants, pourquoi est-ce que je ne crierais pas contre elle, pourquoi est-ce que je ne briserais pas ses vitres ? Des vitres valent-elles plus que la liberté des gens ?

Si ce sont ces murs partout, ces bâtiments de l'État, ces commissariats, ces bureaux qui vendent les plus débiles des illusions, qui nous bombardent avec des offres, pourquoi est-ce que je ne pourrais pas répondre, pourquoi est-ce que je ne pourrais pas les repeindre, dire comment ils nous trompent, nous emmerdent, nous emprisonnent ? Pourquoi, au final, est-ce que je n'attaquerais pas, en réponse à ce qui m'attaque, pourquoi est-ce que je ne me défendrais pas ?

Le même système qui oblige certain.e.s à manger dans les poubelles, alors que d'autres ont plus que ce qu'ils pourraient consommer sur plusieurs générations, et qui accule la nature, n'est pas un être métaphysique ; ce n'est pas un fantasme qui ne serait qu'une image et dénué de corps. Le système, l'État a ses gardes, ses défenseurs, ses lèche-cul, ses voitures, ses armes, ses bâtiments, etc. Quand nous nous faisons entendre, quand nous parlons vraiment, c'est au moment où nous agissons. La pensée est fondamentale, les mots nous permettent d'imaginer et de projeter notre liberté, mais leur limite est notable si on les compare à des actes. Aucun politicien ne pourra empêcher l'acte libre, la rébellion en chair. Ils peuvent essayer de récupérer les actions pour leurs rangs, jouer aux démocrates indignés, aux savants qui savent comment transformer la société, et même dire qu'ils ont la recette pour faire une « révolution » (leur euphémisme pour un coup d'État) etc., etc. Mais au final, ce sont toujours les actes qui dépassent les discours des manipulateurs et des dupés. C'est la morsure qui fait le chien méchant et pas ses aboiements.

Une des critiques habituelles, souvent exprimée de manière haineuse, mais parfois aussi venant d'une position sincère, est celle qui essaye de s'interroger autour de ce qui est productif, de ce que les actions produisent et génèrent. Qu'est-ce qu'elles changent, qu'est-ce qu'elles apportent avec une petite fracture, ou avec une banque repeinte ? Personne qui ne soit pas idiot ne pense qu'une institution financière ou policière taguée est un acte révolutionnaire. Mais cette broutille, cet « infime », cet acte de rébellion isolé et simple est loin d'être rien. Ces petits gestes, détails en fait, presque insignifiants si on les compare avec ce que mérite un monde qui maintient la majorité de sa population dans la misère et qui nous arrache le temps et l'espace tous les jours, ouvrent toujours la possibilité d'un commencement. Plus encore, ils valent plus que ça, ils valent quelque chose en soi. Personne ne peut nous arracher d'avoir fait quelque chose, certes petit, isolé, fou... mais vrai. Qu'est-ce qu'ils ont à dire sur cela tous ces beaux parleurs de grands discours ?

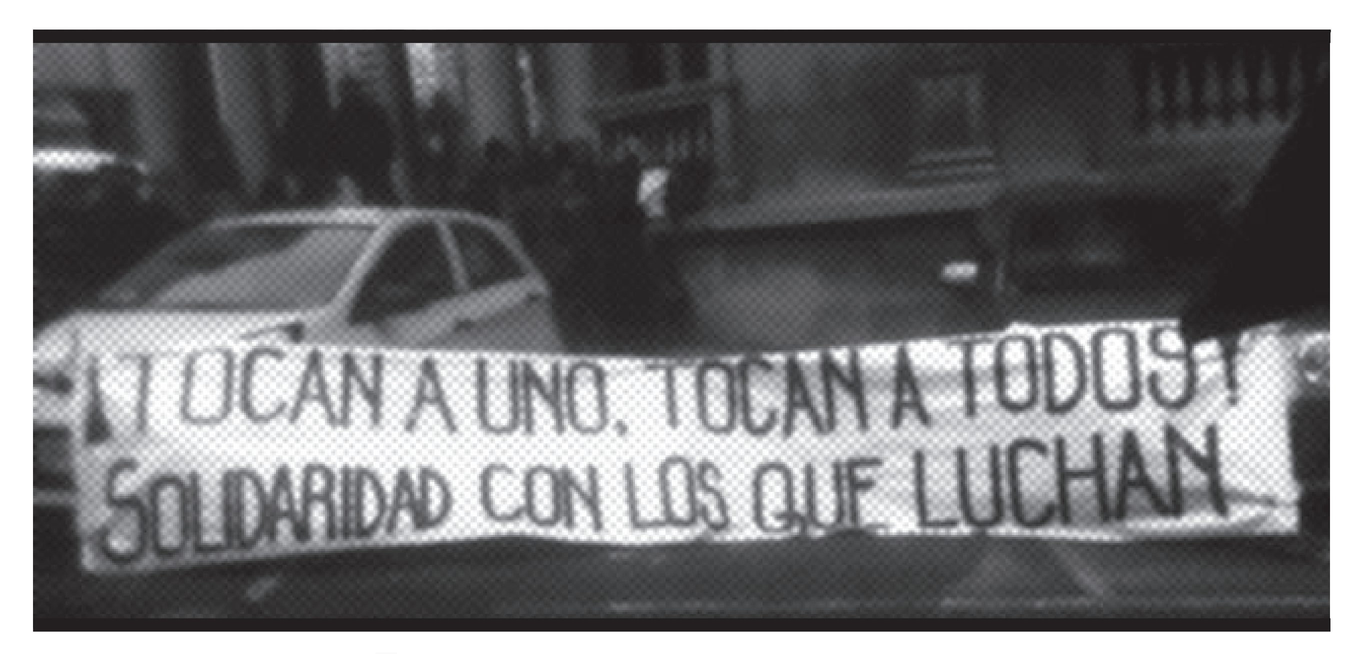
Toute grande transformation commence toujours avec de petits, minuscules, presque imperceptibles gestes. Un sourire simplement complice d'un manifestant qui voit comment une institution qui l'attaque n'est pas respectée, peut se convertir en futur geste d'un complice, d'un compagnon. Beaucoup des manifestants qui étaient présents le 14 août savent qu'une action vaut plus que mille mots. Qu'il est nécessaire de se rendre compte, à l'heure de se souvenir de ceux qui sont tombés, que faire une fête ou donner des discours politiques est une insulte à leur mémoire, à la mémoire de toutes et de tous. Pour la transformation sociale, pour la recherche de la liberté la plus étendue, l'action est nécessaire. La révolte n'est pas et ne prétend pas être la révolution sociale, mais c'est elle qui ouvre des chemins.

Ce qui est clair...

En ce qui nous concerne, nous sommes pour la révolution sociale, pour la transformation la plus libertaire possible de nos vies, pour l'expansion de nos rêves les plus audacieux, pour le plus grand développement personnel et collectif. La fin des uns qui vivent des autres, la réussite d'un monde plus en équilibre avec la nature et beaucoup plus libre, est un chemin qui commence aujourd'hui. Cette recherche signifie la destruction de l'État (physiquement et non verbalement), de ses institutions et finalement de tout pouvoir. Parce que nous ne connaissons pas de frontières politiques ou nationalistes, nous sommes des frères de tous celles et ceux qui luttent n'importe où contre l'oppression et qui ne veulent opprimer personne à leur tour. Nous sommes des frères de celles et ceux qui se sont battus au Brésil ces mois passés, de ceux qui n'acceptent aucune dictature, ni religieuse ni laïque en Égypte, et de celles et ceux qui combattent pour défendre la terre au Chili ou en Bolivie. Quoiqu'il n'y ait pas de modèle unique pour la contestation et que chacun.e doive trouver son propre chemin, un même esprit parcourt la planète, c'est l'esprit de la révolte.

Le 14 août, l'action directe est mise en pratique, certain.e.s peignent des banques, des institutions financières, des églises et même une voiture de luxe, mais nous devons être conscient.e.s que l'action directe est aussi beaucoup plus. L'action directe signifie faire sans médiateurs, faire en autonomie, en auto-organisation avec d'autres. Faire sans faux dialogues, cherchant le dialogue réel, celui qui se fait entre égaux et pas avec les autorités. Faire pour transformer, faire pour chercher la liberté, la liberté jusqu'à l'excès...

PS : Nous ne prétendons pas parler pour les autres, nous ne pouvons pas dire ce que pensent, ce que ressentent toutes les personnes qui ont participé à la manifestation et qui ont poussé les choses plus loin que de chanter et d'agir comme leurs « dirigeants » ou leurs partis l'exigeaient. Mais nous pensons que c'est bien de clarifier que nos manières d'agir sont loin de la pensée d'aller à une manifestation et d'obliger l'autre à faire ce qu'il ne veut pas faire, qu'il doive subir les flics qui tirent ou se faire arrêter par exemple. Ceux qui ont manifesté ce jour-là, celles qui ont réellement revendiqué les luttes du passé et du présent, cherchaient à rester dignes et à exprimer leur rage. Ils ne cherchaient pas à ce que les autres aient à s'adapter à une façon de lutter. Il n'y a pas d'« infiltrés », comme le répète la presse, la police et les dirigeants politiques, les uniques infiltrés ont été les *patoteros* [celui qui agit toujours en bande, se réfère ici à ceux qui se lient aux groupes parastataux ou pro-gouvernement] qui voulaient empêcher les protestations, les flics qui ont attaqué la manifestation pour protéger les institutions de l'État et les dirigeants syndicaux qui monnaient les conflits à travers leurs négociations. Nous pensons que la liberté est contagieuse, dans les méthodes de décision et d'action directe loin des partis et autres organisations étatiques. La liberté ne peut pas s'imposer, elle exige de rompre les chaînes.



Au sujet des attaques contre le mouvement anarchiste à Montevideo

Des anarchistes - août 2013 - Uruguay

En l'espace d'une semaine et demie 14 compagnon·ne·s ont été arrêté·e·s, sans compter les écoutes, filatures, tentatives d'expulsions et attaques contre le mouvement anarchiste de Montevideo. Rien de cela ne nous fait peur, ça ne fait que nous rendre plus forts. Ils s'en prennent à nous parce que nous dérangeons. Si nous dérangeons les puissants et leurs collaborateurs c'est que nous faisons bien les choses.

Il y a une guerre sociale qui passe par différentes phases. Les puissants le savent, nous aussi. La presse le cache, souffle sur le cerf-volant du capital, imposant l'idée d'une démocratie rance qui ne respecte pas ses propres mensonges les plus répétés, sécurité, droits de l'homme, justice … Au milieu de tout ça le coup de gueule fait son chemin.

Le gouvernement des tupamaros torture. En quoi c'est une nouvelle ?

L'État qui occupe le territoire uruguayen n'est pas étranger à la peur et aux tentatives de redoubler le contrôle sur la population que mène à bien les différents gouvernements progressistes de la région (souvenez-vous des rencontres de sécurité et « d'anti-terrorisme » du Mercosur). Le fantasme du printemps arabe est une peur lointaine mais qui palpite et le Brésil devient un cauchemar pour la clique patronale. Quel est le cauchemar pour les démocrates, extrémistes, radicaux du pouvoir et autres fascistes ? La révolte, l'insurrection qui lorsqu'elle se réveille semble ne pas pouvoir être contrôlée. Une rage qui ne peut pas être calmée par le football ou le shopping. C'est là qu'apparaissent ceux qui font le « travail sale » de Bonomi, Tabaré et Mujica, les forces de l'ordre au service de leur autorité. C'est là que les mercenaires élevés par la droite et spécialisés par la gauche du pouvoir sortent pour attaquer.

Les violents, cagoulés, anarchistes.

Des mots vides de sens ont rempli la bouche des journalistes ces jours-ci. Les anarchistes ci, les anars ça, les tactiques de violence urbaine, les minorités, etc .. Les violents du 14 août, les radicaux qui s'infiltrent partout, jusque dans le groupe d'ultras de Peñarol (comme si dans ce groupe il n'y avait pas assez de sentiment anti-flics pour que les acrates doivent l'infiltrer). De tous les côtés l'union entre la répression policière, la coordination politique, le tout présenté par la presse. L'attaque a plusieurs pointes. L'État se défendant en définitive. Mais de quoi ? De quoi se défend l'État ? Aujourd'hui toute la troupe qui maintient l'ordre existent (la presse, la police, les militaires, les politiques et autres privilégiés) se conjugue à l'abri d'un niveau inédit de consensus entre la droite et la gauche en ce qui concerne le renforcement du développement capitaliste. Au delà du jeu électoral, les bases importantes du développement du capital dans la région ne sont discutés par aucun des partis. La méga-minerie, le forestier, la coordination, enfin, l'instauration du plan IRSA et autres plans, leur grande coordination

politique, économique et militaire suit son chemin. Il est donc nécessaire d'arrêter et éviter toute résistance, tout germe de résistance. Il est nécessaire d'arrêter ceux qui ne négocient pas, les « violents ».

Un pas de plus …

Et que dire de la violence ? Ce n'est pas un « choix politique » comme le croient les sociologues intellos. Pas du tout. Ce n'est pas un choix, et ce n'est pas du tout politique. Le choix que nous faisons c'est celui d'essayer de vivre de l'unique manière qui nous semble digne, libre. Le choix de ne pas se taire, celui de faire quelques chose lorsque nous voyons que ça va mal et que ça va empirer. Nous choisissons de résister, nous choisissons de nous défendre. Ici (au delà du jeu préféré de la presse, des dirigeants syndicaux et autre politiques) il n'y a pas de violents et non-violents, de bons et de mauvais, et autres catégories du pouvoir. Celui qui ne s'est jamais énervé, qui n'a jamais eu envie de résister à la misère, de s'opposer et réagir devant autant de saloperies ne doit simplement pas avoir de sang dans les veines. Qui ne s'énerve pas en ayant connaissance des trafics des flics avec la *pasta base* [une drogue pas cher à base de cocaïne qui se fume], la misère du travail ou le goût de l'eau de l'OSE ? La violence dans ce monde capitaliste est naturelle, la résistance contre celui-ci est une nécessité vitale.

Et un autre …

Nous ne nions pas, jamais nous l'avons fait, nos crimes. Nous voulons et nous faisons tout pour la liberté, et ça c'est une grand crime contre le pouvoir. Pas l'étiquette de liberté, abstraite, utilisable et appropriée par n'importe qui. C'est pour cela que nous pratiquons la solidarité, l'entraide, la réciprocité, la résistance et c'est cette pratique qui inévitablement produit des conflits dans un monde qui se démène à nier encore plus chaque fois, étage après étage, que nous sommes en train de tomber. La culture de la peur ne peut pas, n'a pas pu et ne pourra pas nous faire peur même si elle essaie. D'où les insultes, les menaces de torture et de viol, d'où le flingue pointé sur la tête d'un compagnon dans le commissariat, la mise à nue obligé et les coups. D'où l'acharnement.

Et illes se demandent, pourquoi illes sourient ?

Nous n'avons pas un monument avec le nom de nos martyrs. Si nous dénonçons un autre coup contre le mouvement anarchiste c'est pour montrer, pour continuer de montrer, ces coups dont nous souffrons généralement dans nos quartiers et que la police a l'habitude de passer sous silence. Nous savons parler, nous le faisons bien et nous sommes suffisamment libres et forts pour ne pas nous taire. La raison de coups continuels et nombreux contre le mouvement correspond à une augmentation que le pouvoir n'a pas pu freiner même si il a essayé. Ça correspond a la perte de la peur et l'abandon de la confiance qu'une part de la société avait offert aux gouvernements progressistes. Nous sommes durement traités parce que le gouvernement a du donner carte blanche face à la présence que le parlementarisme a supplanté dans les rues. Devant l'action directe qui ne cherche aucun compromis, qui ne demande rien. Nous sommes traités avec fermeté parce que cette façon de s'auto-organiser et qui développe un vrai dialogue, entre personnes égales et pas avec des politiques ou hommes d'affaire, s'est contagié. Nous sourions parce que le vent va dans notre sens et nous savons nous défendre.

Le miroir du pouvoir.

Partout où ils regardent ils se cherchent eux-même. Dans leurs interrogatoires lorsqu'ils ne se basent pas sur la simple insulte ou la menace, ce qu'ils cherchent c'est eux-même et leur nécessité de chefs, de quelqu'un qui leur dise ce qu'ils doivent faire. Le pouvoir a besoin d'ennemis et ça ne lui sert à rien que ceux-ci ne ressemblent pas à des terroristes, qu'ils ne cherchent pas à gouverner ou qu'ils n'aient pas de chefs. Le manque de respect un peu partout dans la société ne peut venir, pour les services de renseignement, que d'un seul groupe de personnes, ils ne peuvent pas ne pas avoir de chefs ou ne pas avoir une grande structure organisée pour insuffler la terreur. Mais ceux qui sommes dans la rue nous savons que le crédit social s'est terminé et que les compagnon·ne·s sont nombreux·ses et ne répondent pas du tout à la logique de partis. Tant pis pour eux, mais c'est comme ça.

Les anarchistes nous ne sommes pas ceux qui maintiennent un système de santé qui génère mort et problèmes sanitaires, nous ne faisons pas de méga opérations dans les quartiers pauvres, nous ne faisons pas avancer le pillage et la destruction de l'environnement et nous ne sommes définitivement pas ceux qui maintiennent le marché de la pasta dans les quartiers. Nous ne disons pas aux jeunes qu'ils ne sont rien s'ils ne portent pas telle marque de fringue et nous ne construisons pas des prisons pour ensuite les y empiler.

Mais nous ne sommes pas non plus des citoyens obéissants, nous ne le sommes pas, nous n'avons jamais fait parti de ceux qui oublient, nous faisons parti de ceux qui ont toujours combattu, et nous sommes frères/sœurs de ceux/celles qui se battent en ce moment dans n'importe quel endroit du monde contre un système qui nie la vie. Nous développons et nous continuerons de développer la rébellion pour obtenir toujours plus de liberté. Ils ont voulu sortir les pauvres de la vue des touristes en créant une illusion de vente mais ici nous ne sommes pas tous/toutes client·e·s ou soumis·e·s.

C'est pas tout le monde qui se laisse invisibiliser, ni tout le monde qui jette l'éponge.



Réflexions à partir du combat minoritaire

Sin Banderas Ni Fronteras - septembre 2013 - Chili

En insurrection permanente contre l'oubli, le silence et l'aliénation qui alimentent le Pouvoir

A nos compagnon-nes de parcours dans la lutte pour la liberté. A nos frères et sœurs dans l'offensive anti-autoritaire. Aux nouvelles générations de rebelles et à celles et ceux qui dédient leur vie à la lutte anarchiste dans une perspective insurrectionnelle d'action protéiforme. Après deux mois passés sans écrire en tant que *Sans Drapeaux ni Frontières*, nous souhaitons partager ces réflexions sur l'état actuel de la lutte anti-autoritaire au Chili. Nous espérons qu'elles nourriront et stimuleront les analyses et tensions nécessaires qui renforcent notre lutte et alimentent la projection internationaliste de la guerre globale contre le Pouvoir.

Trois ans après l'opération Salamandre

En août dernier, trois ans ont passé depuis l'opération répressive que le Pouvoir a appelé « Opération Salamandre » - dans le cadre du « Caso Bombas »-, au cours de laquelle le 14 août 2010 quatorze lieux (centres sociaux, squats et domiciles particuliers) ont été perquisitionnés, quatorze personnes emprisonnées parmi les compagnon-nes antiautoritaires faisant partie d'espaces publics ou anciens prisonniers politiques d'organisations armées anticapitalistes. Avec un ostentatoire déploiement policier, juridique et médiatique, l'Etat, sa police, sa presse et le misérable ex-procureur Alejandro Peña, ont frappé l'environnement de lutte anti-autoritaire et les idées de liberté, sous prétexte de choper les responsables d'attaques à la bombe contre des lieux de pouvoir.

Il nous semble que, trois ans après ces événements, personne ne s'est prononcé, sauf les compagnons-nes de la *Bibliothèque Sacco et Vanzetti* qui ont inauguré de nouveau leur valeureuse bibliothèque le 14 août de cette année, redonnant ainsi signe de vie, après avoir été touchés par l'ennemi en 2010 (ils ont du affronter la fermeture de leur centre social occupé, ainsi que la prison et la clandestinité pour certain-es des participant-es).

Trois ans après que tout ceci se soit passé, nous pouvons dire chaque jour avec davantage de conviction que cette opération répressive a eu de sérieuses conséquences sur notre environnement de lutte. Nous avons déjà commenté dans nos publications -et d'autres compagnon-nes l'ont également fait dans des conversations ou au cours de diverses activités - que, malheureusement, suite au coup répressif d'août 2010, les idées et les propositions de lutte qui caractérisaient l'environnement anarchiste anti-autoritaire s'identifiant avec l'insurrection, la guerre contre le Pouvoir, l'offensive anti-autoritaire etc. ont manifesté un silence éloquent dans la diffusion de leurs positions. Cela a eu pour conséquence un repli dans la lutte, comme de toute une série de postures et de propositions forgées, partagées et défendues collectivement, se retrouvant in-

visibilisées, comme par exemple l'idée d'agitation et de tension permanente dans tous les domaines de notre vie, la solidarité insurgée, les propositions sur les groupes d'affinité et l'organisation informelle etc. Cette situation, à laquelle de nombreux compagnon-nes ont contribué, dans une plus ou moins grande mesure, a participé à créer un contexte adverse pour la transmission et la continuité de la praxis anarchiste insurgée et un terrain favorable pour l'avancée de l'ennemi face au silence et à la peur qui ont fleuri parmi les compagnons.

Pour celles et ceux qui ont brisé le silence et la peur dans la rue et les espaces quotidiens, la tâche n'a pas été facile. Nous avons décidé de commencer à agiter pour les compagnon-nes emprisonné- es, dans une optique anti antiautoritaire et insurrectionnelle et sans nous laisser paralyser par la répression. Face à la fermeture d'espaces de rencontre et de réflexion collective, nous avons essayé d'ouvrir d'autres canaux de communication avec de nouveaux compagnon-nes. Et surtout, nous avons fait tout le possible pour comprendre pourquoi plusieurs de nos compagnon-es se comportaient comme si nous n'avions jamais ne serait-ce que parlé de la guerre contre toute forme d'autorité.

Malheureusement, ce n'est pas sans douleur ni perte de confiance que nous avons vu certain-es compagnonnes avec lesquel-les nous avons grandi disparaître de la lutte ou remettre en question l'idée de la guerre contre le pouvoir pour adoucir leurs discours et leurs pratiques de vie et, aujourd'hui que les eaux sont redevenues plus calmes, réapparaître publiquement en défendant l'insurrection, parfois sans plus d'autocritique ni de propositions pour le présent.

C'est pourquoi, aujourd'hui comme hier, il est important d'avoir clairement à l'esprit que ce coup répressif n'est ni ne sera le premier ni le dernier contre la lutte anti-autoritaire. Cela nous appelle à assumer le défi de réfléchir et d'agir pour contribuer maintenant à ce que la répression ne freine pas la lutte et que les environnements qui lui donnent vie ne disparaissent pas suite à la fragmentation, au silence et au défaitisme.

... soyons en continuité historique de la lutte protéiforme contre le pouvoir, et non pas de la défaite, la désertion et la commodité.

40 ans après le coup d'Etat au Chili : Nous en sommes en guerre contre toute autorité

Pendant 17 ans, de septembre 1973 à 1990, l'Etat chilien a appliqué la terreur systématique et quotidienne en la planifiant particulièrement à travers une dictature civico-militaire qui a réprimé, torturé, persécuté et assassiné des milliers d'hommes et de femmes luttant contre la dictature et le capitalisme.

Pourtant, il est aujourd'hui indispensable pour la projectualité de la lutte anti-autoritaire -surtout en ces temps d'élections présidentielles- de propager l'idée que la Démocratie constitue le perfectionnement de la domination et de la violence étatique sous des formes plus raffinées : caméras, lois, prisons, policiers, valeurs de commandement/obéissance et citoyen-nes complices qui soutiennent et défendent la continuité du système autoritaire et d'exploitation.

Comme le souligne un tract distribué par des compagnon-nes lors de la manifestation du 11 septembre, « *ni dictature militaire, ni démocratie sociale, ni pouvoir populaire. Aujourd'hui, notre lutte est contre toute forme de gouvernement, de pouvoir et d'autorité. Nous sommes des combattant-es d'une lutte historique pour la libération totale qui ne peut être ni arrêtée ni anéantie, tant que notre volonté, notre conscience et notre action resteront en guerre et avec dignité.* »

40 ans après le coup d'Etat, notre mémoire d'action insurgée est aux côtés de toutes celles et ceux qui ont été frappé-es par la répression ou sont mort-es en lutte.

Nous nous souvenons -comme d'autres l'ont déjà fait, renforçant notre mémoire antiautoritaire- de Flora Sanhueza, anarchiste assassinée durant la Dictature, le 18 septembre 1974 ; Claudia López, anarchiste assassinée par les keufs en Démocratie le 11 septembre 1998 ; Jonny Cariqueo, anarchiste mort sous les tortures des keufs le 29 mars 2008 ; et Mauricio Morales, anarchiste mort à cause de l'explosion de sa bombe près de l'Ecole de Gendarmerie, en 2009.

15 ans après la mort au combat de la compagnonne Claudia López

15 ans après la mort de cette compagnonne anarchiste, nous répétons ce que nous avons déjà écrit auparavant et que nous considérons toujours comme complètement valable.

La compagnonne Claudia López est le reflet d'une génération de compagnon-nes anti-autoitaires qui ont décidé de donner une continuité au conflit contre les puissants après le retour à la démocratie, au milieu de la léthargie des opprimé-es et après que les organisations armées marxistes aient été désarticulées. Claudia López fut l'une de ces compagnon-nes qui, en partant de l'autonomie insurgée, commencèrent à surgir dans des espaces universitaires comme le Cordón Macul, brisant la peur et la passivité régnantes par la propagande, les blocages de rues et les affrontements avec les gardiens de l'ordre. Ces compagnon-nes, toujours minoritaires, ont monté leurs barricades en attaquant la normalité oppressive de la domination démocratique, et ont mis sur le tapis des idées révolutionnaires en des temps, où beaucoup affirmaient la déroute de tout antagonisme contre le monde capitaliste. Surtout, ils et elles ont commencé à redonner vie en théorie et en pratique à l'expérience de l'autonomie et de l'organisation horizontale anti-autoritaire.

La compagnonne Claudia López a été assassinée le 11 septembre 1998. Les policiers lui ont tiré dans le dos, alors qu'elle participait à une barricade dans le quartier de La Pincoya. Elle est morte en combattant. Sa mort fut le prélude d'autres meurtres perpétrés par l'ordre démocratique : Daniel Menco, Alex Lemún, Jonny Cariqueo, etc. Des compagnon-nes représentatifs du sujet social qui est devenu le nouvel objectif à réprimer pour le Pouvoir dès début 2000, le nouvel « ennemi intérieur » de l'Etat chilien : anarchistes, mapuches et autres cagoulé-es.

Lorsque certain-es d'entre nous, anarchistes et anti-autoritaires sortent dans la rue chaque 11 septembre, c'est pour agiter contre la continuité de l'oppression et manifester clairement que la démocratie torture et assassine aussi, qu'elle domine, soumet et trompe aussi. Cependant, la mort de de la compagnonne Claudia López donne une signification supplémentaire à cette date historique. C'est pour nous un appel à maintenir vivant en pratique le souvenir de la compagnonne qui a décidé de briser, dans sa vie et dans la rue, les chaînes de l'oppression, malgré le contexte toujours adverse de la massive aliénation sociale.

Parce que la mémoire combative n'est rien d'autre que le souvenir et la continuité des options de lutte qu'ont pris nos compagnons en vie. Que leurs vies ne s'éteignent pas. Qu'elles s'incendient avec chaque barricade.

Pour terminer ... 203 ans après la création de l'Etat chilien : toujours anti-patriotiques !

Après les commémorations des 40 ans du coup d'Etat et la production aussi massive que compulsive de célébrations mémoriales de divers secteurs -pour la plupart sans aucun contenu critique quant à la domination présente- , les commémorations historiques et les apparences de réflexion ont facilement été déplacées par les drapeaux chiliens et les outils d'aliénation déployés dans la société pour célébrer l'origine de la création de l'Etat chilien le 18 septembre 1810.

Avec beaucoup de barbaque, d'alcool et de défoulement circulant dans les rues et les quartiers, les patriotes citoyen-nes -sans compter ceux qui s'autonomment sujets révolutionnaires- prennent part à cette avalanche d'excès et d'aliénation qui renforcent l'existence et la continuité de l'Etat et de l'autorité.

Face à cela, notre position de guerre contre le Pouvoir est claire et nous place du côté de celles et ceux qui refusent par tous les moyens possibles de reproduire en acte le carnaval patriotard.

Nous sommes anti-autoritaires par essence et antipatriotique en conséquence. Nous ne faisons pas partie, ni dans la forme, ni dans le fond des célébrations déifiant l'Etat qui maintient en prison nos compagnons et camarades Hans Niemeyer, Freddy Fuentevilla, Marcelo Villaroel et Nicolás Sandoval.

Nous n'oublions pas nos compagnons qui résistent dans les prisons chiliennes et du monde entier. En des temps d'aliénation, nous reprenons la propagande contre le patriotisme, l'armée et le massacre des animaux lors des fêtes patriotiques comme partie prenante du conflit permanent contre toute autorité.

Contre vents et marées
Avec la force individuelle et la projection collective vers la Liberté
Avec toutes les formes de lutte autonome et radicale
Guerre sans trêve contre toute forme de pouvoir et d'autorité



Mémoire combative

août 2013 - Chili

[Ce texte a été diffusé en version papier lors du second *Feria del libro y la propaganda anarquista* à Santiago.]

Pour une mémoire combative de la lutte de rue dans les années 90

Au cours de la décennie des années 90 ont surgis différentes formes d'expressions anticapitalistes dans les campus universitaires, et pas seulement dans ces endroits bien sûr, mais l'intention de ce texte est de récupérer la mémoire et la lutte des minorités actives qui convergeaient dans les espaces universitaires, en pleine époque de la joie qui n'est jamais arrivé et des nouveaux temps des deux premiers gouvernements de la concertation, après la fin négociée de la dictature militaire fasciste, la fameuse transition.

Lors que nous parlons de minorités actives, nous faisons référence en particulier aux groupes qui ont impulsé et tenté de propager la lutte de rue, violente et directe contre les flics. Et bien que sont apparus plusieurs noms et sigles, certains qui ont duré plus longtemps ou qui sont plus connus que d'autres, ici nous allons faire référence à ceux que nous considérons comme les plus intéressants. Commençons par préciser que nous parlons de groupes horizontaux et autonomes de quelconque direction politique externe à eux-mêmes (et aussi nous verrons si ça a toujours été ainsi).

La Punta, La Vanguardia, le Cordón Macul

La Punta était un groupe très radical de la lutte de rue à Macul con Grecia, par exemple. Ce groupe était lié au discours et l'expérience du Mouvement Jeune Lautaro, qui lui-même était la branche jeune de l'organisation politico-militaire Parti Mapu (ou Mapu-Lautaro). La Punta faisait en permanence de l'agitation pour la liberté des prisonniers politiques et sa colonne d'*encapuchadxs* s'affrontait à chaque fois aux forces policières.

La Vanguardia était composée de compagnon·ne·s qui se revendiquaient comme anarchistes, et principalement s'organisaient pour sortir dans la rue et attaquer la police, en particulier à partir du Pedagógico et du campus Juan Gómez Milla de l'Université du Chili. Ils avaient un discours féroce contre le Parti Communiste et contre les sectes marxistes en général et plusieurs de ses membres ont fini par faire parti de la RAE.

Le Cordón Macul est un nom qui a été beaucoup entendu dans les barricades des années 90. Différents groupes d'*encapuchadxs* qui mettaient le feu à la tranquillité démocratique à l'aide de leurs cocktails molotov, depuis le Pedagógico, l'Université du Chili et la Utem, dans le complexe universitaire appelé Macul con Grecia [NdT : complexe universitaire qui se situe à l'angle des rues Macul et Grecia]. C'était des groupes qui se coordonnaient dans des réunions régulières mais informelles, surtout à l'occasion de dates emblématiques comme le 29 mars (jour du jeune combattant), le massacre de Corpus Cristi et le 11 septembre. À savoir que généralement pour le 11 les trois universités de Macul con Grecia étaient fermées, ainsi les *salidas* dans la rue (ou *colas*), commençaient dans les premiers jours de septembre voir même elles se faisaient après le retour en cours (après les vacances des fêtes patriotiques de l'État assassin !).

La RAE

La RAE (Résistance Autonome Étudiante) est née en 1993, et en son sein convergeaient des gens qui se revendiquaient comme marxistes et d'autres comme anarchistes, et cela s'exprimait dans les différentes possibilités de signer RAE avec le R à l'intérieur du cercle, ou le A dans le cercle. Ils proposaient de coordonner différentes formes de lutte de rue étudiante dans la ville de Santiago, mais dans la pratique ils se concentraient dans les rues Macul et Grecia dont on a déjà parlé avant. Ses membres essayaient aussi de développer la lutte de rue et les attaques avec des cocktails molotovs en plein centre de Santiago, depuis l'Académie d'Humanisme Chrétien (aussi connue comme Locademia) ou dans les manifs du 12 octobre. La RAE ne s'exprimait pas seulement par des pierres et des molotovs, mais aussi à travers la propagande (tractes, brochures, banderoles et déclarations lues lors d'actes quasi improvisés, avec la musique de La Polla Records). Évidemment, les autres groupes que dont nous avons parlé diffusaient aussi de la propagande dans les rues.

Il faut signaler, comme le disait un compagnon, que de nombreux participants dans la Vanguardia et la RAE (en dehors d'avoir des tendances machistes et brutales), après quelques années de radicalisme, qui apparemment était plus orienté dans le fait de vivre des expériences adrénaliniques, se sont ensuite éloignés de tout discours politique et révolutionnaire, et au sortir de l'université ont consacré leur temps uniquement à travailler pour « gagner de l'argent », rompant avec toute attitude antagoniste. Et bien que pour dire les choses clairement, cela arrive souvent, et pas seulement dans ces groupes, nous ne pouvions pas ne pas le signaler.

Un événement marquant des luttes des premières cinq années de cette décennie a été les blocages de 1994, du Pedagógico, de la Chile et de l'Utem, lorsque depuis la présidence de l'Utem bloquée, des *encapuchadxs* ont tiré avec une arme à feu sur les flics, blessant l'un d'eux. Peu de temps après cette action, les commandos du GOPE (Groupe d'Opération Policières Spéciales) de la police en uniforme, ont attaqué la présidence bloquée, mais les étudiants qui étaient dedans étaient déjà partis (courant littéralement), et pas uniquement les compagnon·ne·s qui avaient tiré. Un *encapuchadx* qui s'échappe sert à continuer de faire la guerre dans la rue.

(Et si nous devons mentionner des actions minoritaires, nous ne pouvons oublier de rappeler deux attaques de type commando qui ont eu lieu antérieurement : l'incendie de la voiture de Marco Enríquez Ominami à la Chile, et l'incendie de celle du recteur du Pedagógico).

La Fédération Anarchiste Libertaire (FAL)

En 1994 naît la Fédération Anarchiste Libertaire, pas seulement issue de groupes et individus anarchistes universitaires, mais aussi de *poblaciones* et même d'expériences syndicales. La FAL a essayé d'être effectivement une Fédération de groupes acrates, et elle a été dans l'organisation d'un premier Mai anarchiste massif dans le Pedagógico bloqué, en 1994, ou dans les actes de la CUT, avec un discours libertaire et radical, mais elles s'est dissolue à cause de contradictions en son sein, entre des secteurs qui mettaient l'affrontement et la lutte de rue au premier plan, et d'autres plus préoccupés par l'organisation formelle et l'obtention d'une certaine respectabilité politique pour le mouvement anarchiste naissant dans ces années. Il y avait aussi des contradictions à l'intérieur de chaque secteur. Il faut souligner que la FAL a été visibilisée par la presse de l'époque, qui l'attaquait à travers les journaux, mais nous n'allons pas nous en étonner, non ?

La FAL a réussi à éditer la fanzine tape-à-l'oeil « *El Estopín. El detonante de la Revolución Social* » (l'Étoupille. Le détonateur de la Révolution Sociale).

La CRP (Coordination Révolutionnaire du Pedagógico)

La Coordination Révolutionnaire du Pedagógico est née en 1995, lors d'une réunion massive dans la casino abandonné du Pedagógico (bâtiment qui n'existe plus depuis plusieurs années). Dans celle-ci convergeaient des compagnon·ne·s anarchistes et marxistes anti-autoritaires.

Malgré son nom attaché à une université en particulier, ce collectif de lutte de rue, comme d'autres groupes et individus qui pratiquent la lutte de rue de grande mobilité, il se déplaçait dans différents campus d'éducation supérieure, pour propager la propagande, les émeutes et l'affrontement avec les flics : l'Université de Chile, la Usach ou l'Arcis. La CRP a duré plusieurs années, à peu près jusqu'à 1999. Elle a été plusieurs fois nommée/dé-

noncée par la presse du capital, surtout après la mort tragique sur les barricades de la compagnonne Claudia López, le 11 septembre 1998.

Quelques fanzines

Comme nous l'avons déjà dit, plusieurs de ces groupes de résistance de rue propageaient des communiqués et tracts, avec des slogans comme Guerre à l'État; Liberté pour les Prisonniers Politiques; Mort au Capital; la Révolution pas la réforme, etc. Mais nous voulons parler un peu ici des fanzines photocopiés qui circulaient de main en main. Dans les années 90 les fanzines sur les thèmes les plus divers se distribuaient dans les lycées, universités, *poblaciones*, concerts, marché de troc, et nous voulons nous arrêter sur certains d'entre eux, liés directement aux groupes de lutte de rue et à la diffusion des idées libertaires. Au côté du déjà mentionné et légendaire « El estopín », on peut citer « El Francotirador » (La Franc-tireur), qui a commencé à être édité en 1996, et qui avec une périodicité irrégulière, a réussi à sortir plus de 12 numéros. En plus de la préservation du nom et de la mémoire de la compagnonne Claudia, nous ne pouvons oublier de souligner que dans ses derniers numéros ils ont informé et se sont solidarisé depuis leur éditorial avec les « 4 de Córdoba », des prisonniers politiques anarchistes insurrectionnalistes (en décembre 1996 a eu lieu en Espagne une attaque dans une banque qui a provoqué la mort de deux policières, et 4 compagnons sont arrêtés, Claudio Lavazza, Giovanni Barcia, Michele Pontolillo et Giorgio Rodríguez).

Et dans le cadre des publications anarchistes nous ne pouvons oublier de citer le fanzine « Todos Moriremos »(Nous mourrons tous) pour tous les anticorps qu'il génère chez de nombreuses personnes jusqu'à nos jours. Aux débuts des années 2000 « Todos Moriremos » a sorti des centaines de copies de chacun de ses numéros et s'est caractérisé par la critique sans concessions des organisations et concepts léninistes, et toutes les saintes icônes de la gauche (jusqu'à révolutionnaire) incluant l'État cubain. Il faut signaler que dans ses pages se sont publié les *31 Thèses Insurrectionnalistes*, un entretien exclusif du Collectif de Prisonniers Politiques « Kamina Libre » (Marche libre), ou encore une édition digitale du livre sur la Angry Brigade. Certes, dans les aspects négatifs de « Todos Moriremos » nous ne pouvons pas ne pas parler de ses attaques continues contre le collectif Kamina Libre, basées sur des préjugés plus que sur des arguments et différences politiques.

Au cours de toutes ces années le slogan principal était pour la liberté des prisonniers politiques des gouvernements de la concertation. Chaque grève de la faim a été soutenue et il y a eu des journées d'agitation avec des affrontements avec les flics, ainsi que la diffusion de propagande, ou encore l'envoie de lettres aux compagnon·ne·s emprisonné·e·s. Nous nous souvenons que l'opposition politique et la dictature de Pinochet ont préparé une transition négociée et ordonnée, depuis la fin des années 80. Et dans ce contexte, plusieurs organisations politico-militaires ont revendiqué (avec des mots et des actes) la continuité de la lutte armée contre le capitalisme et les agents du terrorisme d'État. Nous parlons du Front Patriotique Manuel Rodriguez (Autonome), du MAPU Lautaro, divers fractions armées du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (le MIR-Armée Révolutionnaire des Pauvres-Patrie Libre, le MIR-Comission Militaire, le MIR- Armée de Libération Nationale, etc), et d'autre groupes moins importants. Et dans les années d'Aylwin et Frei, les appareils policier et de renseignement vont déchaîner une guerre féroce contre l'offensive de ces groupes armées, par des assassinats, tortures, infiltrations, et des centaines de prisonnier·e·s politiques qui passeront par les geôles de la démocratie assassine. Il y a eu une solidarité permanente avec ces compagnon·ne·s par des manifs et des émeutes, et nous ne pouvons pas oublier que ça se faisait, dans la majorité des cas, sans partager leurs positions politiques ni les pratiques avant-gardistes et hégémoniques des partis et micro-partis dans lesquels ils/elles militaient dans ces années là. Mais comme l'influence se faisait dans les deux directions, certain·e·s compagnon·ne·s ont commencé à remettre en question les décisions de leurs responsables, et les directions et conceptions politiques et hiérarchiques même; et ainsi va apparaître le Kollectif Kamina Libre déjà mentionné, avec un discours et une esthétique qui va s'exprimer dans ses fanzines et feuilles informatives (Libelo, Konciencia Alerta, TIRO) et qui à son tour va beaucoup influencer des groupes punks et les minorités actives qui luttaient dans la rue à la fin des années 90 et débuts des années 2000.

À la fin de la décennie sera construit à l'angle de Macul avec Grecia un des symboles les plus grossiers de la société du capital et de la consommation de marchandises, un Macdonald. Celui-ci sera attaqué plusieurs fois dans ces années là, par des actions éclairs d'*encapuchadxs* qui se coordonnaient spécialement pour ça. Mais l'action la plus remarquable qui a eu lieu dans ce cadre est en 2004. Nous citons ici ce qui a déjà été écrit pas d'autres compagnon·ne·s : « À la fin des années 90 et dès les premières années de la décennie 2000, de grandes grèves de la faim de prisonniers politiques ont été organisées, malgré leurs différences (parfois grandes) et avec du soutien et des émeutes dans la rue, y compris par des actions directes telles des attaques violentes d'*encapuchadxs* contre le Macdonald de Macul con Grecia à Santiago en 2004 (ici le fait que le collectif de prisonniers du Lautaro ait condamné cette attaque en pleine grève de la faim en dit beaucoup sur les différences entres les prisonnier·e·s et l'évolution de certain·e·s ex « révolutionnaire stratégiques sans retour »). Certain·e·s misaient tout sur la lutte et d'autres sur les négociations avec l'État. » (De la note de l'édition du livre « *Je hais les matins* » de Jann-Marc Rouillan, Édition Septiembre Negro, mars 2010, Santiago du Chili).

Autres groupes et autres pratiques d'attaque

À l'intérieur des secteurs que nous avons analysé vont apparaître des compagnon·ne·s qui vont remettre en question le caractère parfois rituel et attaché au calendrier des manifestations et des pratiques de lutte dans la rue, mais sans abandonner le combat directe ni la violence révolutionnaire. Et ils vont former de petits groupes anonymes et plus fermés, dans le but d'approfondir les connaissances techniques qui permettront de réaliser des actions plus osées, et qualifier la propagande (par le fait). Le caractère conspiratif servait à éviter d'être détectés par la police, au delà que ça ait marché ou pas. Ainsi, en 1996, 1997, 1998 et 1999, dans les sorties dans la rue depuis le Pedagógico, l'Université de Chile, l'Université de Concepción, ou la manifestation centrale du 11 septembre en plein cimetière général, on va entendre de fortes détonations de bombes de bruit faites de poudre noire. Comme nous pouvons le voir, certain·e·s compagnon·ne·s ont pris au sérieux le slogan qui disait : « Chausse-trape, barricades, que commence la lutte armée ! ». (Et ceux qui critiquent commodément cela depuis leurs bureaux, disant que ce ne sont que des bombes à bruit ou des pétards, qu'ils ne tirent ne serais-ce qu'une pierre avant de se remplir la bouche de mots vides).

Nous voulons dédicacer ces quelques pages à la chère compagne Claudia López, assassinée dans le dos par les flics, sur les barricades de la *población* La Pincoya, la nuit du 11 septembre 1998. Claudia est une protagoniste remarquable de cette histoire de barricades et de tirs. Elle participait activement dans le « Francotirador », dans la CRP, et dans d'autres groupes d'affinité.C'était la première à emporter du matériel pour couper les routes, aller aux réunions (contentes la majorité du temps, ennuyée à d'autres moments) pour coordonner les journées d'agitation, et la dernière à rentrer chez elle une fois que le feu et la fumée se dissipaient dans les avenues. Lorsqu'elle a commencé à étudier dans le Pedagógico elle venait de militer dans les JJCC, et déjà à l'université elle écrivait à des prisonnier·e·s politiques et a été la dirigeante du centre d'élèves d'espagnol durant le long blocage du campus en 1994; et en quelques années elle se radicalisera, s'approchant chaque fois plus de l'anarchisme, jusqu'à ce que son cœur devienne complètement noir. Nous sommes sortis des dizaines de fois dans la rue, pour nous battre contre les flics, y compris contre les flics rouges. Nous ne l'oublierons jamais, et nous n'oublierons pas ses funérailles dans le centre de danse Espiral, les cris, les banderoles, les communiqués et slogans de ses ami·e·s et compagnon·ne·s, la dignité de ses parents et frères dans ce moment si difficile, la lutte au corps à corps contre la police dans le cimetière, il y a presque 15 ans.

« *Parce que ces ovules subversives et fortifiées donneront vie à la prochaine BARRICADE !* »

Ces mots sont dédicacés avec beaucoup d'amour, tendresse et rébellion à nos sœurs/frères, celles/ceux que le vent a emporté, celles/ceux qui sont emprisonné·e·s dans les geôles de l'État, celles/ ceux qui transitent sur le chemin de l'illégalité et celles/ceux qui consacrent leurs envies et énergie à combattre ce système esclavagiste. Dans chaque geste, dans chaque barricade, dans chaque belle révolte couve le germe de la subversion.



Les prisons se levent

Publicación Refractario - juillet 2013 - Bolivie

« *Lorsque commence une émeute dans la prison, et jusqu'à ce que ceux qui acceptent les règles de la société prennent vie dans le noble désir de liberté, lorsque les toits des prisons sont pris par le feu et les rebelles, c'est alors que ce qui est imposé est rejeté et que l'ennemi est identifié* »

Note de Refractario : La volonté de ces mots n'est pas de victimiser les détenus de l'État bolivien, ils décrivent juste quelques événements qui ont eu lieu dans les prisons de ce territoire. Le reflet de notre main anarchiste va à ceux qui vivent l'enfermement dans les froides ergastules de l'État.

Depuis déjà un an ont commencé des mutineries massives dans les prisons du territoire bolivien, qui réclament la démission de Ramiro Llanos, directeur de l'administration pénitentiaire ; exigeant la suppression des reports de procès, de recevoir un traitement « humanitaire », le transport pour les audiences, la demande des prisonniers étrangers à être expulsés dans leur lieu d'origine, et l'augmentation du *prediario* (ressource pour l'alimentation). Aux protestations se rajoutent le manquement à un accord signé au mois de février entre les prisonniers de San Pedro et l'administration pénitentiaire qui amena à des négociations et à l'arrêt des mutineries en donnant une limite de trois mois pour que la totalité des points soient accomplis. Ramiro Llanos a nié avoir connaissance de ce document et jusqu'à maintenant il n'a pas répondu aux demandes des prisonniers.

L'État veut appliquer le nouveau règlement de l'administration pénitentiaire qui fixe des conditions plus dures et strictes, autant pour les prisonniers que pour les visites. Ils ont décidé du transfert systématique des prisonniers de San Pedro à d'autres panoptiques éloignés de la ville de La Paz. Ils ne veulent pas recevoir de nouveaux prisonniers à partir du 17 juillet, annonçant la fermeture de cette prison comme mesure répressive pour les protestations constantes qui ont eu lieu dans la prison de La Paz. Les mutineries sont fréquentes, l'État comme mesure restrictive essaie de les déjouer par le transfert des prisonniers dans des prisons plus éloignées. Le transfert des inculpés de San Pedro va provoquer plus d'isolement à cause de la distance des prisons dans lesquelles ils veulent les envoyer ; les proches vont être plus limités pour les visites vu que 80% des prisonniers et leurs familles sont pauvres.

Résumé des mutineries en 2013 :

Le 17 janvier Llanos (directeur de l'administration pénitentiaire) est pris en otage par les prisonniers de San Pedro en réponse aux menaces constantes de les trans-

férer dans d'autres prisons s'ils se mobilisent ou font des réclamations. Les forces répressives s'affrontent aux prisonniers pour le libérer. Llanos se sauve grâce à certains délégués des prisonniers qui évitent son lynchage. Les protestations s'étaient déchainées parce que les prisonniers avaient refusé que 39 jeunes du Centre de Réhabilitation pour Jeune de Calahuma soient transférés à San Pedro. À partir de ce moment là Llanos n'ose plus rentrer dans cette prison combative. Pendant tout le mois la mutinerie perdure, les neuf sections dans leur totalité bloquent complètement les installations de la prison. On voit du feu par les toits et les cours.

Le 10 juin commencent de nouveaux soulèvements et protestations des prisonniers dans les prisons du territoire. Ce qu'ils dénoncent c'est que seulement sur quatre audiences sur cent des mesures préventives ont été faites et le reste a été annulé. La demande principale est la démission de Llanos. L'intention de l'État est de fermer la prison de San Pedro, envoyant les inculpés à la prison de haute sécurité de « Chonchoro », et les moins de 25 ans dans le centre de réhabilitation pour mineurs de Calahuma et ceux en préventive dans les prisons des localités de Patacamaya et Sica Sica à des centaines de kilomètres de la ville de La Paz en représailles et punition parce que cette prison est en état d'urgence depuis 2012, exigeant la démission du directeur de l'administration.

À partir du 24 juin ont commencé simultanément des protestations dans les prisons de El Abra de la ville de Cochabamba et San Pedro de la ville de Oruro. Ils demandaient qu'on ne leur coupe pas les services d'eau et d'électricité par manque de paiement de la part de l'État.

Le 26 juin les réactions dans la prison de Chonchocoro ne se sont pas faites attendre devant l'annonce de transfert de prisonniers de San Pedro dans cette prison.

Le 2 juillet les prisons de Chonchocoro et Calahuma ont protesté et ont annoncé qu'elles maintiennent l'état d'alerte devant un possible transfert de prisonniers d'autres prisons à celles-ci, ce qui provoquerait l'entassement et une surpopulation carcérale.

Nous espérons qu'il y a une unité et une solidarité entre les prisonniers du territoire bolivien et qu'ils ne laissent pas l'État les diviser « négociant par secteur » comme il l'a souvent fait pour mettre fin aux mutineries.

La pauvreté est punie par la prison.

« […] *on ne punit pas le délit, on punit la pauvreté* » témoignage d'une personne âgée de la prison de San Pedro.

Dans les prisons du territoire la majorité des gens sont pauvres, et ceux qui sont riches peuvent vivre avec plus de confort parce que le porte monnaie est ce qui commande. Les pauvres doivent supporter les conditions de misère, maladie et indigence. Par exemple, dans la prison de San Pedro de La Paz les rénovations de cellules, infrastructures, espaces de sport et de loisir, cuisine, matériel de ménage, médicaments et autres sont autogérés par les prisonniers eux-même. L'État a connaissance de cela, mais l'insensibilité et le mépris de celui-ci envers les pauvres les obligent à payer leur séjour en prison avec leurs propres moyens.

Les pauvres sont ceux qui reçoivent en pleine face l'impact de la société carcérale, autant ceux qui sont entre les mains d'un juge qui déterminera s' il les envoie en prison que ceux libérés sous caution qui doivent prouver qu'ils ont de la famille, un domicile, des garanties personnelles ou des garanties économiques et un travail. Tous ces facteurs diminuent les possibilités de sortir en résidence surveillée, la question est : Est-ce que tous les prisonniers ont une situation économique qui leur permette de profiter de ça ? On continue de perpétuer le séjour des pauvres dans les prisons, pour eux le système pénitentiaire est plus dur, les possibilités de sortir de prisons sont faibles.

La période maximale de la prison préventive est de 36 mois. Dans les prisons boliviennes il y a des prisonniers qui sont en préventive depuis plus de trois ans sans jugement, dans certains cas cinq, huit ans. Ce scénario cruel amène à l'entassement intentionnel dans les prisons, et ainsi on s'assure qu'elles soient pleines de pauvres. L'État va rajouter une condition en plus pour pouvoir sortir en résidence surveillée. Si un prisonnier veut sortir il doit acheter un bracelet avec GPS qui coûte 4000 dollars. Seuls ceux qui peuvent payer ce prix pourront en bénéficier. Ceux qui n'ont pas d'argent vont devoir rester dans l'attente de pouvoir sortir un jour. Il y a beaucoup de prisonniers âgés et malades, ils demandent la résidence surveillée ; avec la loi de remise de peine votée le 24 décembre 2012 très peu de prisonniers ont été libérés. Il n'existe pas d'attention médicale adéquate ni de moyens suffisants pour les sorties médicales et sorties médicales d'urgence pendant que les procédures bureaucratiques prennent du retard, le résultat de l'inefficacité est que l'état de santé se détériore et que dans beaucoup de cas, les prisonniers meurent faute d'attention médicale ou de médicaments. Aussi, lors de l'étape post-carcérale, il est difficile d'obtenir un travail quand on a des antécédents pénaux, l'indifférence de l'État permet ce qui se passe.

Dans la prison de haute sécurité « Chonchocoro », située dans la localité de Viacha, il n'y a pas d'eau potable, il y a seulement un puits fourni en eau qui n'est pas potable.

La vie dans les prisons du territoire est déterminée par les conditions économiques, la majorité doivent travailler pour survivre et payer leur logement, matelas, couvertures, médicaments ou autres. Entre les prisonniers, il existe un système d'achat-vente d'aliments ou d'habits, on y vend de tout. La prison rend visible la misère de la société autoritaire qui choisit qui protéger et qui laisser dans les cachots.

La complicité de la presse avec le pouvoir

Le rôle de la presse alarmiste et sensationnaliste permet d'ajuster l' « information » à la version de l'État amenant à ce que les détenus soient vus avec mépris et à ce qu'en même temps la « société » les rejette.

Jusqu'à ce jour, les établissements pénitentiaires ont détourné l'attention vers d'autres directions grâce à la couverture collaborationniste de la presse. Elle a aussi déclarée le viol présumé d'une jeune fille à San Pedro, et l'existence d'une usine de drogue à l'intérieur de cette prison, ces faits ont été inventé par Llanos et démentis par les détenus.

L'État parvient à minimiser et à discréditer les émeutes dans les prisons à travers la presse alarmiste, et en plus menace fréquemment d'envoyer les représentants des détenus dans d'autres prisons parce qu'ils les ont déjà identifié. Le rôle servile des médias de désinformation dans tout cela créé une situation défavorable pour les prisonniers. À San Pedro, ils ont convenu de faire sortir de manière volontaire les enfants âgés de 11 ans, ce 8 juillet, ils se sont réunis de nouveau avec les représentants de l'État et ils ont convenu d'y inclure les enfants âgés de 6 ans.

Ils ont rejeté les violeurs.

Dans la prison de Palma Sola à Santa Cruz de La Sierra, on a réalisé qu'il y avait des abus sexuels envers les mineurs, ces faits sont détestables et nous les rejetons. Malheureusement, ces actes dégradants ne se passent pas seulement dans les prisons boliviennes où vivent des enfants, ces actes se produisent aussi dans des collèges, églises, écoles, centres d'accueil ou orphelinats. Ce sont eux aussi des prisons mais avec d'autres noms. Le directeur de l'administration pénitentiaire, Ramiro Llanos, a utilisé ces actes détestables pour généraliser sur tous les prisonniers et encourager l' « opinion publique » dans ce sens. Parmi les actions de protestation des détenus de San Pedro, un accord collectif a amené à ne pas permettre l'intégration, dans la prison de violeurs. Parmi les pancartes qui restent sur les murs et la porte de la prison, il a été observé qu'ils ne demandent pas seulement la démission de Llanos mais aussi le rejet des violeurs de la population carcérale.

La stratégie, déjà connue, de répression de l'État est LA DIVISION, L'INFILTRATION, L'INTIMIDATION ET LA PUNITION POUR L'EXEMPLE. Le démantèlement de chaque mouvement est fait à travers la négociation sectorisée visant à fragiliser et diviser les détenus.

L'augmentation des conditions de contrôle, de surveillance et du système pénitentiaire sont voués à maintenir la société bourgeoise. On pense que la prison est une solution pour la « sécurité citoyenne » ou pour diminuer la « délinquance », en réalité ce paradigme est l'unique réelle intention de l'État pour protéger les privilégiés et maintenir intactes les intérêts des riches. Ce scénario indéniable nous montre par exemple que les uns volent pour manger et les autres enfreignent la loi comme réponse pour ne pas être complice de ce qu'impose cette société décadente. Les prisons, pas seulement de Bolivie mais du monde entier, sont le reflet de la société à petite échelle d'où est visible l'imperfection du système dans lequel nous vivons : il y a des privilégiés, des pauvres, qui servent de mouchards pour la police ou pour les administrateurs de « justice », il y a des drogues, de l'alcool, parce que ces mêmes administrateurs et policiers font en sorte que ces petits mondes se pourrissent avec les vices et les maladies. De cette façon, le pouvoir assure les privilèges de l'État/Capital démontrant un mépris pour les pauvres et ceux qui luttent contre lui.

La solidarité anarchiste s'étend à ceux qui sont punis, à ceux qui ne se conforment pas aux normes, qui survivent comme ils peuvent pendant que les puissants exploitent et détruisent la Terre. Ceci est un appel humble à lutter pour un monde différent que celui qui nous est imposé.

Combat l'État de toutes tes forces, les conditions d'espoir que nous offre une révolte générale des masses est une véritable utopie qui ne fait que perpétuer, renforcer et assurer l'existence de l'ennemi. Passe à l'offensive, au complot, aux actes, il n'y a pas de raison pour que les masses se soulèvent ou que les conditions soient propices alors que l'attente est tangible : l'autorité, la répression, la surveillance, et la punition s'étendent plus durement pour les pauvres et ceux qui ont décidé d'être dans l'offensive. Attaque en aimant tes rêves et tes sentiments, et en détestant la pénurie de la société.

Nous n'oublions pas nos compagnon-ne-s qui sont enfermé-e-s dans les ergastules de l'ennemi méprisable. Nous n'oublions pas non plus ceux qui ont décidé de descendre en vol comme preuve de rejet devant la persécution étatique d'une société qui se désagrège et qui a besoin des prisons pour instiller l'angoisse et lui permettre de susbsister. Pour eux nos plus chaleureuses salutations chargées d'une complicité acrate.

VERS UNE COMMUNAUTÉ D'ASSOCIATIONS LIBRES ET D'ORGANISATIONS INFORMELLES, SANS PRISONS, ÉTAT ET CAPITAL
FEU AUX PRISONS, FEU À L'AUTORITÉ,
SOLIDARITÉ AVEC LES PRISONNIERS DU TERRITOIRE BOLIVIEN !



Chronologie de la guerre sociale vécue dans les rues de Porto Alegre

Agitação - août 2013 - Brésil

Bien que la récente vague de manifestations qui se sont emparées des rues dans de nombreuses villes du territoire contrôlé par l'Etat brésilien puisse être interprété comme quelque chose de supposément inattendu et surprenant, elles sont le résultat d'une accumulation de parcours de luttes qui ont lieu de manière diffuse et progressive depuis ce début de XXIe siècle. Tomber dans le discours que nous vendent les médias, à savoir que la diffusion de la révolte serait un fait historique isolé, revient à passer sous silence et à annuler une mémoire qui doit être au contraire renforcée, afin de servir de combustible aux prochaines batailles et servir d'autocritique pour évaluer les erreurs et tenter de ne pas les répéter.

La lutte contre l'augmentation du tarif des transports publics n'est pas apparue soudainement ces dernières semaines, elle s'est construite au cours des dix dernières années dans différentes localités, et a mis pour la première fois de nombreux jeunes cœurs pleins de révolte en contact avec des formes d'auto-organisation en dehors des leaderships et des partis. Les transports publics ne sont rien de plus que la mobilité des veines et des artères de cette énorme prison que l'on nomme ville, le mouvement d'une structure dont la logique est fondée sur le pouvoir, la domination et le contrôle. Toute demande de réformer cette structure revient finalement à mendier misérablement plus de chaînes et de menottes pour continuer à alimenter celles et ceux qui, gras et arrogants, continuent à se prélasser dans leur fauteuil. Le grand mérite de ce processus de lutte qui a culminé dans la récente tempête sociale, consiste à avoir ouvert la possibilité de mettre de nombreuses personnes mécontentes en contact avec une conflictualité réelle dans les rues. La possibilité que des jeunes provenant d'une réalité politique où régnaient l'apathie et le silence sur la mémoire d'une région chargée de furieux exemples de résistance, de lutte et de défense de la vie et de la liberté, puissent continuer à construire cette histoire.

Il faut souligner que lorsque les gens prennent la rue, les revendications réformistes se font vite déborder par la rage accumulée de celles et ceux qui cohabitent au quotidien avec l'humiliation et l'exploitation caractéristiques de tout individu vivant loin du privilège de ceux que cette société satisfait. Ce qui est apparu au cours de ces semaines, c'est un bordel allant bien au-delà de 20 centavos, et qui a violemment secoué cette chère paix sociale, qui en pratique n'existe que dans les fantasmes des esprits ordonnés. Les médias, machines à lobotomiser et à former l'opinion, mettent en avant les plaintes de l'Etat et des propriétaires face à la quantité de destructions qui ont balayé les rues comme un ouragan. Ils ont opté pour une stratégie qui démontre la capacité de la démocratie à intégrer et à passer sous silence l'authentique révolte qui a attaqué la matérialisation du pouvoir.

La tactique antérieure qui consistait à ne pas mentionner (ou à le faire rarement) toute forme de manifestation critique envers l'actuel état de choses, a été remplacée par le fait de mettre l'accent sur la manifestation ordonnée, sur la protestation pacifique, sur la stimulation exaltée du citoyennisme, créant ainsi le terrain propice pour cibler comme criminelles les innombrables actions d'attaques contre des biens matériels et les représentants de l'ordre imposé. L'illusoire participation citoyenne qui a fini par être alimentée par l'Etat, les moyens de communication et les propriétaires, a illustré une stratégie de recherche de pacification, tentant vainement de cacher le soleil avec une passoire. La véritable pression qu'ont sentie les puissantEs lors des protestations est venue de l'action obstinée de celles et ceux qui cherchaient à attaquer l'oppression sous toutes ses formes.

Le problème a cessé d'être la manifestation en soi, pour devenir celui de la présence de « vandales » « infiltrant » des « manifestations légitimes ». En réalité, ce qui s'est passé a été ce dont beaucoup rêvaient, ce que beaucoup craignaient, et que beaucoup d'autres disaient désirer, mais que la réalité des faits a éloigné et effrayé, et qui ont renoncé à des positions solidaires et conflictuelles : la favela sous l'asphalte. Les actes stigmatisés comme violents sont la conséquence et la responsabilité directe d'un système politico-économique basé sur la marchandisation de la vie, sur le contrôle absolu, sur la violence policière quotidienne, sur l'existence de la prison comme mécanisme de punition pour tous les improductifs. La dichotomie criminels/innocents est un jeu, une farce destinée à justifier le véritable terrorisme étatique qui a surgi en réaction à la révolte. Il ne s'agit pas d'une criminalisation qui naîtrait à cette occasion, mais d'une logique qui criminalise tout ce qui entrave le chemin du développement ou les projets du capital, en tentant de définir les actes de rébellion comme vides de sens, et en en profitant pour mettre en place une nouvelle loi antiterroriste. Cette loi temporaire d'urgence pour répondre aux besoins des grands événements sportifs, basée sur la terrible Loi de Sécurité Nationale, prévoit notamment des peines de 15 à 30 ans de prison pour des actes jusqu'alors qualifiés de simple « vandalisme », et rend passible de condamnation pénale le fait de bloquer des services publics considérés comme essentiels pour le déroulement de ces événements. Ils ciblent comme violence la destruction de la propriété privée, pour mieux cacher celle de la destruction croissante de la Terre, celle de l'avancée d'un progrès assassin qui fait du profit sur le sang qu'il tire de la nature, de communautés écrasées et expulsées, des personnes qui voient leur dignité anéantie au quotidien dans les prisons, les écoles, les usines, les hôpitaux, les asiles psychiatriques...

Les prises de position de la Présidente et de toutes les ordures politiques en faveur de la prise en compte des revendications sur les transports publics et le « combat contre la corruption », vite rejointes par les autres « voix de la rue », expriment leur peur et leur tentative de contenir d'une manière ou d'une autre tout ce qui est en train de se passer. Voilà qu'ils agissent soudain, comme si des revendications auxquelles ils n'avaient jusqu'alors jamais prêté la moindre attention leur importaient désormais, à l'image du fameux passe-étudiant, auparavant considéré comme une revendication dérisoire, lointaine et hors de question par la plupart des gouvernants et qui, comme par magie, est approuvée aujourd'hui et se voit traitée comme une priorité. Pourtant, leurs véritables priorités continuent à être mises en place comme si rien ne s'était passé : les projets de génération d'énergie [nucléaire et barrages] hérités de la dictature militaire continuent sur leur lancée, la militarisation des zones indispensables au développement de ces projets, les expulsions et les déplacements forcés aussi. Il se passe la même chose dans les grandes villes où, que se soit pour les méga-événements comme le Mondial de football ou suite à la prise d'espaces par les classes privilégiées, des communautés entières sont déplacées et/ou « pacifiées ».

Le Mondial représente un tremblement de terre dans la vie de nombreuses personnes sur l'ensemble de ce territoire. Penser que l'argent qui y est investi devrait être destiné à la santé et à l'éducation revient à continuer à faire aveuglément confiance à l'Etat. C'est un peu comme croire au Père Noël. Nous vivons l'apogée du rapport Etat-entrepreneur/chefs d'entreprises, la consolidation d'un régime où le marché et ceux qui en bénéficient, les riches, gouvernent ensemble. Le régime démocratique a toujours fonctionné de cette manière, une carotte et un bâton dans l'autre main, une dualité qui a produit une apathie généralisée qui, petit à petit, est heureusement en train de se déconstruire et d'être subvertie par une récente culture de luttes portant à nouveau l'action directe comme moteur de la transformation sociale.

A Porto Alegre depuis l'année dernière, on a vu le conflit s'exprimer davantage dans la rue. Il couvait pour les mêmes raisons qu'à travers tout le territoire, et s'est mis à bouillir jusqu'à prendre progressivement les proportions qu'il occupe aujourd'hui dans la ville, sans demander la permission à personne, et sans organisation centralisée. En même temps, la répression affine aussi ses griffes, poursuivant des groupes et des individus anarchistes, en les rendant responsables de la vague sauvage de destruction. L « intelligence policière » démontre une fois de plus l'incompatibilité de ces deux termes. Elle crée le terrain pour monter un cirque médiatique supplémentaire et lance des déclarations maladroites, comme celle du gouverneur de l'Etat comparant les anarchistes avec les ordures d'extrême-droite. Reposant sur une logique verticale, et donc opposée aux principes anarchistes, ils ciblent les anti-autoritaires en tant que leaders et idéologues d'actes d'attaque contre la propriété privée, ce qui démontre surtout une certaine impuissance des forces de sécurité, mais ouvre aussi en même temps un espace à la vengeance d'Etat contre celles et ceux qui se sont historiquement déclarés ennemis de l'ordre existant.

Ces moments de tempête, y compris face à l'intensification du contexte répressif et d'une terreur psychologique toujours plus intense, doivent être un moteur pour notre capacité de transformation et de création, en af-

fûtant les poignards de la solidarité et de l'agitation, en exerçant l'anarchie comme une tension constante dans ce monde de misère, et en montrant une fois encore qu'il n'y a pas de dialogue possible avec les puissants, ni d'explications à leur donner. Les actes de rébellion, souvent accomplis spontanément par la furieuse explosion de haine que provoquent l'autorité et la répression, sans reposer nécessairement sur des modèles idéologiques et théoriques, parlent souvent d'eux-mêmes.

Petite chronologie de la guerre sociale vécue dans les rues de Porto Alegre ces derniers temps (chronologie provisoire, ouverte et non exhaustive) :

4 Mars 2012 : Lors de la manifestation contre l'augmentation des tarifs des transports, un petit affrontement se produit entre des manifestants et la Brigade Militaire, les robots en uniforme sont attaqués à coup de manches de drapeau. Un container de poubelle est incendié.

4 Octobre 2012 : Lors d'une manifestation pour les espaces publics, des jeunes se moquent de la poupée gonflable de Coca-Cola/Fifa en dansant autour. La police attaque pour la « défendre » et reçoit une réponse. Une voiture de patrouille de la Brigade Militaire a son parebrise détruit. Une banque est endommagée. 6 personnes sont arrêtées, 4 sont libérées la nuit même, les deux autres quelques jours plus tard, 20 personnes sont blessées. Un flic souffre d'un traumatisme grave après s'être pris des pierres. Après une longue polémique médiatique, la poupée Coca-Cola/Fifa est retirée de la rue.

27 Mars 2013 : Au cours d'une nouvelle manifestation contre l'augmentation du prix des transports, des manifestants essaient d'entrer dans la mairie en affrontant la Garde Municipale, une manifestante est arrêtée. Le bâtiment est couvert de tags et la plupart de ses vitres sont brisées. Deux motos et une voiture de la Garde Municipale sont attaqués. Un journaliste aux ordres du pouvoir se fait agresser.

1er Avril 2013 : 6000 personnes sont dans la rue, la mairie ferme plus tôt. La manifestation s'étend au centre-ville, la circulation est complètement interrompue à partir de 18h. Les murs se couvrent de slogans de différentes couleurs.

4 Avril 2013 : 5000 personnes se rassemblent dans le centre sous la pluie contre l'augmentation des prix de l'omnibus, et commencent à marcher en une protestation animée. Quelques omnibus sont tagués et rayés, un perd sa vitre à coups de pierres. Des bombes de peinture sont lancées dans le Bâtiment Edel Trade Center, où se trouvent des banques, l'ambassade du Pérou etc. Une vitrine de la Volkswagen Panambra tombe sous les huées des moutons. Devant le bâtiment de la EPTC (Entreprise de transports publics et de circulation, complice de l'augmentation), un groupe caillasse une vitrine, tout autour des pétards sont tirés en direction de la police et des médias. Une contrôleuse de l'entreprise publique d'omnibus Carris, qui défend qu'il faut soutenir les protestations sur internet plutôt que dans la rue, est virée.

11 Avril 2013 : Un nouveau rassemblement a lieu à l'auditorium Araújo Viana, pour partir cette fois par l'avenue Protásio Alves, vers la ATP (Association de Transporteurs de Passagers). Les façades reçoivent de nouveaux tags, des vitres sont brisées, une unité mobile est aussi vandalisée. 1000 personnes restent jusqu'à 23h environ. Le lendemain, le siège de l'association n'a pas réouvert.

23 Avril 2013 : 500 personnes se rassemblent devant la préfecture, taguant leur revendication d'une réduction supplémentaire des tarifs d'omnibus.

29 Mai 2013 : Vers 4 h du matin, au milieu d'une forte tempête, 200 policiers de la Brigade Militaire, du Bataillon d'Opérations Spéciales, et le Groupe d'Actions Tactiques Spéciales, attaquent ensemble le campement qui durait depuis 43 jours pour défendre des arbres centenaires, campement empêchant de fait l'élargissement d'une avenue exigée par la Fifa pour permettre l'accès au stade Veira Río. 27 personnes sont conduites au commissariat et mises en examen pour outrage et autres délits. Au matin des dizaines d'arbres sont déjà abattus. Il est important de contextualiser.... Les protestations contre l'augmentation des tickets de l'omnibus se sont généralisés du sud au nord du territoire contrôlé par l'Etat brésilien. Dans des centaines de villes, des millions de personnes ont manifesté. Les choses sont devenues sérieuses. La tour d'ivoire des politiques a commencé à trembler. En plus de la question des tarifs des transports, dès le jour d'ouverture de la Coupe de football des Confédérations, où Dilma (présidente du Brésil) et Blatter (président de la Fifa) se sont faits huer dans le stade, et jusqu'à la finale, chaque partie a été une guerre hors des lumières du stade, contre la Fifa, l'Etat, le Capital, contre ce système de misère. Même les commentateurs sportifs traitaient du thème des manifestations. Ce n'est peut-être qu'un avant-goût de la Coupe du Monde... Souhaitons qu'il en soit ainsi...

13 Juin 2013 : « C'est fini l'amour, ici ça va devenir la Turquie ». Près de 2000 personnes participent à une nouvelle manifestation en solidarité avec celles qui se déroulent sur le territoire brésilien. Le trajet est parsemé de tags, et tout ce qui symbolise le pouvoir est attaqué en chemin. 6 banques voient leurs vitrines brisées, un bâtiment de la compagnie de téléphone portable Oi est caillassé et tagué. Des pierres et de bruyants ovni volent en direction du tribunal. La patrouille de la EPTC et d'autres véhicules sont attaqués. Les parcmètres sont rendus inutilisables. Une voiture du groupe RBS (medias) est encerclée et attaquée alors qu'elle transporte des fonctionnaires à l'aéroport. Une vitre est brisée, elle est sécouée et rayée. Le lendemain, son journal papier ZeroHora, le plus diffusé dans la région, publie en Une la photo d'une barricade en feu avec en légende : « ils ont dépassé les bornes ». 40 containers de poubelles sont utilisés comme barricades au cours d'affrontements contre la Brigade Militaire, qui détourne le conflit en intervenant dans le quartier Cidade Baixa, en coupant et en dispersant la manifestation. 23 personnes sont arrêtées puis libérées, un policier est blessé.

Les jours suivants les journaux affirment : « Oui à la protestation, non à la violence. » Experts et charlatans s'empressent d'analyser la violence de cette nuit de fête antisystème, dans le but évident de rassembler l'opinion du troupeau, et d'éviter que la situation empire. Mais leurs efforts ne sont pas à la hauteur de leurs intentions, la colère contre ce système n'est ni contenue ni balayée, et les froides et pluvieuses nuits de manifestations sont de plus en plus ardentes...

17 Juin 2013 : Des millions de personnes descendent dans les rues des principales villes du Brésil, déterminées à l'affrontement. A Porto Alegre, la manifestation se déchaîne avec 15 000 personnes. Les rues centrales sont bloquées par la marche qui se dirige vers le bâtiment de RBS Zero Hora. Les flics empêchent qu'elle passe par le monument de verre de massification sociale, de mensonge et d'escroqueries. Aux alentours du siège de la Police Fédérale qui est caillassé, un concessionnaire Honda a 31 vitrines brisées, des motos sont endommagées, des brebis pacifistes tentent d'empêcher les pillages, mais plusieurs établissements n'y échappent pas. Une dizaine d'agences bancaires sont attaquées et sévèrement endommagées. L'Institut d'Identification/Institut Général d'Expertises (Police Civile) où sont confectionnés les documents d'identité se fait défoncer. Le concessionnaire Volkswagen Panambra est caillassé et des bagnoles endommagées. Dans la rue, les murs blancs auparavant, hurlent la rage. 60 containers de poubelle sont incendiés. Une patrouille de la Brigade Militaire est encerclée et attaquée à coups de bâtons par des manifestants. Dans l'avenue João Pessoa, de nombreuses barricades sont érigées. Sur le trajet, 5 omnibus sont caillassés, devant le parc de la Redenção un omnibus est incendié. Au cours de cette nuit, 371 omnibus de la compagnie publique Carris sont retirés de la circulation pour raisons de sécurité. Vers 23h, un groupe attaque et brise les vitres du Palais de Justice, il est dispersé avec des grenades à fragmentation aux environs du Palacio Piratini (gouvernement d'Etat) et de l'Assemblée Législative. Deux personnes sont arrêtées à cet endroit, et aux total il y aura 38 arrestations au cours des affrontements de cette nuit-là, quatre personnes sont sérieusement blessées. Toutes les manifestations sont filmées par hélicoptère du groupe RBS/Globo, et retransmises sur la chaîne régionale TVCOM. Le lendemain, le gouverneur se réunit avec son service de sécurité et les trois principaux journaux de la province ornent leur Une de photos d'omnibus en flammes.

20 Juin 2013 : L'après-midi, la Police Civile envahit la bibliothèque anarchiste A Batalha da Várzea dans le quartier Cidade Baixa, et s'empare de bouteilles en plastique remplies d'huile de cuisine usagée pour les envoyer à l'expertise, ainsi que de livres. A partir de ce jour, des anarchistes reçoivent la visite indésirable de la police à leur domicile. Dans plus de 100 villes du Brésil, des manifestations secouent la routine du capital, interrompent la normalité, attaquent et offensent le pouvoir et ses institutions. Sous la pluie et alors qu'il fait 14 degrés dehors, près de 20 000 personnes bougent dans les rues de Porto Alegre et s'affrontent durement avec la Brigade Militaire. Toute la manifestation est accompagnée par des hélicoptères et retransmise en direct. Aux alentours du bâtiment de RBS/Zero Hora les affrontements reprennent : fusées, pierres, engins artisanaux, cocktails molotov contre balles en caoutchouc et grenades à fragmentation. Le siège de la Police Fédérale est intensément attaqué à coup de pierres pour la deuxième fois, tandis que se monte une barricade enflammée. Malgré les flics postés devant les vitrines et appelant au calme, le local de Honda est détruit pour la deuxième fois, idem pour l'Institut d'Identification qui restera fermé pendant des semaines. De l'autre côté de la rue, le Centre Commercial João Pessoa n'est pas en reste, et est sévèrement endommagé. Une dizaine d'agences bancaires sont défoncées avec quelques tentatives d'incendies contenues par les pompiers. On entend la détonation d'une bombe artisanale au siège du Jornal do Comércio. Les locaux du PT et du PMDB au pouvoir actuellement sont attaqués. Pour éviter la multiplication des barricades au cours des émeutes, le matin même le DMLU (Département Municipal de Propreté Urbaine) enlève 80 containers à poubelle. De nombreux commerces sont pillés, les dégâts enregistrés s'élevant à 600 000 reales. La préfecture déplore des dégâts de 825 000 reales. 830 policiers sont présents pour mener la répression, l'effectif le plus élevé de la Brigade Militaire en 5 ans. Deux policiers sont blessés, et 20 personnes arrêtées sont amenées au Pénitencier Central. Jusque vers minuit, des actions de groupes cagoulés se multiplient au centre-ville, affrontant la police avec des pétards et des engins artisanaux, taguant, détruisant, tentant d'incendier, pillant. Un habitant du centre tente d'empêcher un incendie qui avait déjà pris dans une agence bancaire Itaú en menaçant les cagoulés avec un revolver, tous parviennent à s'échapper. Apeuré, le préfet José Fortu-

nati suit la protestation à travers les caméras de surveillance dans le Centre Intégré de Commandement de la Ville de Porto Alegre (CEIC). Le lendemain, la présidente Dilma Roussef convoque une réunion d'urgence avec les ministres, puis annule son voyage au Japon. La présidente de la Banque Centrale fait de même avec une rencontre prévue à Londres avec « des investisseurs ». Le Département d'Etat nord-américain annonce qu'il suit de près le mouvement de protestation au brésil. Les services brésiliens de l' Agence Brésilienne d'Intelligence (ABIN) publient tous les jours leur analyse de la situation sur internet, mettant en place un système de surveillance online contenant 700 termes préétablis à rechercher. Dans ce contexte, Brad Pit renonce à venir au Brésil pour le lancement du film « Guerra Mundial Z », où il interprète le Gouverneur de Rio Grande do Sul. Tarso Genro, lance une campagne de diffamation contre les anarchistes, taxés de « tendance fasciste », mentors de la violence de rue qui « détestent tout sauf eux ».

24 Juin 2013 : En manœuvre défensive, l'après-midi, la police bloque les alentours de la Place de la Matriz, la municipalité fait enlever 80 containers à ordures, les magasins ferment leurs portes. 10 000 personnes manifestent à Porto Alegre, les flics dispersent en lancent des grenades lacrymogènes dans le centre-ville, en divisant et en pourchassant les petits groupes. Dans le centre et dans le quartier de Cidade Baixa, des groupes attaquent la propriété, détruisent, pillent, incendient, montent des barricades, une dizaine de banques en font les frais. Des bâtiments de l'Etat et de la Municipalité sont attaqués, Tudo Fácil (local de la ville), CEEE (compagnie publique d'énergie électrique), DMLU, le Secretariat Municipal à la Jeunesse se font défoncer, des pierres et des molotovs sont lancés contre le bâtiment du SMIC (procureurs municipaux). Une trentaine de containers à poubelle sont incendiés, des voitures sont attaquées, une grande quantité de magasins sont pillés dans le centre. Le syndicat de commerçants affirme avoir subi 2 millions de reales de dégâts, sans compter la perte de 60% de leur chiffre d'affaire ce jour-là. Les pompiers ont combattu plus de trente foyers d'incendie. A côté d'une agence bancaire, des personnes cagoulées menacent et font pression sur une équipe de journalistes de TV Pampa, jusqu'à ce qu'ils leur remettent les deux cartes mémoire de leurs caméras. 103 personnes sont arrêtées, et plusieurs sont amenées à la prison centrale.

27 Juin 2013 : Une manifestation « culturelle » est appelée devant le siège du gouverneur d'Etat, le Palácio Piratini. Toute la zone est bouclée par la Brigade Militaire, qui demande même des renforts venus de l'intérieur du pays. Le groupe des « organisateurs » de la manifestation rentre dans l'antre gouvernementale pour mendier d'illusoires réformes et demander l'aide du gouverneur. Pendant ce temps, des manifestants enragés abattent les barrières de sécurité et attaquent la Brigade Militaire à coups de pierres, un sergent est blessé à l'oeil dans les affrontements, puis les groupes s'égaillent dans les rues du centre et de Cidade Baixa, menant des attaques, tout en essayant d'échapper à l'énorme contingent de Brigade Militaire qui les poursuit en une véritable chasse à l'homme retransmise en direct par TVCOM. Le Gouverneur finit la nuit par un discours en applaudissant les troupes de choc devant son palais.

1er Juillet 2013 : A l'aube de la célébration de la victoire de la sélection brésilienne à la Coupe des Confédérations, trois voitures de patrouille de la Brigade Militaire sont incendiées. Deux à Porto Alegre sur le parking du Secrétariat de Sécurité Publique, local où se trouvent le bureau du secrétaire de sécurité, les activités de la Brigade Militaire, la Police Civile, le Susep (matons), le Detran (circulation), ainsi que le service téléphonique 190 de la police. Des anonymes sont entrés dans l'obscurité du parking et ont frappé avec audace, en incendiant deux véhicules. Aux alentours, une dizaine de containers ont été incendiés la même nuit. Dans la ville de Fontoura Xavier, en plus de la voiture de la Brigade Militaire totalement calcinée, deux autres véhicules garés à côté ont fait les frais de l'incendie.



Les capuches parlent. Parce que le combat commence à peine

Coordination des ombres - septembre 2013 - Mexique

Premier message de la coordination des ombres.

« *L'individu avec une capuche sur la tête ne représente pas le peuple, il ne signifie pas qu'un groupe d'illuminés va nous sauver. On n'écrira jamais sur « eux » dans les livres d'histoire. « Ils » ne sont pas « eux », ils sont nous, qui sortons l'instinct plein de rage contre la raison du capital...* »

Tract anonyme. Chili 2009

« *Nous n'avons pas d'illusions. Nous n'avons aucun espoir. C'est pourquoi nous sommes dangereux. Nous ne nous attendons pas à ce qu'ils prennent tout cela en compte. Tous les jours, ils enterrent nos cris sous leur mensonge. Adieu. Ils vont nous voir depuis leur canapés, dans leurs téléviseurs. Histoire, nous arrivons. Regarde le ciel, en haut.*
Nous détruisons la paix sociale qu'ils construisent jour et nuit, lavant le cerveau des citoyens pour qu'ils obéissent et se taisent [...] Ce n'est pas nos mots qui sont cruels. Cruelle est leur réalité. »

Jeunes insurgés. Grèce, hiver 2008

A la jeunesse qui combat.
Aux collectifs et individus lassés de la pantomime réformiste et conciliatrice.
Aux rebelles qui résistent à l'offensive de l'état entrepreneurial mexicain et des gauches complices.
Aux oreilles réceptives.

Récemment, des tourbillons de rébellion se sont déchaînés dans les rues des grandes villes administrées par l'Etat mexicain. Les vents nouveaux apportent avec eux -revitalisées- les pratiques et les idées de rébellion ; se sont des souffles, pour l'instant passagers qui signalent l'extension de nos désirs ardents, l'arrivée de cataclysmes révolutionnaires jusqu'alors gelés. Nous, qui comme beaucoup d'autres, aspirons à la chute de la mégastructure, avons vu avec bonheur les bandes d'insurgés, qui armés de leurs corps, de leurs passions et de leur ingéniosité artisanale, ont pris d'assaut la stabilité des fondements du système. Nous en faisons partie et voici venu notre tour de défendre nos idées. Ce n'est pas le printemps mexicain, c'est l'hiver subversif, qui ici comme dans le reste du monde, jeune, résolu et cagoulé, est venu pour ne plus s'en aller. C'est à notre tour de prendre la parole.

La CNTE [*Coordination nationale des travailleurs de l'éducation*, courant radical du syndicat national des

profs] ne nous représente pas, pas plus que le MORENA [*Mouvement de Régénération Nationale*, un parti de gauche] et son dingue de leader ; les grands congrès du « mouvement social », où les orateurs parlent de tout sauf de la lutte réelle ne nous représentent pas non plus, ni le 132 [Les *Indignés étudiants* mexicains], ni les tribunes d'étudiants déjà matés. Nous ne reconnaissons aucun représentant, nous ne sommes pas le parti qui cherche à agglutiner le mécontentement sous le manteau de ses slogans (qu'ils soient « historiques », « incendiaires » ou « novateurs ») ; d'autres compagnon-nes l'ont dit, nous ne sommes d'aucun parti, parce qu'aucun parti ne peut affronter notre objectif final.

Nous sommes enfants des marges, qui avons grandi avec la bouffe en conserve et cancérigène, dans des logis asphyxiants et misérables, au milieu de la publicité saturée d'images et de mensonges et entourés de valeurs oppressives et dégradantes. Nous comptons parmi ces millions de chiffres scandaleux, faisons partie de ceux qu'on appelle les « ninis » (qui ni ne travaillent ni n'étudient), de ces millions de personnes qui étudient et ne trouvent pas de travail, ou bien encore de celles qui travaillent/étudient, tandis que leurs poches se remplissent de miettes, de frustrations et de rancœurs. La « haute » culture n'arrive pas jusqu'à nous, c'est la culture de masse qui nous a élevées et malgré tout, -aujourd'hui- nos références sont la solidarité directe et l'action sans intermédiaires. Nous sommes des données dures parmi les chiffres, nous sommes de petits nombres dans le rouge de l'addition, nous sommes celles et ceux qui n'ont commencé à exister qu'en masquant leur visage et en crachant leur haine. Nous sommes fier-es de nous reconnaître comme le fer de lance de la nouvelle subversion planétaire. Nous ne voulons plus rien savoir de leurs structures embourbées et notre guerre va violemment à l'encontre des valeurs qui alimentent leurs labyrinthes symboliques.

Nous ne nous livrerons pas à plus analyses pleines de données ennuyeuses de ce en quoi le système nous vole. Il n'est grand besoin de décortiquer la réforme éducative, énergétique ou des finances, nous ne sommes ni statisticiens ni hommes d'Etat. L'état-gouvernement est un organe de contrôle, né de la nécessité d'opprimer les déjà opprimé-es ; toutes leurs réformes, tous leurs changements, leurs améliorations ou leurs révolutions ne nous incombent pas, elles appartiennent à leurs logiques, inadmissibles pour celles et ceux qui, comme nous, désirent un monde sans tyrans. L'état-gouvernement fait fondamentalement partie de ce modèle de vie qui génère frustrations, haines et les consciences mêmes qui visent (ou devraient viser) à sa destruction. C'est ce modèle qui nous vole la vie, cette vie dénaturée où ils nous disent ce que nous devons faire, ne pas faire, directement ou indirectement, dès notre naissance. Nous n'avons rien à décider, même si nous portons la structure sur nos épaules et si elle tourne grâce à nos bras. L'Etat, le mode d'organisation économique et la société qu'ils engendrent, nous ont tout dicté, jusqu'à planifier comment nous allons mourir. Ils ont décidé de tout et bientôt ils nous diront comment et contre quoi nous révolter.

« *La révolte a besoin de tout, de journaux et de livres, d'armes et d'explosifs, de réflexions et de blasphèmes, de poisons, de poignards et d'incendies. Le seul problème intéressant est comment les mélanger.* »

Ai Ferri Corti, Pamphlet insurrectioniste

Nous partons du fait de dire non, nous ne voulons pas être des citoyens avec un rôle établi. Nous ne voulons pas être des manifestant-es suivant un parcours délimité (amicalement et résolument inoffensif). Nous ne voulons pas être des marchandises de chair et d'os vivant pour produire et consommer selon un cycle absurde et criminel. Nous voulons nous rebeller et dans la rébellion nier leur monde et tous les stratagèmes qu'il utilise pour nous réadapter ; les logiques de négociation, de conciliation et d'assimilation. Nous cherchons à affronter tous les aspects de la domination : la nation, le machisme, la religion, toute cette merde qui nous veut à son service et à ses ordres.

Nous visons à ce que les élans de révolte s'étendent dans nos existences et celles des autres. La révolte ne se limite pas aux moments où nous scandalisons et où nous atrophions certains endroits de la ville ; où nous taguons, crions, courons, détruisons ou intervenons, bien que la potentialité ludique, esthétique et créatrice atteigne alors un point très important. La révolte n'est pas seulement stridente, elle est dans tout geste et tout acte négateur et qui tente de construire une réalité différente. Nous appelons les compagnon-nes à étendre la parole et l'action, la bataille ne se livre pas qu'en grands groupes de compagnon-nes, nous pouvons déchaîner la révolte directe dans d'autres espaces, avec peu de ressources, en petit nombre, et même seuls. Il suffit pour cela de conviction et d'une certaine planification. Récupérer nos vies devient alors une praxis quotidienne. Par exemple, les récupérations (expropriations, « vol ») sont un instrument dont nous disposons, aussi bien pour nous auto-réaliser et pour couvrir des besoins propres, que pour distribuer ce que nous avons récupéré parmi les opprimés et ainsi faire de l'agitation. La révolte a besoin de mots, de rythme, d'infrastructure et de goût.

« *Le spectacle a voulu nous montrer redoutables, nous savons que nous sommes pires.* »

Mentenguerra, Rapeur d'Espagne

Des imbéciles derrière des micros et des stylos « publics » tentent de nous diffamer avec des qualificatifs dont ces idiots ignorent le sens : vandales, anarchistes, infiltrés, provocateurs, adeptes de la violence. Nous sommes des vandales parce que nous ne réprimons pas nos élans destructeurs, plus que nécessaires pour fracturer la machinerie sociale. Ce n'est qu'avec la violence rebelle (consciente) que se rompt l'illusion de stabilité que veut nous vendre le système. L'antagonisme existe ! Les puissants et leurs sbires ne sont pas et ne pourront jamais être nos égaux ! Ils ne méritent aucun respect !

Nous sommes anarchistes dans le sens que nous ne reconnaissons pas leurs autorités et que nous plaçons notre confiance dans les capacités des individualités pour s'auto-organiser (ainsi que dans nos propres capacités) ; qu'ils ne disent pas que c'est impossible, dans des communautés autonomes de nombreux coins du monde (y compris le Mexique), des pratiques d'autonomie et d'organisation horizontale existent et dans diverses expressions de rebelles tout au long de l'histoire, nous avons vu des expériences d'organisation (certes imparfaites, mais réelles) entre libres et égaux. Nous sommes infiltrés en ce que nous nous engouffrons dans les espaces, où nous pouvons développer notre pratique subversive ; en cela nous cherchons à nous reconnaître dans les différentes expressions d'inconformité, même lorsqu'elles adoptent des discours assimilables par le système, puisque nous trouvons dans ces mouvements des compagnon-nes qui (après avoir expérimenté la lutte de rue) abandonnent ou abandonneront la misère du réformisme, pour assumer une posture révolutionnaire ; beaucoup d'entre nous sont passés par ce processus et nous n'en avons pas honte. Cependant, au vu des expériences récentes, nous tenons à lancer un avertissement : pour agir dans ce sens, il nous faut être intelligents ; nous ne représentons aucun mouvement vertical, pas plus que les sigles ou postulats d'organisations de masse comme les syndicats, et le fait d'agir à l'intérieur de leurs mobilisations implique un fort risque En effet ces groupes s'en sont déjà pris à nos compagnon-nes. Pourquoi aller chercher des complices dans des protestations gangrenées de citoyens-policiers ? Il vaudra mieux créer des espaces auxquels ces compagnon-nes pourraient se joindre à nous. Nous ne rejetons pas à priori des moments, où il vaudra la peine d'intervenir dans des mobilisations réformistes, comme quand ça dégénère, mais en préférant attendre que cela vienne d'eux (chose probable) et sans lancer la première pierre qui les feraient nous attaquer -comme ils l'ont déjà fait. Et ceci étant dit, nous sommes provocateurs, nous voulons provoquer un court-circuit dans les rapports sociaux en place, diffuser et étendre des milliers de court-circuits.

Notre lutte doit travailler à sa sécurité. Voulons-nous de nouveau nous retrouver encerclés par des milliers de merdes en uniforme ? Voulons-nous devoir nous préoccuper de la liberté des compagnon-nes après chaque manif ? Il serait nécessaire de prendre au sérieux notre activité dans la lutte de rue. Sur toute la planète, de petites mais efficaces mesures de sécurité ont été établies par les compagnon-nes qui luttent. Le camouflage est une partie indispensable de notre travail ; il est nécessaire de prendre au sérieux l'utilisation de la capuche qui doit être fermée hermétiquement, l'utilisation de vêtements qui empêchent l'identification sur la totalité du corps, des chaussures (qui ne doivent pas être reconnaissables ou doivent être recouvertes par des chaussettes, des sacs ou du scotch) jusqu'aux yeux (utiliser des lunettes ou des capuches qui les cachent) ; l'utilisation de vêtements diversifiés pour semer les flics a donné de très bons résultats, il faudra en avoir plus d'un sur soi. Il n'y a pas de mesure de sécurité de trop, il est préférable d'exagérer sur la prévention plutôt que d'avoir ensuite à affronter procès et formalités légales. Il y a sur internet divers manuels avec des recommandations précises sur comment essayer d'éviter la répression policière, dans la rue, mais aussi sur les sites virtuels (il faudrait attirer ici l'attention des compagnon-nes sur le fait d'être très prudents et de ne pas trahir leurs activités sur les réseaux sociaux ; s'exposer cagoulés sur des photos est devenu une preuve à charge pour la répression policière).

« *Nous sommes la fameuse*
parabole de Héraclite l'Obscur.
Nous sommes l'eau, pas le dur diamant,
celle qui se perd, pas celle qui stagne. »
Jorge Luis Borges

La force de notre révolte réside dans le fait que nous ne constituons pas un corps solide. Nous sommes des milliers de petites hydres invisibles et glissantes. Ils ne peuvent pas nous couper la tête, car nous n'en avons pas ; nous sommes des millions de têtes qui allons et venons. La force de notre lutte ne s'accroîtra pas par le renforcement de structures solides, elle n'augmentera pas par le nombre croissant d'adeptes dans nos « rangs » ; il faut nous défaire de cette illusion qui peut être très préjudiciable à la subversion ; nous ne voulons pas faire monter nos compagnon-nes dans notre bateau, nous voulons des milliers de canots voguant dans de multiples directions, qui puissent attaquer ensemble, quand ils en conviendront. Notre force grandira dans la mesure où nos groupes, collectifs, noyaux, projets se feront plus agressifs et plus conscients. L'informalité nous offre en outre plus de sécurité face à d'éventuels coups répressifs. A la différence des structures verticales éradiquées d'un seul coup, les réseaux de cellules peuvent être réduits, mais il y aura toujours quelqu'un pour poursuivre le chemin. Selon nous, il s'agit de renforcer nos tranchées, sans attendre que d'autres (beaucoup) viennent nous renforcer.

« *C'est en cherchant l'impossible que l'homme a toujours réalisé le possible. Ceux qui se sont sagement limités à ce qui leur paraissait le possible n'ont jamais avancé d'un seul pas.* »
M. Bakounine

Avant que les charlatans citoyens-médiatisés commencent à déblatérer leurs jugements absurdes que nous connaissons par cœur : « *s'ils détestent tant le système, pourquoi utilisent-ils internet* », « *s'ils détestent tant le système, qu'ils aillent à Cuba* », « *qu'ils se foutent au boulot ces connards de bons à rien* », nous leur rappelons que respecter les normes et les règles établies n'a jamais mené à rien. Quant à nous, nous prenons position, tout en sachant que nous sommes du côté minoritaire et vulnérable. C'est notre dignité qui nous fait nous lever, ainsi que la beauté propre à nos idées, qu'à la différence des leurs (leurs idées), nous essayons de concrétiser dans l'action. Nous sommes responsables de notre position, nous ne sommes pas de ceux qui se plaignent de la

répression policière ; consciemment, nous traitons avec mépris les leaders et leurs lâches serviteurs et nous n'attendons pas de traitement différent de leur part. Nous prenons position dans cette guerre, contrairement à vous, qui vous cachez derrière le manteau démocratique de la diversité et du respect de la pluralité. Pour notre part, nous ne voulons pas dialoguer ; nous en avons déjà assez ; notre parole, nous la lançons dans les airs, comme nous lançons les pierres et le feu. Est touché qui doit être touché. Nous en sommes là, parce que nous sommes lassés d'être des victimes.

Il faudrait plus de mots, pour défendre la lutte de rue, pour revendiquer la nécessité du conflit, pour narrer la pratique que nous comptons construire avec passion et allégresse, les capuches continuent à se lever, nous allons en voir de plus en plus et de mieux en mieux ; pour cela il faudra savoir parler et dialoguer. Nous invitons les compagnon-nes à ajouter leurs mots. Nous les invitons surtout à être ingénieux et actifs. NOUS SOMMES BEAUCOUP, PLUS QU'ILS LE CROIENT TOUS.

A toi, bon -jeune ou vieux- citoyen qui veut savoir qui est sous la cagoule, ne demande pas qui nous sommes, les cagoulés, nous ne le révélerons jamais, nous n'avons rien à foutre de votre petit milieu de personnage et de célébrité. Mais regardez ces jeunes « normaux » à l'arrêt de bus, il semble qu'ils attendent l'autocar de grande ligne ; observez le compagnon d'école à côté, la jeune fille polie du bureau d'en face, l'aimable employé du restaurant.

Il se pourrait bien qu'au lieu de continuer à ramasser et à décharger des humains-marchandises, quelques-uns érigent une barricade, que le pupitre et le bureau servent à en alimenter les flammes ou que, sans le savoir (loin de là) vous mangiez la soupe où nous avons craché.

Le spectacle est mort. Ils ne nous ont pas laissé rêvé, à présent nous ne les laisserons pas dormir. S'en est fini de la paix. Maintenant le monde nous appartient.

Ni de gauche ni de droite ! Nous sommes ceux d'en bas et nous venons nous occuper de ceux d'en haut !

¡Capuches au cri de guerre !

Ce 2 octobre nous n'allumerons pas des bougies, nous allumerons des barricades !

Mexique, fin septembre. Du cloaque d'une quelconque métropole.

Posdata : une forte accolade pour les frères et sœurs des blocs noirs et des tranchées cagoulées de Chili, de la Colombie, de l'Argentine, du Brésil, des Etats-Unis, de l'Espagne, de l'Angleterre, de la Turquie, de l'Egypte, du Canada, de l'Indonésie, de la Rusie, de l'Italie, de l'Ucraine, de la France et du reste du monde.. Tous vandales, tous provocateurs, tous irréductibles ! Solidarité avec la résistance des antifascistes et révolutionnaires grecs. ¡Pavlos Fyssas presente!



Contre toute attente

Lettre ouverte à la « Coordination des ombres » et réponse à leur invitation fraternelle et séditieuse

CARI-PGG / CCF-FAI / CI MSA-FAI - octobre 2013 - Mexique

A tou-tes les anarchistes de praxis
Aux incendiaires et réfractaires affines
Aux jeunes anti-autoritaires
A celles et ceux qui affrontent le Pouvoir sous toutes ses formes
Aux oreilles réceptives et aux esprits indomptables

Salut !

Communiqué conjoint :

Nous saluons avec jubilation et une forte accolade chargée de complicité et de rencontre cette nouvelle initiative qui se manifeste et s'articule dans les « ombres » et croît discrètement dans l'obscurité des « cloaques ». Il nous enchante que la parole et l'action anarchique insurrectionnelle s'étendent et que se multiplient les milliers d'Hydres dotées de centaines de têtes anonymes et invisibles qui se lèvent aujourd'hui pour combattre le Pouvoir sur tous les fronts. Aujourd'hui, l'insurrection anarchique est partout, elle germe et fleurit aux quatre coins de la planète et fait face à l'Autorité du Chili au Canada, du Mexique à l'Indonésie. Aujourd'hui, la nuit s'illumine du feu anarchique en Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Biélorussie, Bolivie, Chili, en Espagne, Finlande, Grèce, Grande Bretagne, Italie, Hollande, Pologne, Russie et dans une infinité de villes dans le monde. Aujourd'hui, la lutte de rue reprend la bataille contre le Pouvoir et déborde les lâches limites du réformisme, faisant tomber les barrières de contention du gauchisme et brisant les chaînes du pacifisme anodin. Aujourd'hui, nous nous réjouissons de voir la rage des jeunes anti-autoritaires reprendre les rues, armés de passion, sans peur qui paralyse ni leader qui les muselle et les manipule. Aujourd'hui, ils rompent avec détermination toutes les attaches morales et idéologiques et se lancent contre le Pouvoir (contre toutes les formes de Pouvoir) sans autre objectif que la destruction de l'existant, avec pour seul élan la libération totale, mettant en pratique la poésie anarchique et démontrant en acte la beauté de la destruction créatrice.

Meilleurs vœux Bienvenue à la lutte sans trêve et sans caserne.

Comme vous le soulignez dans votre citation (des « Jeunes Insurgés » de Grèce en 2008), il y a longtemps que nous avons dit « Adieu » au mouvement fictif qui maintient les opprimés aliénés et les incitent convenablement à la servitude volontaire ; il y a longtemps que nous avons dit « Adieu » à la passivité et au conformisme ; il y a longtemps que nous avons rompu tout lien avec la social démocratie et le fascisme léniniste ; il y a longtemps que nous avons dit « Adieu » à toute la peste gauchiste (armée ou électoraliste) ; il y a longtemps que nous avons dit « Adieu » à l' « anarchisme » de salon, de café et de bar ; il y a longtemps que nous avons dit « Adieu » à la pose rebelle et au déguisement contestataire. Et nous les convions tous et toutes à nous regarder du confort de leurs fauteuils et de leurs téléviseurs. Nous n'avons pas besoin d'eux à nos côtés. Nous avons appris de la lutte et nous savons que de ces fléaux nous

ne pouvons attendre que la trahison et un tir dans la nuque. C'est la trahison de « compagnons » qui a mené les autorités sur la piste de Severino di Giovanni, qui a fini par être fusillé ; les balles « alliés » ont assassiné Buenaventura Durruti et Camillo Berneri et, dans un passé plus récent, elles ont aussi tué le compagnon Brad Will [1] sur les barricades de Oaxaca, en comptant sur le silence complice de « compagnons » , qui au nom de la satanée « unité » ont choisi de faire endosser un mort supplémentaire à l'assassin Ulises Ruiz [2].

Comme nous le rappelle un vieux loup féroce anarchiste : « Les anarchistes dérangent (…) c'est pourquoi ils ne peuvent trouver d'alliés dans leur lutte contre l'Etat. » Conscients de cette réflexion, nous avions abandonné les rues pour nous consacrer passionnément aux tâches nocturnes, comptant, sur la complicité de la lune, le son de la poudre et la chaleur compagnonne du feu libérateur. Pourtant, l'expansion de l'insurrection anarchique, la propagation et la contagion du combat réfractaire commence à ré-ouvrir pour nous de nouveaux fronts dans la confrontation contre le système : la lutte de rue est de retour pour ne plus repartir, remise à l'ordre du jour dans nos agendas pour prolonger l' « hiver subversif ».

Voilà la seule raison qui nous a amenés à nous donner rendez-vous dans les rues le 1 décembre ; le seul motif qui nous a invités à lutter sur l'asphalte le 1 septembre et qui nous a incités à être avec vous dans une marée de rebelles anti-autoritaires (inconnus mais complices) le 2 octobre dernier [3] ; par pour « faire des veillées aux chandelles», et défiler comme des agneaux apeurés, mais pour faire brûler des barricades et faire cramer des merdes en uniformes. Il n'y a jamais eu d'autre motivation (dans aucun des trois rencarts) que celle de donner vie à l'anarchie et de profiter de ces moments de mécontentement généralisé et de colère collective pour étendre le chaos et prolonger la subversion. Avec ces batailles de rue, nous réaffirmons notre thèse : il suffit d'une centaine d'anarchistes pour contaminer des milliers d'êtres qui en ont marre de l'exclusion quotidienne et de la violence systémique et pour déchaîner les passions contre tout Pouvoir et toute autorité. L' « imposition » à la présidence d'EPN [4] ne nous importe en rien, pas plus que la satanée formation du gouvernement ou que de nous opposer à leurs réformes par des contre réformes ou encore de défilé comme au carnaval en chantant des slogans vides et ankylosés continuant à implorer « le châtiment des coupables du massacre de 1968 et la dissolution du corps des grenadiers » (aujourd'hui au service de la gauche qui gouverne).

Pour nous, les anarchistes de praxis, qui occupe le siège présidentiel n'a pas la moindre importance. Nous rejetons la classe politique dans son ensemble. Si Vázquez Mota [5] était restée, notre lutte aurait continué avec la même vigueur, et nous n'aurions pas reculé d'un millimètre de nos positions. Seulement la gauche Yunquista [6] nous accuserait d'être des mercenaires pejelagartistas [7]. De la même façon, si Peje était parvenu jusqu'au siège si désiré, nous n'abandonnerions pas non plus la lutte et nous continuerions d'affirmer notre anti-autoritarisme irréductible avec la même passion et frénésie, seulement c'est alors la peste gauchiste qui, nous accuserait d'être des fascistes ou des agents de la CIA.

Le visage de l'Etat ne nous concerne en rien, ce qui nous importe le moins c'est la figure du Pouvoir ou la couleur idéologique qu'il endosse. C'est pourquoi nous ne sommes ni avec la CNTE [8] (malgré le nouveau maquillage de ses accords « solidaires » dans l'assemblée étatique de la XXII), ni avec les rats de MORENA, ni avec les réformistes du Yosoy132 [9], ni avec les « maîtres-étudiants » (qui à la fin de leurs études continuent d'être la courroie de transmission de la machinerie du système) ; nous ne sommes pas non plus avec la farce de la « Otra » [10] et ne nous considérons pas davantage comme faisant partie du dénommé « mouvement social » ; enfin ne nous joignons pas à quelconque projet qui distraie de la lutte réfractaire contre le Pouvoir. En revanche, nous luttons pour nous réapproprier nos vies dans la pratique quotidienne, nous luttons pour jouir de la liberté ici et maintenant, nous luttons contre toute autorité et nous affrontons le Pouvoir sous toutes ses facettes ; c'est à dire que nous luttons pour ne pas avoir à commander ni à obéir et que personne ne le fasse en notre nom.

Comme vous le signalez consciemment : « *Nous n'avons pas d'illusions. Nous n'avons aucun espoir. C'est pourquoi nous sommes dangereux* ». Et nous ne sommes pas dangereux seulement pour le Pouvoir constitué, nous le sommes aussi pour ce Pouvoir en train de s'instituer et qui, par les armes ou par les votes, cimente son avenir sur les illusions et les espoirs de la servitude volontaire. C'est pourquoi les « plumes publiques » et les « imbéciles derrières les micros » commencent déjà à lancer des rumeurs, à tisser des intrigues, à créer des soupçons et à semer le doute. On peut déjà lire et entendre des disqualifications et des insultes (un plumitif au service de AMLO assure sur Yahoo Noticias que « *pour autant qu'ils soient anarchistes, ils sont suspects, puisqu'ils répètent un modèle de conduite du 1 décembre à aujourd'hui, chauffant l'atmosphère et la police (…) pour autant qu'ils soient anarchistes, il semble que quelqu'un les contrôle. Et c'est ce qui me préoccupe le plus.* »). Les caricatures et les blagues ont commencé à proliférer (« *Je ne suis ni anarchosyndicaliste, ni anarcho-communiste, je suis anarcho-peñiste* » prétend une caricature qui circule sur la toile). Déjà s'impose le « soupçon » dans les soi-disants médias de gauche (La Jornada et Proceso) dont le tirage augmente chaque fois qu'ils font référence à nos agissements, en nous traitant de « pseudos anarchistes ».

Ces manœuvres n'ont rien de nouveau, nous avions en effet dénoncé dans nos communiqués des stratégies similaires dans quelques médias « alternatifs ». Cependant, même si rien de tout cela ne nous surprend (nous nous y attendions même depuis toujours et nous replaçons cela dans la logique du pouvoir), cela nous oblige sans doute à redoubler de vigilance et à ne pas baisser la garde. Cela ne revient pas à nous mettre dans le rôle de « victimes », ni à nous installer dans une paranoïa

paralysante. Comme vous l'exprimez dans votre premier message, nous avons toujours été conscient-es de ce que nous faisons et nous en assumons les risques et toute la responsabilité. Il fallait s'attendre à ce que l'ennemi nous traite ainsi. Nous aussi serons implacables.

Comme vous nous le rappelez, il faudrait prendre plus de précautions, aussi bien au cours des tâches nocturnes que dans la lutte de rue. La police, les effectifs de l'armée, les politiciens et les oreilles ne sont pas des extraterrestres, le produit de quelque manipulation génétique, ou d'étranges embryons se reproduisant dans un tube dans de strictes conditions d'isolement pour éviter la contamination, ce sont des enfants du voisin, comme toi et nous, c'est-à-dire qu'ils font partie de toute la merde qui nous entoure, qu'ils sont le produit de la société et se trouvent potentiellement partout. C'est pourquoi il est si important d'aiguiser les précautions au milieu de la servitude volontaire. Nous connaissons toute la merde tapie dans les mafias syndicales « indépendantes », « autonomes » et « alternatives » ; toute la charogne opportuniste des mafias clientélistes des « organisations sociales ». Le pire des tyrans, c'est l'esclave qui réussit à s'emparer du fouet. C'est une des raisons des capuches à l'ère de la surveillance technologique et de la société d'hyper contrôle. Il n'y a rien de plus à « déchiffrer » dans le fait qu'on en use et en abuse.

Nous masquer le visage au moment de l'attaque n'implique en effet pas de positionnement idéologique de notre part. Toutes celles et ceux qui ont eu besoin de cacher leur identité pour éviter les représailles ont toujours masqué leur visage, des sociétés secrètes du Moyen-Age aux groupements politiques-idéologiques d'obédiences les plus variées (du KKK jusqu'à ETA, en passant par Les Brigades Rouges, la RAF et l'EZLN) et cela ne nous lie évidemment en rien à leurs positionnements politico-idéologiques.

Cependant, en nous masquant le visage pour l'action, nous revendiquons aussi le bandit acrate et l'illégaliste réfractaire à toute autorité, car la capuche est plus que le bout d'étoffe rongé qui nous couvre, c'est beaucoup plus que le foulard déteint palestinien qui recouvre la pose fashion et encore bien plus que le passe-montagne qui recouvre la farce révolutionnaire et la pyrotechnie insignifiante. La capuche anarchique va au delà de l'esthétique, elle se lève comme une conscience anti-autoritaire qui a mis fin au spectacle et donné le coup de grâce à la lutte fictive. La capuche est le visage insomniaque et fébrile de Prométhée disposé à exproprier des milliers de fois le feu de l'Olympe, même si l'aigle lui dévore les entrailles à chaque aurore.

Pas un millimètre en arrière : 9 mm dans les têtes du Pouvoir !
Que parlent les capuches !
Vive les groupes informels d'action anarchique !
Réapproprions-nous de la lutte de rue réfractaire, mais nous n'oublions pas les tâches qui illuminent la nuit !
Que la lutte s'étendent dans tous les coins et les recoins !
Vive le feu libérateur et la poudre vengeresse !
Contre le système de domination !
Luttons contre toute attente !
Que personne ne récupère notre lutte !
Pour la coordination internationale anarchiste !
Pour la destruction des prisons !
Pour la Libération Totale !
Pour l'Anarchie !

En solidarité avec tou-tes nos compagnes et compagnons emprisonné-es au Mexique et dans le monde, en soutien à nos frères et sœurs en fuite, des cloaques d'une métropole, leurs frères et sœurs en affinité,

Células Autónomas de Revolución Inmediata-Praxedis G.Guerrero (CARI-PGG)
Conspiración de las Células del Fuego/Federación Anarquista Informal (CCF-FAI)-México
Célula Insurreccional Mariano Sánchez Añón/ Federación Anarquista Informal (CI-MSA/FAI)

Notes

[1] Brad Will était un activiste lié à Indymedia. Le 27 octobre 2006, il a été assassiné par des paramilitaires à Oaxaca.

[2] Ulises Ruiz est un politicien du PRI (Partido Revolucionario Institucional) de longue date. Il était sénateur et ensuite gouverneur de Oaxaca, qu'il dirigait avec une main de fer.

[3] Le 2 octobre 2013, la manifestation de commémoration du massacre militaire de Tlatelolco du 2 octobre 1968 (quand des centaines de contestants ont été assassinés) tourne à l'émeute à Mexico City.

[4] Enrique Peña Nieto (PRI), « EPN », est président du Mexique depuis le 1 décembre 2012. Ce jour-là, des émeutes et des affrontements éclatent à Mexico City.

[5] Vazquez Mota (Partido d'Accion Mexicana, PAN), président de la Chambre fédérale, était la candidate de droite pour les élections présidentielles de 2012.

[6] El Yunke est un groupement obscur de droite catholique et fasciste. Plusieurs politiciens (notamment du PAN) sont membres de Yunke, créé dans les années 50 en réaction au sentiment anti-catholique sous le régime du PRI.

[7] Partisans de Andrés Manuel López Obrador, « AMLO » ou « *el Peje* », gouverneur de Mexico City de 2000 à 2005, et ensuite candidat aux présidentielles de 2006 et de 2012. Il était chef d'une coalition de gauche et du parti MORENA qui prétend notamment défendre les droits des indigènes.

[8] *Coordinadora Nacional de Trabajadores de la Educación*, syndicat de professeurs et d'instituteurs. Ce syndicat était fort présent dans les mobilisations de 2013 contre la réforme de l'éducation.

[9] Le mouvement *Yo soy 132* (« Je suis le 132 ») est un mouvement social composé en majorité par des étudiants appartenant à des universités publiques et privées. Leurs revendications sont, entre autres, la démocratisation des médias, la défense de la liberté d'expression et du droit à l'information des Mexicains. Le mouvement est né en opposition à la présidence de Enrique Pena Nieto.

[10] *La Otra Campaña* est une initiative politique en faveur de la participation populaire impulsée par l'EZLN (Armée Zapatiste de Libération Nationale) et le mouvement néo-zapatiste. Elle surfe sur les notions telles que la démocratie de base, la participation citoyenne, l'altermondialisme, l'équité etc. ; les commandants de l'EZLN à l'appui.

Websites

Contrainfo
http://contrainfo.espiv.net

Act for freedom now
http://actforfree.nostate.net

Tabula Rasa
http://www.atabularasa.org

Viva la anarquia
http://vivalaanarquia.espiv.net

Brèves du désordre
http://cettesemaine.free.fr/spip

Non Fides
http://www.non-fides.fr

Uruguay

Anarquia, periodico anarquista
http://periodicoanarquia.wordpress.com

El Refractario, hoja de critica social
http://periodicoanarquia.wordpress.com

Chili

El Amanecer, publicacion mensual anarquista (Chillan)
http://periodicoelamanecer.wordpress.com

El Surco, publicacion mensual anarquista (Santiago)
http://periodicoelsurco.wordpress.com

El Sembrador, periodico anarquista (Cauquenes)
http://periodicoelsembrador.wordpress.com

El Sol Acrata, periodico anarquista (Antofagasta)
http://periodicoelsolacrata.wordpress.com

Sin Banderas Ni Fronteras, reflexiones insurrectas para agudizar la lucha contra toda autoridad (Santiago)
sinbanderas.nifronteras@yahoo.com

Kiebre, revista anarquista (Concepcion - Talcahauano)
http://revistakiebre.wordpress.com

Argentina

Exquisita Rebeldia, publi anarquista (Buenos Aires)
exquisitarebeldia@riseup.net

Abrazando el Caos, revista anarquista
publicacion-abrazandoelcaos@riseup.net

Mexico

Conspiracion Acrata, publicacion de tendencia anarquista insurreccional (Mexico D.F.)
conflicto_cotidiano@riseup.net

Italie

Finimondo
http://www.finimondo.org

Tairsia, foglio aperiodico di critica sociale (Salento)
tairsia@gmail.com

Peninsula Iberica

Infierno, publicación Anárquica por el desmadre y la revuelta
revista_infierno@yahoo.com

Aversion, publicacion anarquista
aversion@riseup.net

Belgique

Hors Service, feuille anarchiste (Bruxelles)
http://journalhorsservice.blogspot.be

Salto, subversion & anarchie (Bruxelles)
http://salto.noblogs.org

Suisse

Aufruhr, anarchistisches Blatt (Zürich)
http://aufruhr.noblogs.org

Grenzenlos, anarchistische Zeitschrift (Zürich)
grenzenlos@riseup.net

Allemagne

Wut im Bauch, anarchistisches Blatt für die Revolte (Hamburg)
wutimbauch@riseup.net

France

Lucioles, bulletin anarchiste de Paris et sa région
http://luciolesdanslanuit.blogspot.fr

Subversions, revue anarchiste de critique sociale (Paris)
subversions@riseup.net

Pays-Bas

Kaduuk, anarchistische krant / anarchist newspaper (Amsterdam)
kaduuk@riseup.net